

REPUBLIQUE DU NIGER

Ministère du Plan

Institut National de la Statistique

Direction des Enquêtes et des Recensements



Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
(ERI-ESI)

Niger, 2017

RAPPORT DE SYNTHÈSE



Juillet 2019

Ce rapport présente la synthèse des résultats de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée par l'Institut National de la Statistique (INS) du Niger. Le financement de l'ERI-ESI a été assuré par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à travers le Programme Statistique Régional (PSR) 2015-2020 qui comporte les volets «Comptabilité Nationale », « Statistiques d'entreprise » et «Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel ». L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) a fourni l'assistance technique à l'ensemble de ces trois volets.

Pour tout renseignement concernant l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), contacter l'Institut National de la Statistique (INS) 182, Rue de la SIRBA BP 13 416 - NiameyTel : (227) 20 72 35 60 Fax : (227)20 72 21 74 Courriel : ins@ins.ne site internet www.ins.ne

Pour obtenir des informations sur le Programme de Statistique Régionale 2015-2020, contacter L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) sis à Bamako (quartier Niarela, rue 499, Porte 23, BP E 1600, Télécopie 00223 20 21 11 40, courrier électronique : afristat@afristat.org, site web : www.afristat.org

Citation recommandée :

Institut National de la Statistique et AFRISTAT. 2019. *Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel*, 2017. Niamey, Niger et Bamako, Mali : INS et AFRISTAT.

Tableau récapitulatif des résultats

Indicateurs sur les objectifs de développement durable, ERI-ESI, Niger 2017

N°	Indicateurs	Homme	Femme	Niger
4.	Education de qualité			
4.6.1	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue (%)	37,2	20,8	28,4
6.	Accès à l'eau potable et assainissement	Urbain	Rural	Niger
6.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'eau potable (%)	97,8	72,5	76,4
6.2.1	Proportion de la population ayant accès à des latrines (%)	62,5	10,2	18,2
7.	Accès à l'énergie propre et à coût abordable			
7.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'électricité (%)	66,4	9,5	18,3
7.1.2	Proportion de la population ayant accès à des combustibles propres pour la cuisson (%)	16,9	0,3	2,9
8.	Plein emploi productif et travail décent pour tous	Homme	Femme	Niger
8.3.1	Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles (%)	88,2	90,3	89
8.5.1	Rémunération horaire moyenne des salariés (%)	994,6	798,6	948,9
8.5.2	Taux de chômage BIT (%)	8,0	7,7	7,9
8.6.1	Jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi (%)	56,4	78	69
8.8.1	Fréquence des accidents de travail ou de trajet [1] (%)	3,0	1,1	2,4
8.9.2	Nombre d'emplois dans les secteurs du tourisme, en proportion du nombre total d'emplois [2]	3,9	8,7	5,3
9.	Bâtir une infrastructure résiliente et promouvoir une industrialisation durable			
9.2.2	Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total (%)	10,7	38,5	19
10.	Réduire les inégalités			
10.3.1	Proportion des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme (%)	18,5	16,5	17,4
11.	Villes et établissements humains sûrs, résilients et durables			
11.7.2	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel (%)	1,8	1,2	1,5
16.	Assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place des institutions efficaces			
16.1.3	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents (%)	8,4	5,1	6,6
16.1.4	Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence	63,3	59	61
16.3.1	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus	32,2	38	34,7
16.5.1	individus de 18 ans et plus ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents (%)	4,5	0,7	2,5
16.7.2	Proportion de la population qui estime que la prise de décision est ouverte et réactive [2] (%)	30,9	32,3	31,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

[1] Non mortel

[2] Indicateur proxy

Principaux indicateurs de l'emploi, ERI-ESI, Niger 2017

Indicateurs	Niamey urbain	Autres urbains	Ensemble urbain	Rural	Niger
Répartition de la population selon le profil migratoire					
Non migrant (%)	71,7	88,3	81,8	96,6	94,0
Migration interne (%)	23,5	10,0	15,3	1,6	4,0
Migration internationale (%)	4,8	1,7	2,9	1,8	2,0
Ensemble migrant (%)	28,3	11,7	18,2	3,4	6,0
Taux de chômage BIT					
Ensemble	7,3	6,9	7,0	8,3	7,9
Homme	6,7	7,7	7,3	8,3	8,0
Femme	8,7	5,0	6,5	8,1	7,7
Taux de chômage BIT					
15 - 34 ans	13,6	12,4	12,8	12,0	12,2
35 ans et plus	3,9	3,0	3,4	5,6	5,0
Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage (%)					
Ensemble	16,9	35,7	28,0	30,4	29,8
Homme	15,3	31,0	24,6	28,1	27,2
Femme	20,6	46,4	35,8	35,7	35,7
Taux de sous-utilisation de la main œuvre (%)					
Ensemble	29,4	51,9	43,3	64,0	60,2
Homme	21,1	41,1	33,4	56,3	51,9
Femme	43,8	69,0	59,8	75,3	72,6
Taux de sous-utilisation de la main œuvre (%)					
15 - 34 ans	45,0	62,5	56,6	71,7	69,2
35 ans et plus	19,1	42,3	32,7	56,1	51,4
Durée moyenne de chômage (en années)					
Ensemble	5,24	3,43	4,18	7,35	6,65
Primo demandeur	5,67	3,40	4,30	8,64	7,78
Ancien actif	4,63	3,48	4,00	4,33	4,24
Pourcentage d'emplois formels dans le secteur non agricole (%)					
Ensemble	32,9	19,2	24,8	3,7	11,0
Homme	32,3	17,0	23,4	4,9	11,8
Femme	34,2	23,9	28,0	1,9	9,7
Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux (%)					
Ensemble	39,6	58,6	50,9	84,4	75,9
Homme	35,7	54,7	46,9	81,3	72,6
Femme	49,0	67,5	60,1	91,6	83,6
Taux de pluriactivité (%)					
Ensemble	3,5	4,0	3,8	5,8	5,3
Homme	4,0	4,6	4,4	7,1	6,4
Femme	2,3	2,8	2,6	3,0	2,9
Taux de salarisation dans le secteur non agricole (%)					
Ensemble	57,2	36,7	45,1	14,5	25,0
Homme	60,9	39,5	48,4	20,4	30,8
Femme	48,6	30,6	37,7	5,1	14,8
Revenu mensuel imputé des valeurs nulles					
Ensemble	143372,0	80230,1	104479,1	35479,7	56169,1
Homme	151559,4	92025,5	115626,1	43559,9	65449,1
Femme	122992,6	55482,5	79538,7	18429,0	36242,5
Taux de salaire inférieur au SMIG (%)					
Ensemble	22,8	42,7	35,1	76,1	63,5
Homme	16,9	36,9	29,0	69,7	57,4
Femme	37,4	55,0	48,8	89,4	77,5
Durée du travail excessive (plus de 48 heures par semaine)					
Ensemble	30,3	36,5	33,9	27,9	29,4
Homme	34,5	43,2	39,5	32,6	34,3

Indicateurs	Niamey urbain	Autres urbains	Ensemble urbain	Rural	Niger
Femme	20,5	21,4	21,0	17,2	18,1
Pourcentage des chômeurs BIT et de la main d'œuvre potentielle désirant travailler comme indépendant (%)					
Ensemble	28,2	54,7	46,8	86,8	82,1
Homme	18,4	38,7	33,1	81,8	76,9
Femme	33,7	65,2	55,4	91,3	86,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Principaux indicateurs du secteur informel, ERI-ESI, Niger 2017

Indicateurs	Niamey urbain	Autres urbains	Ensemble urbain	Rural	Niger
Effectif moyen des UPI au démarrage des activités (%)	1,4	1,2	1,3	1,3	1,3
Pourcentage d'UPI ayant de l'électricité (%)	53,9	45,9	48,3	6,5	18,2
Pourcentage d'UPI ayant un wc ou des latrines (%)	50,1	35,3	40,0	16,2	22,7
Pourcentage d'UPI ayant accès à un système d'évacuation des déchets (%)	37,2	11,7	19,9	3,3	7,9
Pourcentage d'UPI travaillant à domicile (%)	25,4	36,1	32,7	38,6	37,1
Pourcentage d'UPI dirigées par des femmes (%)	35,7	36,5	36,3	43,5	41,6
Pourcentage d'UPI dans le secteur Industrie (%)	32,3	40,7	38,1	41,3	40,5
Pourcentage d'UPI dans le secteur commerce (%)	42,0	33,9	36,4	32,6	33,6
Pourcentage d'UPI dans le secteur service	25,7	25,4	25,5	26,1	25,9
Deux principales sources du capital au démarrage des activités de l'UPI					
Epargne Propre/tontine	49,4	67,7	61,9	69,1	67,2
Dons, Héritages	14,5	14,6	14,6	11,1	12,0
Pourcentage de la main des UPI non apparenté au chef d'UPI (%)	18,8	11,4	13,9	4,2	6,9
Pourcentage de jeunes de moins de 15 ans dans la main d'œuvre des UPI (%)	5,8	5,1	5,3	13,4	11,2
Pourcentage de femmes dans la main d'œuvre des UPI (%)	27,8	29,1	28,7	42,9	39,0
Durée moyenne d'année d'études réussies par la main d'œuvre des UPI	3,0	2,8	2,8	1,5	1,8
Pourcentage de la main d'œuvre des UPI formée dans un cadre formel	7,5	3,9	5,1	0,8	2,0
Valeur actuel total moyenne du capital investi par l'UPI	307 066	206 317	241 475	69 859	133 192
Montant total moyen des investissements réalisés par l'UPI en 2016	300 337	547 902	479 217	39 225	195 962
Deux principales origines des matières premières					
Petite entreprise commerciale	19,5	75,5	54,2	43,6	46,9
Ménage / particulier	77,6	17,2	40,2	33,9	35,9
Valeur ajoutée totale du secteur informel en million de FCFA					
Ensemble	629 768	223 701	853 470	623 994	1 477 464
Industrie	364 188	22 467	386 655	93 484	480 139
Commerce	116 544	150 407	266 951	360 790	627 741
Service	149 037	50 828	199 865	169 720	369 585
Valeur ajoutée moyenne par main d'œuvre (En FCFA/Mois)					
Ensemble	343 032	64 681	151 584	47 223	74 315
Industrie	400 823	15 805	117 234	16 479	41 076
Commerce	194 109	119 028	146 384	80 541	99 081
Service	519 886	70 688	210 015	54 071	93 863
Valeur ajoutée moyenne par capital (En FCFA/ unité de capital)					
Ensemble	700	82	289	87	156
Industrie	1 772	22	548	73	218
Commerce	58	145	114	155	140
Service	93	111	104	50	70
Deux principales raisons du non enregistrement des UPI aux impôts au niveau national					
Non obligatoire	25,0	28,6	27,5	20,0	21,9
Ne sait pas s'il faut s'inscrire	44,1	49,6	47,9	73,6	67,1
Deux principales raisons pour se faire enregistrer selon les CUPi au niveau national					
Accès au crédit	17,4	3,6	7,9	7,7	7,8
Aucun intérêt	14,0	25,0	21,6	14,7	16,5
Pourcentage d'UPI qui paie les impôts sur leurs activités (%)	22,7	9,6	13,7	5,2	7,4
Pourcentage d'UPI prêt à payer les impôts sur leurs activités (%)	20,3	14,5	16,3	11,4	12,7
Deux principales utilisations d'un crédit potentiel par les CUPi au niveau national (%)					
Accroître votre stock de matières premières	42,6	55,7	51,6	67,9	63,7
Améliorer vos machines, mobilier, outils	7,3	14,3	12,1	7,0	8,4

Principaux indicateurs de la gouvernance, paix et sécurité, ERI-ESI, Niger 2017

Indicateurs	Niamey urbain	Autres urbains	Ensemble urbain	Rural	Niger
Pourcentage des individus de 18 ans et plus satisfait du fonctionnement de la démocratie (%)					
Ensemble	61,9	69,3	66,2	75,3	73,7
Homme	61,6	62,4	62,1	74,1	71,9
Femme	62,2	75,2	69,9	76,4	75,3
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les 9 principes démocratiques sont respectés [1] (%)					
Ensemble	25,4	49,1	39,3	59,1	55,6
Homme	25,8	47,3	38,3	56,7	53,4
Femme	25,1	50,6	40,1	61,1	57,5
Proportion des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de (%)l'homme					
Ensemble	31,4	19,4	24,4	15,9	17,4
Homme	31,1	23,3	26,6	16,7	18,5
Femme	31,5	16,0	22,4	15,3	16,5
Indice de perception					
Droits civils et politiques	0,59	0,75	0,69	0,82	0,80
Participation	0,52	0,68	0,61	0,72	0,70
Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	0,59	0,67	0,64	0,67	0,67
Droit de l'homme et participation	0,55	0,70	0,64	0,75	0,73
Degré de confiance des individus ayant été en contact avec les institutions					
L'administration (en général)	57,4	79,1	66,0	78,7	73,7
La justice	44,1	69,5	51,2	55,9	53,6
La police	46,9	69,2	54,3	61,4	58,1
Le système de santé public	74,9	92,7	84,4	92,3	90,6
Le système public d'éducation	74,2	89,7	81,5	86,4	84,9
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays (%)					
Ensemble	68,0	72,5	70,6	66,9	67,6
Homme	69,6	77,5	74,2	68,1	69,2
Femme	66,6	68,2	67,6	65,9	66,2
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision (%)					
Ensemble	40,0	28,3	33,2	31,3	31,7
Homme	38,6	27,4	32,1	30,7	30,9
Femme	41,3	29,1	34,1	31,9	32,3
Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant voté aux dernières élections (%)					
Ensemble	54,1	81,7	70,3	82,9	80,6
Homme	59,0	83,0	72,9	83,3	81,4
Femme	49,7	80,6	67,9	82,5	79,9
Pourcentage des individus de 18 ans et plus appartenant à un parti politique (%)					
Ensemble	4,2	7,4	6,1	11,0	10,2
Homme	5,6	11,0	8,7	13,5	12,7
Femme	2,9	4,3	3,7	8,9	8,0
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités centrales prennent en compte les préoccupations (%):					
Population	48,0	42,9	45,0	46,2	46,0
Les groupes minoritaires	45,7	40,4	42,6	37,2	38,2
Les partis politiques d'opposition	44,6	40,4	42,2	39,6	40,0
Indice de perception					
Système judiciaire	0,46	0,66	0,58	0,70	0,68
Absence de corruption	0,42	0,55	0,50	0,62	0,60
Etat de droit	0,42	0,57	0,51	0,64	0,61

Indicateurs	Niamey urbain	Autres urbains	Ensemble urbain	Rural	Niger
Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence (%)					
Ensemble	55,4	62,8	59,7	61,2	61,0
Homme	59,7	65,5	63,0	63,4	63,3
Femme	51,6	60,4	56,8	59,4	59,0
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec une arme au cours des 12 derniers mois (%)	1,4	0,3	0,7	0,3	0,4
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette,) au cours des 12 derniers mois (%)	1,5	0,5	0,9	0,5	0,6
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents (%)					
Ensemble	19,9	9,0	13,5	5,1	6,6
Homme	21,1	11,3	15,4	6,8	8,4
Femme	18,8	7,1	11,9	3,7	5,1
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité (%)					
Ensemble	32,9	6,4	17,4	7,4	9,2
Homme	34,1	6,9	18,3	7,8	9,7
Femme	31,8	5,9	16,5	7,0	8,7
Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant confiance à l'Etat pour assurer la sécurité (%)	74,2	82,4	79,0	77,6	77,9
Indice de perception					
Sécurité nationale	0,542	0,576	0,563	0,573	0,571
Sécurité publique	0,775	0,849	0,820	0,834	0,831
Paix et sécurité	0,758	0,829	0,801	0,814	0,812

[1] Liste des principes démocratiques : 1. Liberté d'expression 2. Liberté de la presse (média) 3. Egalité devant la loi 4. Liberté politique (choix de son parti) 5. Elections libres et transparentes 6. Liberté de voyager 7. Liberté de religion 8. Liberté d'association 9. Absence de discrimination

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Table des matières

Tableau récapitulatif des résultats	3
Liste des abréviations.....	14
Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête.....	15
Chapitre 1: Caractéristiques de la population et situation d'activité.....	16
1.1. Caractéristiques sociodémographiques de la population et des ménages.....	16
1.1.1. Dynamique migratoire.....	16
1.1.2. Principales caractéristiques des émigrants.....	17
1.1.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants.....	17
1.1.4. Eléments Confort du logement.....	18
1.1.5. Conditions de vie et pauvreté.....	21
1.1.6. Alphabétisation des adultes.....	22
1.2. Caractéristiques socioéconomique de la population.....	23
1.2.1. Sous-utilisation de la main d'œuvre.....	23
1.2.2. Bilan de l'emploi	25
1.2.3. Possibilités d'emplois et gains adéquats sur le marché du travail.....	27
1.3. Qualité de l'insertion sur le marché du travail.....	32
1.3.1. Raisons de mutation et de non exercice du métier	32
1.3.2. Mobilité dans l'emploi.....	33
1.4. Trajectoire et perspectives	34
1.4.1. Mobilité sociale	34
1.4.2. Mobilité intergénérationnelle.....	35
Chapitre 2: Caractéristiques et poids du secteur informel	36
2.1. Conditions d'activités dans le secteur informel.....	36
2.1.1. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel.....	37
2.2. Main d'œuvre et emploi dans le secteur informel.....	39
2.2.1. Organisation du travail dans le secteur informel	39
2.2.2. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel.....	40
2.2.3. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel	42
2.3. Capital, investissement et financement dans le secteur informel	44
2.3.1. Dotation et structure du capital	44

2.3.2. Investissement dans le secteur informel	45
2.4. Production, insertion et concurrence dans le secteur informel.....	47
2.4.1. Performance économique.....	47
2.4.2. Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne et leur inégalité	48
2.4.3. Décomposition de la valeur ajoutée.....	48
2.5. Secteur informel et l'Etat.....	50
2.5.1. Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs.....	50
2.5.2. Principal intérêt de se faire enregistrer.....	52
2.5.3. Opinions générales par rapport à l'impôt	54
2.6. Problèmes et perspectives	55
2.6.1. Principaux problèmes rencontrés par les UPI	55
2.6.2. Perspectives d'utilisation des crédits par les UPI au Niger	56
Chapitre 3: Perception de la population sur la Gouvernance, paix et sécurité	58
3.1. Démocratie et droit de l'homme	58
3.2. Qualité des institutions et corruption.....	60
3.2.1. Accès et confiance dans les institutions.....	60
3.2.2. Situation de la corruption.....	61
3.3. Etat de la gouvernance	62
3.3.1. Gouvernance administrative.....	62
3.3.2. Participation citoyenne et politisation	63
3.3.3. Prise en compte des préoccupations de la population dans la prise des décisions. .	64
3.3.4. Indice de perception de l'état de droit.....	65
3.4. Paix et sécurité	66
3.4.1. Menace générale et sentiment de sécurité	67
3.4.2. Criminalité	69
3.4.3. Conflits et mode de résolution.....	71
3.4.4. Indice de perception de la paix et de la sécurité	72
3.5. Indice de perception de la population sur la Gouvernance, Paix et Sécurité.....	73

Liste des tableaux

Tableau 1.1: Répartition en % de la population par la région, le milieu de résidence, le sexe, le groupe d'âges et le niveau d'instruction selon le statut migratoire.....	16
Tableau 1.2: Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon la strate de résidence, Niger, 2017	17
Tableau 1.3: Principaux motifs de la migration internationale selon la région de destination choisie.....	18
Tableau 1.4: Répartition des ménages selon les éléments de confort des logements par région et milieu de résidence	19
Tableau 1.7: Taux d'alphabétisation des adultes selon la région par sexe et milieu de résidence, Niger, 2017.....	23
Tableau 1.8: Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre, Niger, 2017	25
Tableau 1.9: Bilan de l'emploi, Niger, 2017.....	26
Tableau 1.10: Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail, Niger, 2017	29
Tableau 1.11: Propension à changer d'activité suivant la formation reçue, Niger, 2017	33
Tableau 1.12: Mobilité dans l'emploi et dans l'activité, Niger, 2017.....	34
Tableau 1.13: Table de mobilité scolaire entre père et fils	35
Tableau 1.14: Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Niger, 2017	35
Tableau 2.1: Effectif et structure des CUPI et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole, Niger, 2017	36
Tableau 2.2: Disponibilité des services de base dans les UPI, Niger, 2017	38
Tableau 2.3: Organisation du travail suivant le milieu de résidence et le secteur d'activité (en %).	40
Tableau 2.4: Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon la zone et le secteur d'activité	42
Tableau 2.5: Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité	43
Tableau 2.6: Montant (en millions de FCFA) du capital du secteur informel selon la zone et le secteur d'activité	45
Tableau 2.7: Montant (en millions de F CFA) du capital investi par les UPI en 2017 selon le milieu de résidence et le type d'équipement.....	46
Tableau 2.8: Principaux agrégats du secteur informel suivant la zone et le secteur d'activité....	48
Tableau 2.9: Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne (en F CFA) et leur inégalité	48
Tableau 2.10: Structure par secteur et branche d'activité de la production et des coûts du secteur informel	49
Tableau 2.11: Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel	50
Tableau 2.12: Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs.....	51

Tableau 2.13: Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon la zone et le secteur d'activité, Niger, 2017	52
Tableau 2.14: Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer	54
Tableau 2.15: Disposition générales des CUPI à payer l'impôt sur leurs activités, Niger, 2017	54
Tableau 2.16: Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal, Niger, 2017	56
Tableau 3.1: Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017	59
Tableau 3.2: Niveau d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Niger, 2017	60
Tableau 3.3: Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017	61
Tableau 3.4: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays et incidence de la petite corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017	62
Tableau 3.5: Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales, Niger, 2017	63
Tableau 3.6: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017	65
Tableau 3.7: Niveau d'appréciation de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Niger, 2017	66
Tableau 3.8: Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017	69
Tableau 3.9: Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017	70
Tableau 3.10: Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, Niger, 2017	76

Liste des graphiques

Graphique 1.1: Distribution en pourcentage de la population des ménages selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire , Niger, 2017	22
Graphique 1.2: Structure de la population active selon l'âge (en années révolues) et la situation dans l'activité , Niger, 2018	27
Graphique 1.3: Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, Niger, 2017	31
Graphique 1.4: Taux de bas salaire selon la CSP, Niger, 2017	32
Graphique 2.1: Répartition (en %) de la main d'œuvre occupée dans les UPI, Niger, 2017	37
Graphique 2.2: Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, Niger, 2017	39
Graphique 2.3: Structure du capital du secteur informel selon le secteur et la branche d'activité, Niger, 2017	45
Graphique 2.4: Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en F CFA), Niger, 2017	47
Graphique 2.5: Intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif, Niger, 2017	53

Graphique 2.6: Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, Niger, 2017/2018.....	57
Graphique 3.1: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie, Niger, 2017	58
Graphique 3.2: Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017.....	70
Graphique 3.3: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois, Niger, 2017	71

Liste des cartes

Carte 1.1 : Proportion de la population ayant accès à l'eau potable, Niger, 2017.....	20
Carte 1.3 : Proportion des jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi, Niger, 2017.....	30
Carte 3.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seule à pied dans leur zone de résidence, Niger, 2017	68
Carte 3.2 : Indice de perception de la composante Paix et Sécurité et Indice de perception de la Gouvernance, Paix et Sécurité, Niger, 2017.....	74

Liste des abréviations

AFRISTAT :	Observatoire Economique et statistique d'Afrique Subsaharienne
ANPE :	Agence Nationale de la Promotion d'Emploi
BAD :	Banque Africaine de Développement
BIT :	Bureau International du Travail
CAPi :	Computer Assisted Personal Interview
CEA :	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
DGE :	Direction générale de l'emploi
DGPS :	Direction Générale de la Protection Sociale
DGT :	Direction Générale du Travail
ERI ESI :	Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
ETFP :	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
GPS :	Gouvernance, Paix et sécurité
INS :	Institut National de la Statistique
METSS :	Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité Sociale
ODD :	Objectifs de Développement Durable
ONEF :	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation
PDES :	Plan de Développement Economique et Social
PIB :	Produit Intérieur Brut
PSR :	Programme Statistique Régional
RGP/H :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SDDCI :	Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive
SHaSA :	Stratégie pour l'Harmonisation des Statistiques en Afrique
UEMOA :	Union Economique et monétaire Ouest Africaine
UA :	Union Africaine
UPI :	Unité de Production Informelle
ZD :	Zone de Dénombrement

Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête

L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) a été réalisée à partir d'un sondage probabiliste aréolaire à deux degrés avec stratification au premier degré. L'objectif de l'enquête est de fournir la situation de référence pour le suivi de l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, au niveau national, pour les milieux urbain et rural, et pour chacun des régions du pays. Plus spécifiquement, elle permet (i) de connaître les revenus de l'activité et leur distribution, le niveau du chômage et le profil des chômeurs, l'ampleur du sous-emploi, (ii) d'établir les comptes des unités de production informelles, de déterminer le poids du secteur informel dans l'économie nationale, d'analyser les contraintes et les opportunités du secteur informel et (iii) de fournir des informations sur la perception des individus sur la démocratie et la gouvernance, paix et sécurité, la qualité des institutions et la corruption.

Les unités primaires (UP) sont les zones de dénombrement (ZD) définies lors des travaux cartographiques censitaires réalisés dans le cadre du RGPH (Recensement général de la population et de l'habitat) de 2012.

Au premier degré, 625 ZD ont été tirées avec une probabilité proportionnelle au nombre de ménages. Au deuxième degré, un nombre variant de 12 à 14 ménages a été sélectionné dans chacune des ZD retenues au premier degré avec trois (3) ménages de remplacement. La taille de l'échantillon de l'ERI-ESI est de 7 500 ménages.

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) est une opération statistique d'envergure nationale et couvre deux volets : le premier volet collecte des données sur les caractéristiques socio démographiques et sur l'emploi de la population et le second volet est relatif à la collecte des données auprès des unités de production informelles non agricoles identifiées lors du premier volet.

Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'enquête, quatre types de questionnaires ont été utilisés :

- un questionnaire ménage qui a servi à recueillir des informations sur tous les membres du ménage, le ménage et l'habitation ;
- un questionnaire emploi administré dans chaque ménage à tous les individus âgés de 10 ans et plus ;
- un module gouvernance, paix et sécurité greffé au questionnaire emploi et administré aux individus de 18 ans et plus dans tous les ménages ;
- un questionnaire secteur informel administré aux chefs d'unités de production informelles (UPI) non agricoles identifiés pendant l'administration du questionnaire emploi.

La collecte des données s'est faite par deux catégories d'équipes sur le terrain : la première équipe chargée du volet emploi et la seconde, du volet secteur informel. Elle a été réalisée par CAPI (Computer Assisted Personal Interview) au moyen de Smartphones. Les questionnaires ont été programmés en CSPRo et saisis en temps réel sur le terrain sur les Smartphones au cours des entretiens.

Le présent rapport de synthèse, fruit des différents travaux au niveau national et régional, présente la synthèse des résultats de l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel au Niger.

Chapitre 1: Caractéristiques de la population et situation d'activité

La population nigérienne est relativement jeune et le présent chapitre est consacré à l'étude de ses caractéristiques sociodémographiques, notamment de sa structure par âge et par sexe, de la dynamique migratoire, de la scolarisation et de l'alphabétisation et sa situation d'activité.

1.1. Caractéristiques sociodémographiques de la population et des ménages

1.1.1. Dynamique migratoire

La migration constitue une des composantes de la dynamique de la population. Dans l'ensemble 3,1% de la population déclare avoir migré vers une région où à l'étranger. La migration interne concerne les déplacements interrégionaux à l'intérieur du pays, 2,1 % de la population totale ont effectué une migration interne pour diverses raisons. La proportion des migrants internationaux demeure relativement faible (1%). Ces derniers sont généralement découragés par les tracasseries routières et le manque des documents de voyages (Carte d'identité nationale, passeport, ...).

L'ampleur du phénomène migratoire est plus importante dans les régions de Niamey et

d'Agadez avec respectivement 13,6% et 9,6% de migrants. Cela pourrait être lié à la nature de leurs activités qui relèvent principalement des secteurs secondaire et tertiaire. Cette variation est beaucoup plus accentuée selon le niveau d'instruction. En effet, les personnes ayant un niveau d'instruction supérieur migrent le plus à l'intérieur du pays soit 29,3% contre 1,5% chez les analphabètes. Ce phénomène pourrait s'expliquer du fait de l'absence d'une école de formation supérieure ou de l'absence d'un emploi correspondant à leur qualification dans leur milieu de naissance. Enfin, on constate qu'en milieu urbain la proportion des migrants internes est plus élevée (9,1%) contre 0,9% en milieu rural.

Tableau 1.1: Répartition en % de la population par la région, le milieu de résidence, le sexe, le groupe d'âges et le niveau d'instruction selon le statut migratoire

Région	profil migratoire			Ensemble. migrant	Total	Effectif
	Non migrant	Migration interne	Migration internationale			
Agadez	88,4	9,6	2,0	11,6	100,0	566 446
Diffa	98,7	0,6	0,8	1,3	100,0	691 356
Dosso	97,8	1,5	0,7	2,2	100,0	2 459 812
Maradi	99,4	0,6	0,0	0,6	100,0	4 160 231
Tahoua	98,2	1,1	0,7	1,8	100,0	3 983 172
Tillabéri	94,5	2,6	2,9	5,5	100,0	3 280 334
Zinder	99,2	0,4	0,3	0,8	100,0	4 305 953
Niamey	83,4	13,6	3,0	16,6	100,0	1 203 766
Milieu de résidence						
Niamey urbain	82,8	14,0	3,1	17,2	100,0	1 161 630
Autres urbains	92,8	6,2	1,0	7,2	100,0	1 914 365
Ensemble urbain	89,0	9,1	1,8	11,0	100,0	3 075 995
Rural	98,3	0,9	0,9	1,7	100,0	17 575 076
Sexe						
Homme	96,5	2,0	1,5	3,5	100,0	10 423 322
Femme	97,3	2,1	0,5	2,7	100,0	10 227 749
Niveau d'instruction						
Aucun	97,5	1,5	1,0	2,5	100,0	13 402 444
Primaire	96,2	2,5	1,3	3,8	100,0	3 633 759
Secondaire	89,5	8,9	1,6	10,5	100,0	1 050 137
Supérieur	67,6	29,3	3,1	32,4	100,0	124 599
Niger	96,9	2,1	1,0	3,1	100,0	20 651 071

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.1.2. Principales caractéristiques des émigrants

Le Tableau 1.1 présente la migration internationale ainsi les caractéristiques principales des personnes ayant quitté leur ménage au Niger au cours des 5 dernières années pour s'installer à l'extérieur (avec l'intention de ne pas y revenir avant six mois). Le phénomène migratoire des populations est généralement motivé par la recherche d'un mieux-être et l'amélioration de leurs conditions de vie.

Au Niger, les migrants proviennent essentiellement du milieu rural (91,0%), les résidents des milieux urbains ne représentent que seulement 9,0%. A Niamey, la capitale, la proportion des migrants est de 2,2%. Par ailleurs, ce phénomène affecte en grande partie les hommes n'ayant aucun niveau d'instruction (95,5%) ou qui ont un niveau primaire (93,0%) et qui ont un âge compris entre 35-60 ans (94,4%).

Tableau 1.2: Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon la strate de résidence, Niger, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Strates de résidence					Effectif
	Niamey urbain	Autres urbains	Ensemble. urbain	Rural	Total	
Sexe						
Masculin	1,9	6,2	8,1	91,9	100,0	224 847
Féminin	30,0	51,7	81,6	18,4	100,0	3 240
Groupe d'âges						
15-24 ans	0,9	10,0	10,9	89,1	100,0	96 278
25-34 ans	3,6	5,8	9,4	90,6	100,0	67 697
35-64 ans	2,4	3,2	5,6	94,4	100,0	56 390
65 ans et Plus	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	1 852
Niveau d'instruction						
Aucun	0,6	3,9	4,5	95,5	100,0	114 702
Primaire	1,4	5,7	7,0	93,0	100,0	17 538
Secondaire	10,0	19,9	29,9	70,1	100,0	21 956
Supérieur	100,0	0,0	100,0	0,0	100,0	869
Ne sait pas	1,1	9,4	10,5	89,5	100,0	59 356
Niger	2,2	6,8	9,0	91,0	100,0	227 903

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.1.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants

La migration internationale s'effectue pour diverses raisons avec des ampleurs variables (Tableau 1.3).

Les principaux motifs de la migration internationale demeurent la recherche d'emploi (92%), les problèmes de santé (4,2%) et les études (2,6%). Ces causes varient selon les caractéristiques sociodémographiques des migrants. Les femmes migrent principalement

pour des raisons d'études (49,4%), de regroupement familial (23,8%) et de problèmes de santé (16,2%). La principale raison évoquée par les hommes est la recherche de l'emploi (93,1%). En outre, 78% des migrants ayant un niveau supérieur ont pour motif les études.

Tableau 1.3: Principaux motifs de la migration internationale selon la région de destination choisie

Caractéristiques sociodémographiques et destination	Motifs de la migration internationale							Total	Effectif
	Etudes	Regroupement familial	Affectation de travail	Recherche d'emploi	Problème de santé	Autre raison	Ne sait pas		
Sexe									
Masculin	2,0	0,2	0,1	93,1	0,0	4,2	0,5	100,0	224 847
Féminin	49,4	23,8	0,0	0,0	16,2	10,7	0,0	100,0	3 240
Groupe d'âge									
15-24 ans	5,1	0,4	0,0	92,4	0,0	2,1	0,0	100,0	96 278
25-34 ans	0,2	0,0	0,5	92,3	0,3	6,8	0,0	100,0	67 697
35-64 ans	1,1	1,1	0,0	90,8	0,4	4,9	1,8	100,0	56 390
65 ans et Plus	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0	1 852
Niveau d'instruction									
Aucun	1,6	0,5	0,0	96,0	0,0	1,6	0,3	100,0	114 702
Primaire	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0	17 538
Secondaire	8,7	1,8	1,4	82,8	0,0	4,5	0,8	100,0	21 956
Supérieur	78,0	0,0	0,0	0,0	22,0	0,0	0,0	100,0	869
Ne sait pas	1,8	0,0	0,0	86,3	0,4	10,7	0,8	100,0	59 356
Total	2,6	0,5	0,1	91,9	0,2	4,2	0,4	100,0	207 740

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.1.4. Eléments Confort du logement

L'évaluation du bien-être non monétaire repose l'identification essentiellement de certaines caractéristiques de l'habitat à savoir la source d'approvisionnement en eau, le mode d'éclairage, le type d'aisance et de bien d'autres. La combinaison de toutes ces variables permet de calculer un indice de bien-être. Comme l'indique les résultats du

Tableau 1.4.

L'examen de l'accès de certains services sociaux de base nécessaires au bien-être tels que l'eau potable, l'électricité, les combustibles propres et les latrines montrent que 76,4% des ménages ont accès à l'eau potable. Cette proportion est encore beaucoup plus élevée en milieu urbain où plus de 99% des ménages y ont accès. En milieu rural, la proportion des ménages utilisant une source d'eau potable est estimée à plus de 72%.

L'analyse par région montre que la proportion de ménages utilisant une source d'eau potable varie d'une région à une autre. En effet, le niveau le plus bas est observé à Tahoua avec 68,0% et le plus élevé observé à Niamey avec 99,4% des ménages. Si la politique nationale visant à doter toutes les localités du Niger de points d'eau adéquats se poursuit, l'objectif 6 (eau potable pour tous) à l'horizon 2030 des ODD pourrait être atteint par le Niger.

Les résultats de l'enquête montrent également qu'en 2017, plus de 18% de la population utilisent les latrines comme lieu d'aisance. Cette

proportion cache une énorme disparité entre les milieux (10,5% en milieu rural contre 62,5% en milieu urbain). Une forte disparité existe aussi entre les différentes régions du pays. Les valeurs minimales et maximales sont observées à Dosso (7,5%) et à Niamey (84,5%). Toutefois, il faut noter qu'à l'exception de Niamey, dans toutes les régions du Niger, la proportion de la population qui utilise les latrines reste inférieure à 20%. Cette situation montre que beaucoup d'efforts doivent être faits dans ce domaine. L'accent doit être mis davantage sur les campagnes de sensibilisation de proximité en impliquant au mieux les leaders d'opinion.

Dans cette enquête avoir accès à l'électricité signifie l'utilisation du réseau électrique de la société nationale de distribution d'électricité (NIGELEC) ou un panneau solaire comme principale source d'éclairage. Les résultats montrent qu'au Niger, 18,3% de la population ont accès à l'électricité. Cette proportion reste tout de même très différente d'un milieu à un autre. Elle est de 9,5% en milieu rural pendant

qu'en milieu urbain elle se situe à 68,5%. Au niveau régional, la région de Niamey se place en tête avec 78,3% suivie de celle d'Agadez avec 31% et en fin de liste, on retrouve Maradi et Tahoua avec respectivement 10,3% et 10,5%. Sur ce plan, beaucoup d'efforts doivent être faits pour améliorer l'accès à l'électricité notamment en milieu rural.

Dans l'optique de l'amélioration du cadre de vie des populations, il est envisagé de mener des politiques nationales permettant à la population d'accéder au combustible propre, notamment le gaz, l'électricité et le charbon minéral, pour la cuisson des aliments au vue des effets que représente l'utilisation du bois et du charbon, d'une part, sur l'environnement, principalement la déforestation et sur la santé des populations d'autre part, le charbon de bois étant une énergie fossile qui libère beaucoup de dioxyde de carbone.

Au Niger, très peu de ménages ont accès à ces combustibles propres. En effet, la proportion de la population ayant accès à un type de ces combustibles est de 2,9%. En milieu urbain, cette proportion est de 17,7% loin devant le milieu rural avec seulement 0,3% d'utilisateurs. Au plan régional, il ressort que les régions de Tillabéri, de Dosso et de Zinder ont moins de 1% de leur population ayant accès à ces combustibles. La plus forte proportion se retrouve à Niamey (26,8%) suivie de la région d'Agadez (10%). Pour atteindre l'objectif visé par les ODD en 2030, il est impératif que l'Etat et ses partenaires mettent en place un programme en faveur de la disponibilité physique et créent les conditions nécessaires à un accès financier, particulièrement la baisse des prix par la subvention.

Tableau 1.4: Répartition des ménages selon les éléments de confort des logements par région et milieu de résidence

Caractéristiques du logement	Région								Strates de résidence				Niger
	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéri	Zinder	Niamey	Niamey urbain	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	
Proportion de la population ayant accès à l'eau potable [1]	76,6	74	84,1	80,4	68	70,4	74,6	99,4	99,4	99	99,2	72,5	76,4
Proportion de la population ayant accès à des latrines [2]	19,3	11,7	7,3	14,7	12,9	14,6	18	84,5	86,8	47,8	62,5	10,5	18,2
Proportion de la population ayant accès à l'électricité [3]	31	15,6	17,5	10,3	10,5	23,2	11,8	78,3	80,2	61,5	68,5	9,5	18,3
Proportion de la population ayant accès à des combustibles propres pour la cuisson [4]	10	2,1	0,9	1,7	1,2	0,7	0,9	26,8	27,6	11,6	17,7	0,3	2,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

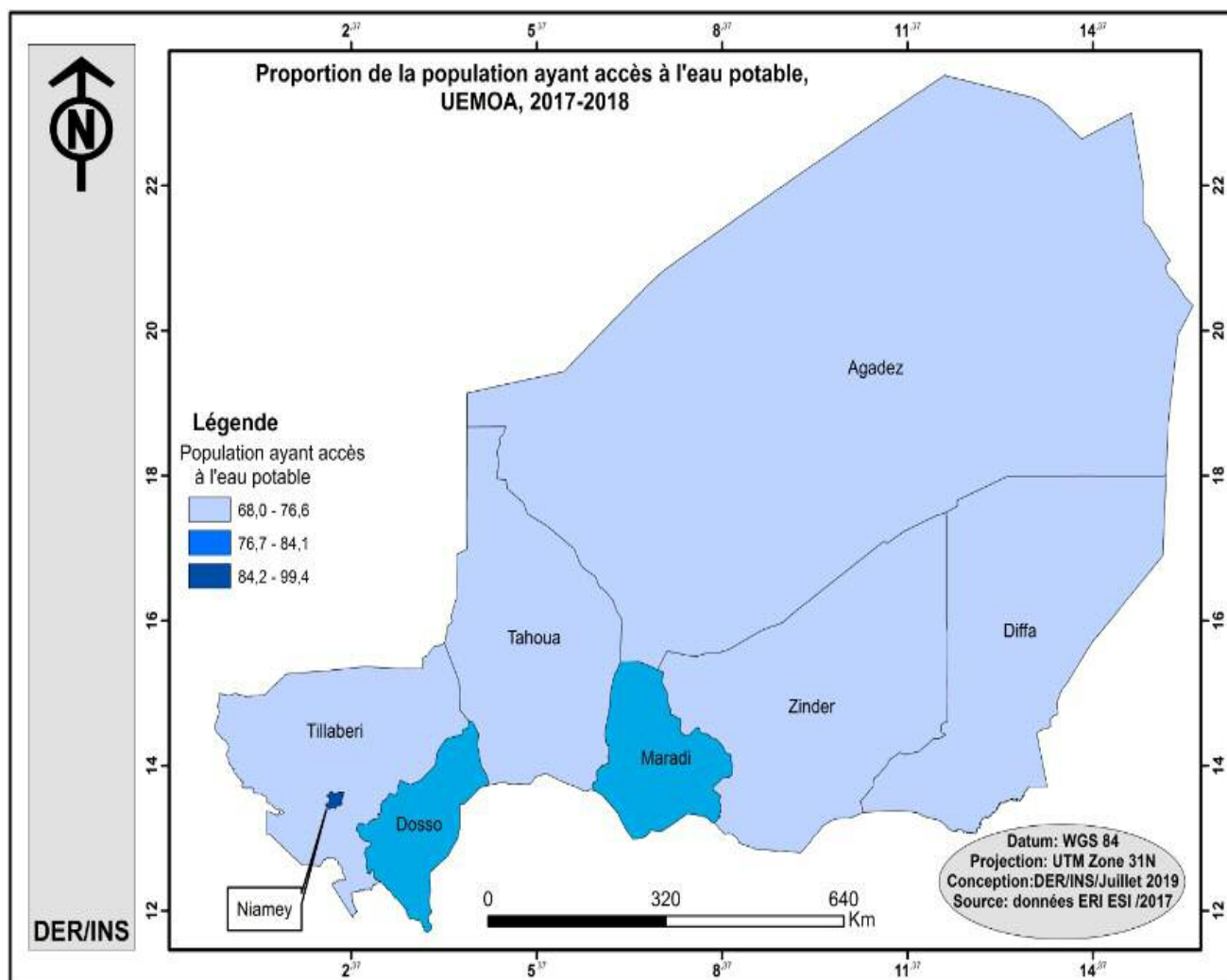
[1] Indicateur ODD 6.1.1

[2] Proxy Indicateur ODD 6.2.1

[3] Indicateur ODD 7.1.1

[4] Proxy Indicateur ODD 7.1.2

Carte 1.1 : Proportion de la population ayant accès à l'eau potable, Niger, 2017



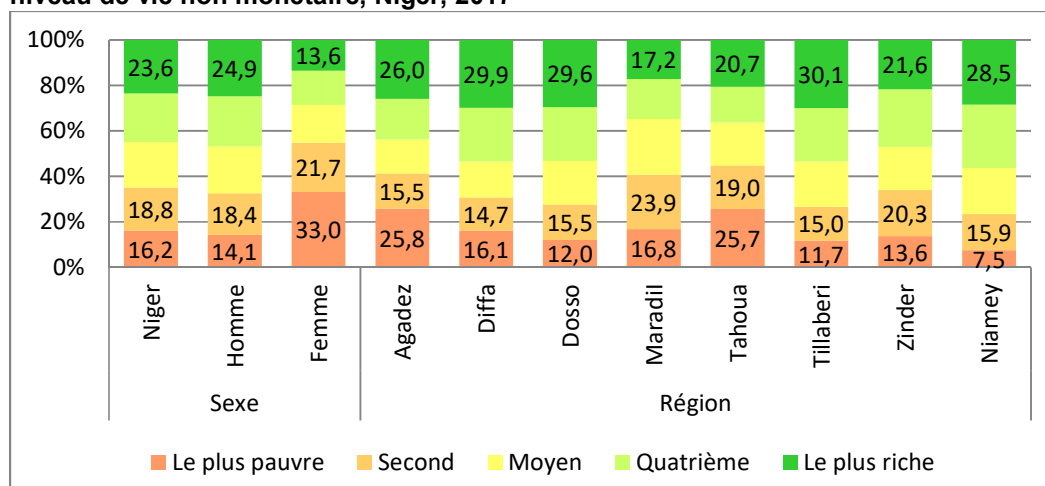
1.1.5. Conditions de vie et pauvreté

L'indicateur de niveau de vie non monétaire construit entre autre à partir de ces caractéristiques montre une distribution (Graphique 1.1) plus étalée vers la classe moyenne et les quintiles les plus riches.

Au Niger, 45,0% (le plus pauvre + le second) des populations des ménages appartiennent au niveau de vie non monétaire pauvre ; 20,1% sont classées parmi celles qui ont un niveau de vie moyen et 44,9% sont du groupe des riches. La répartition selon le sexe indique que 54,7% des personnes issues du niveau de vie non monétaire pauvre sont des femmes parmi lesquelles 33,0% sont dans la tranche des plus pauvres. Quant aux hommes, c'est seulement 32,5% qui appartiennent à la classe des pauvres.

L'analyse selon la région indique que 44,7%, 41,3%, 40,7% et 33,9% des populations des ménages de la catégorie pauvre résident respectivement à Tahoua, Agadez, Maradi et Zinder. A Niamey, la capitale, 23,4% des populations des ménages sont du niveau de vie pauvre.

Graphique 1.1: Distribution en pourcentage de la population des ménages selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, Niger, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.1.6. Alphabétisation des adultes

L'alphabétisation a été appréhendée par le fait de savoir lire et écrire une phrase dans une langue quelconque. L'alphabétisation concerne les adultes de 15 ans et plus à qui on a demandé s'ils savent lire et écrire dans n'importe quelle langue.

Dans l'ensemble, selon les résultats de l'enquête, 28,4% de la population adulte est alphabétisée. Selon les régions, ce taux varie de 18,4% à Zinder à 69,8% à Niamey.

Selon le sexe, les hommes paraissent plus alphabétisés (37,2%) que les femmes (20,8%). L'analyse selon le milieu montre que 60,2% des adultes sont alphabétisés en milieu urbain contre 21,4% en milieu rural.

Tableau 1.5: Taux d'alphabétisation des adultes selon la région par sexe et milieu de résidence, Niger, 2017

Région	Taux d'alphabétisation	Homme	Femme	Urbain	Rural	Total
Agadez	Taux alphabétisation en langue nationale	8,0	4,2	9,5	2,8	6,1
	taux alphabétisation en français	36,2	25,8	50,7	12,3	30,9
	Taux alphabétisation global	42,7	29,8	57,1	16,3	36,1
Diffa	Taux alphabétisation en langue nationale	2,6	1,4	3,1	1,7	1,9
	taux alphabétisation en français	15,9	9,9	33,5	8,4	12,7
	Taux alphabétisation global	27,4	13,3	40,3	15,7	20,0
Dosso	Taux alphabétisation en langue nationale	18,8	15,0	18,4	16,6	16,8
	taux alphabétisation en français	26,7	16,4	51,4	17,7	21,4
	Taux alphabétisation global	45,5	28,9	58,5	34,2	36,9
Maradi	Taux alphabétisation en langue nationale	5,5	1,0	6,8	2,4	3,1
	taux alphabétisation en français	24,6	11,9	41,1	13,3	17,7
	Taux alphabétisation global	32,8	15,3	57,6	16,9	23,4
Tahoua	Taux alphabétisation en langue nationale	7,0	1,6	15,0	2,9	4,0
	taux alphabétisation en français	21,3	11,6	29,3	14,4	15,8
	Taux alphabétisation global	32,2	14,2	45,5	19,7	22,1
Tillabéri	Taux alphabétisation en langue nationale	6,0	3,3	11,1	4,3	4,6
	taux alphabétisation en français	27,8	20,0	52,8	22,4	23,8
	Taux alphabétisation global	36,3	21,9	61,1	27,3	28,8
Zinder	Taux alphabétisation en langue nationale	6,9	3,1	15,2	3,5	4,9
	taux alphabétisation en français	17,1	8,4	42,7	8,3	12,4
	Taux alphabétisation global	27,4	10,5	50,4	14,1	18,4
Niamey	Taux alphabétisation en langue nationale	17,4	13,7	15,8	6,0	15,5
	taux alphabétisation en français	70,7	62,3	67,5	26,6	66,3
	Taux alphabétisation global	75,3	64,9	70,9	37,2	69,8
Niger	Taux alphabétisation en langue nationale	8,7	4,6	13,2	5,1	6,5
	taux alphabétisation en français	26,8	17,0	52,1	14,8	21,6
	Taux alphabétisation global	37,2	20,8	60,2	21,4	28,4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.2. Caractéristiques socioéconomique de la population

Cette session est consacrée à la présentation des résultats concernant la sous-utilisation de la main d'œuvre, le marché du travail, la structure et la dynamique des emplois.

1.2.1. Sous-utilisation de la main d'œuvre

Le concept de « *sous-utilisation de la main d'œuvre* » fait référence aux inadéquations entre l'offre et la demande de la main-d'œuvre, qui se traduisent par un besoin non satisfait d'emploi dans la population. Cette population regroupe la situation des personnes en sous-emploi lié à la durée du travail, au chômage ou appartenant à la main d'œuvre potentielle.

La nature de la sous-utilisation de la main d'œuvre est évaluée par quatre types d'indicateurs dans le cycle économique, à savoir le taux de chômage, le taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage, le taux combiné du chômage et de la main-d'œuvre potentielle et la mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre.

L'analyse de la sous-utilisation de la main d'œuvre en termes de taux de chômage au sens du BIT fait ressortir un taux de chômage de 7,9% au Niger. Ce taux de chômage est relativement le même chez les femmes (7,7%) que chez les hommes (8,0%). Selon le groupe d'âges, le chômage touche beaucoup plus les jeunes de 15-24 ans avec 17,3% que ceux âgés de 15-34 ans (12,2%).

L'analyse selon le niveau d'instruction fait ressortir un taux de chômage au sens du BIT relativement plus élevé chez les personnes qui ont le niveau primaire avec 9,6% suivies de celles qui n'ont aucun niveau (7,9%), le niveau secondaire (7,0%) et le niveau supérieur (5,0%).

Il est de 7,0% en milieu urbain contre 8,3% en milieu rural. L'analyse selon la région de résidence révèle un taux de chômage au sens du BIT plus élevé dans la région de Zinder (10,8%), suivie de Maradi (10,3%), Tillabéri (9,3%), Niamey (7,3%), Dosso (7,2%). C'est dans la région de Diffa et Tahoua que le taux de chômage au sens du BIT est moins élevé avec respectivement 3,5% et 4,0%.

Le taux de chômage au sens du BIT, dont la définition se rapporte à une période de référence relativement courte (une semaine), ne permet pas d'appréhender véritablement la sous-utilisation de la main d'œuvre. C'est pourquoi il est fait recours à d'autres indicateurs, notamment le taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage, le taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle et le taux de sous-utilisation de la main d'œuvre.

Selon les résultats de l'enquête, *le taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage* au Niger est évalué à 29,8% dont 35,7% chez les femmes et 27,2% chez les hommes. Comme pour le cas du taux du chômage au sens du BIT, cet indicateur est plus

élevé chez les jeunes âgés de 15-24 ans avec 36,1% contre 33,7% chez ceux âgés de 15-34 ans. Ce taux reste relativement proche tant en milieu urbain (28,0%) qu'en milieu rural (30,4%). L'analyse selon la région de résidence montre que c'est dans la région de Maradi (43,0%) et celle de Zinder (40,3%) que le taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage est le plus élevé alors qu'il est le plus bas dans la région de Niamey (17,0%) et celle de Tahoua (19,5%).

En ce qui concerne *le taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle*, il est évalué à 47,8% au Niger dont 60,7% chez les femmes contre 39,2% chez les hommes. Il est encore plus élevé chez les jeunes de 15-24 ans (67,0%) que ceux de 15-34 ans (59,1%). Il est de 50,7% chez les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction suivies de celles qui ont le niveau primaire (44,9%), le niveau secondaire (33,8%) et le niveau supérieur avec le plus faible taux (12,0%). Cet indicateur est plus élevé en milieu rural (52,5%) qu'en milieu urbain (30,2%). Selon les régions, il est le plus élevé à Dosso (65,0%), suivie de Tillabéri (54,8%), de Maradi (52,3%), de Diffa (47,5%), de Tahoua (43,8%). Il est relativement le plus bas dans la région d'Agadez et celle de Niamey avec respectivement 21,3 et 21,8%.

S'agissant particulièrement *du taux de sous-utilisation de la main d'œuvre*, les résultats de l'enquête montrent qu'il est de 60,2%. Cela signifierait qu'au Niger la main d'œuvre est utilisée à 39,8% de ses capacités productives. Cet indicateur est de 72,6% chez les femmes contre 51,9% chez les hommes. Les jeunes âgés de 15-24 ans sont sous-utilisés à 74,6% contre 69,2% pour ceux qui sont âgés entre 15-34 ans. L'analyse par niveau d'instruction fait ressortir un taux de 62,4% pour ceux qui n'ont aucun niveau, 58,2% pour le primaire, 50,9% pour le secondaire et 30,4% pour le supérieur. En milieu urbain, ce taux est de 43,3% contre

29,4% pour la ville de Niamey. Selon les régions, c'est à Dosso que cet indicateur est le plus élevé (71,5%), suivie de Maradi (69,9%), de

Diffa (64,9%), de Tillabéri (62,5%) et de Tahoua (52,9%).

Tableau 1.6: Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre, Niger, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Taux de chômage BIT [1]	Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage	Effectif	Taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle	Taux de sous-utilisation de la main d'œuvre	Effectif
Sexe						
Homme	8,04	27,25	1 670 308	39,15	51,92	2 492 622
Femme	7,72	35,73	716 766	60,66	72,61	1 675 174
Groupe d'âges						
15 - 24 ans	17,27	36,09	373 640	66,98	74,62	920 887
25 - 34 ans	8,99	32,17	600 606	52,76	64,88	1 147 931
15 - 34 ans	12,17	33,68	974 246	59,09	69,22	2 068 818
35 - 44 ans	6,28	28,75	640 600	41,08	55,15	1 011 447
45 - 54 ans	3,33	26,81	408 868	34,98	50,86	598 983
55 - 64 ans	5,21	25,92	237 026	33,54	48,17	335 656
65 ans et plus	3,99	22,03	126 334	20,95	35,57	152 891
Niveau d'instruction						
Aucun	7,92	29,66	1 738 075	50,72	62,37	3 216 055
Primaire	9,61	31	317 555	44,92	58,16	513 137
Secondaire	6,96	30,78	252 855	33,83	50,9	352 695
Supérieur	5,0	24,91	77 561	11,96	30,41	83 689
Milieu de résidence						
Niamey urbain	7,27	16,88	245 612	21,16	29,35	288 212
Autres urbains	6,89	35,65	355 614	30,21	51,88	471 558
Ens. urbain	7,05	27,99	601 226	26,78	43,34	759 770
Rural	8,25	30,4	1 785 849	52,48	64	3 408 025
Région						
Agadez	6,8	24,3	117 040	21,27	36,1	138 155
Diffa	3,5	35,74	98 169	47,48	64,94	178 408
Dosso	7,17	24,2	240 990	65,04	71,47	630 107
Maradi	10,33	42,98	463 841	52,3	69,94	856 069
Tahoua	4,02	19,49	478 410	43,84	52,88	810 843
Tillabéri	9,29	24,62	275 488	54,76	62,48	546 893
Zinder	10,79	40,26	462 764	42,31	61,36	711 257
Niamey	7,33	17	250 374	21,81	29,99	296 064
Niger	7,95	29,79	2 387 075	47,8	60,24	4 167 796

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

[1] Indicateur ODD 8.5.2

1.2.2. Bilan de l'emploi

Au Niger comme dans la plupart des pays africains, le secteur informel est le principal pourvoyeur de l'emploi.

Le bilan de l'emploi fait apparaître qu'au niveau du secteur institutionnel non agricole, les emplois formels représentent 92,8% des emplois fournis par le secteur public contre 7,2% des emplois informel. A contrario, c'est le secteur privé qui regorge plus d'emplois informels avec 99,3% contre 0,7% d'emplois formels. La même situation est observée au

niveau des ménages avec 99,2% d'emplois informels contre 0,8% d'emplois formels. Globalement l'emploi formel représente 11,1% contre 88,9% d'emplois informels

Au niveau du secteur institutionnel agricole, le secteur public accueille 50,6% d'emplois formels contre 49,4% d'emplois informels alors que le

secteur privé en emploie la totalité des emplois informels. Globalement, à ce niveau 99,4% sont des emplois informels contre seulement 0,6% d'emplois formels.

En définitive au niveau de l'ensemble des deux secteurs, l'emploi formel est offert par le secteur

public (91,1%) contre 8,9% d'emplois informels et le secteur privé et les ménages qui regorgent d'emplois informels avec respectivement 99,5% et 99,2%. De sorte que l'emploi formel représente 8,1% et l'emploi informel 91,9%.

Tableau 1.7: Bilan de l'emploi, Niger, 2017

		Activité principale			
Caractéristiques de l'emploi		Emplois formels	Emplois informels	Total	Effectif
Secteur institutionnel non agricole [1]	Secteur public	92,8	7,2	100,0	175340
	Secteur privé	0,7	99,3	100,0	1350519
	Ménages	0,8	99,2	100,0	29263
	Total	11,1	88,9	100,0	1555122
Secteur institutionnel agricole	Secteur public	50,6	49,4	100,0	7370
	Secteur privé	0,0	100,0	100,0	619715
	Ménages	0,0	0,0	0,0	
	Total	0,6	99,4	100,0	627085
Total	Secteur public	91,1	8,9	100,0	182709
	Secteur privé	0,5	99,5	100,0	1970235
	Ménages	0,8	99,2	100,0	29263
	Total	8,1	91,9	100,0	2182207

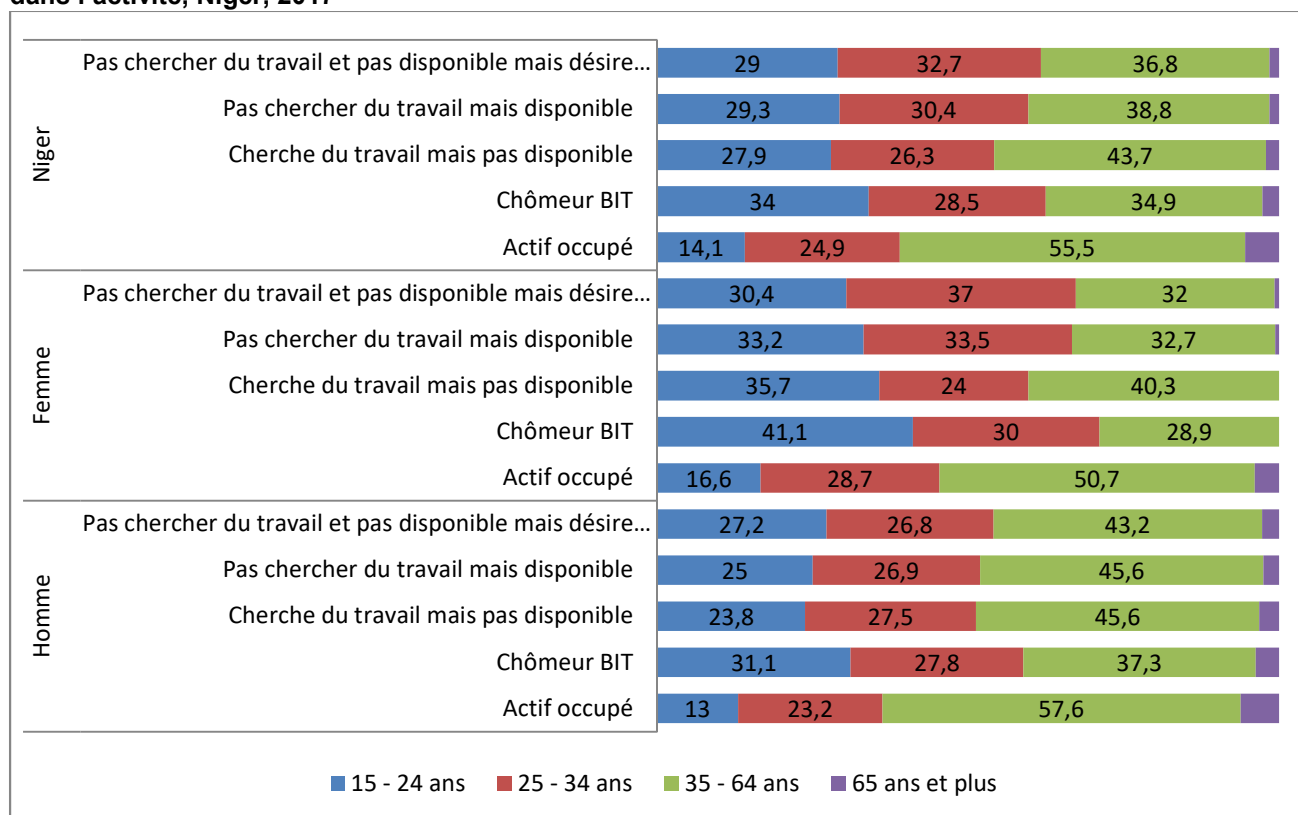
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

[1] Indicateur ODD 8.3.1

La population en âge de travailler est la frange de la population potentiellement active et la définition adoptée par les pays semble être plutôt celle de l'âge de la population qui travaille ou qui est sur le marché du travail. Pour des raisons de comparabilité des données, le calcul des indicateurs classiques du marché du travail sera effectué pour la classe d'âge de 15 ans et plus et des sous-classes de 15-24 ans, 25-34 ans, 35-64 ans et de 65 ans ou plus. La situation dans l'emploi au Niger (Graphique 1.2) montre que :

- ◆ Les personnes de 35-64 ans constituent sont celles qui sont les plus actives occupées (55,5%), tant chez les femmes (50,7%) que chez les hommes (57,6%). Elles sont suivies de celles de 25-34 ans (24,9%), dont 27,8% des femmes et 23,2% des hommes ;
- ◆ Le chômage au sens du BIT frappe plus les personnes âgées de 35-64 ans et les jeunes de 15-24 ans qui constituent respectivement 34,9% et 34% des chômeurs ;
- ◆ Enfin, ce sont les seniors qui sont plus désirés mais qui ne sont pas disponibles pour l'exercer lorsque l'occasion va se présenter. Cette proportion représente 43,7% de la population concernée suivi des jeunes de 15-24 qui représentent 27,9%.

Graphique 1.2: Structure de la population active selon l'âge (en années révolues) et la situation dans l'activité, Niger, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.2.3. Possibilités d'emplois et gains adéquats sur le marché du travail

Le Tableau 1.8 donne une idée sur les possibilités d'emploi sur le marché du travail au Niger.

L'analyse de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail fait ressortir qu'au Niger le *ratio emploi/population (âgée de 15 ans et plus)* est de 25,0%. Il est plus important chez les hommes (38,3%) que chez les femmes (14,2%) tandis qu'il est plus élevé chez les personnes ayant un niveau supérieur de scolarisation (59,3%), suivi de celles qui ont le niveau primaire (31,0%) et le niveau secondaire (28,4%). Il est de 35,5% dans les centres urbains hors Niamey (35,5%) contre 23,0% en milieu rural.

Selon les régions, cet indicateur est plus élevé à Agadez avec 40,6% et à Niamey (37,5%). Dans les autres régions, il varie de 20,4% à Dosso à

33,6% à Diffa. Il est le plus faible dans la région de Tillabéri avec 16,6%. S'agissant des groupes d'âges, le ratio emploi/population âgée de 15 ans et plus est le plus élevé chez le groupe d'âges 35-64 ans avec 35,6%, suivi de celui du groupe d'âges (25-34 ans (25,8%). Il est faible chez le groupe d'âges 15-24 ans (12,3%) et les personnes âgées de 65 ans et plus (19,9%).

S'agissant du *taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs pour leur propre compte et travailleurs familiaux*, il est de 75,9% au Niger dont 72,6% chez les hommes et 83,6% chez les femmes. Selon les résultats de l'enquête, le taux d'emplois vulnérables est plus élevé chez les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (85,1%) suivi de celles qui ont le niveau d'instruction primaire (72,0%) et du secondaire

(40,4%). Il n'est que de 4,3% chez les personnes qui ont le « supérieur » comme niveau d'instruction. En ce qui concerne les groupes d'âges, cet indicateur est très élevé chez les personnes âgées de 65 ans et plus (90,0%), suivi de celles âgées de 35-64 ans (76,2%), de celles âgées 15-24 ans (74,7%) et enfin celles âgées de 25-34 ans (72,8%). Il est de 84,4% en milieu rural contre 58,6% en milieu urbain hors Niamey (39,6%). L'analyse selon la région fait ressortir que le niveau de cet indicateur est élevé. En effet, il varie de 73,3% à Tillabéri à 88,9% à Diffa et dans une moindre mesure dans la région de Niamey (40,3%) et dans celle d'Agadez (67,1%).

Pour ce qui est de la précarité de l'emploi, le *taux d'emplois précaires* est de 26,2% au Niger selon les résultats de l'enquête dont 29,5% chez les hommes et 18,6% chez les femmes. Cet indicateur est plus élevé chez les personnes qui ont le primaire comme niveau d'instruction (36,3%) suivi de celles qui n'ont aucun niveau (25,3%) et celles qui ont le niveau secondaire (25,0%), tandis qu'il n'est que de 8,6% pour celles qui ont le niveau supérieur. S'agissant des groupes d'âges, cet indicateur est plus élevé chez les jeunes âgés de 15-24 ans (48,1%) contre 26,0% pour les jeunes âgés de 25-34 ans tandis qu'il est de 21,9% chez les personnes âgées de 35-64 ans et de 14,4% pour celles âgées de 65 ans et plus. En milieu rural, il est de 26,0% contre 27,1% en milieu urbain hors Niamey (26,4%). Selon la région, il varie de 25,3% à Dosso à 34,6% à Maradi et dans une moindre mesure à 16,3% à Diffa et à 20,2% à Tahoua.

En ce qui concerne le *taux de pluriactivité*, il est de 5,3% au Niger, selon les résultats de l'enquête. Il est inférieur à 8,0% quel que soit les caractéristiques sociodémographiques, la région, le milieu de résidence ou le sexe. Il est même inférieur à 3,0% pour certains cas (chez les femmes 2,9%, pour les personnes ayant le supérieur comme niveau d'instruction 2,9% et à Maradi 2,6%).

L'analyse sur la situation des jeunes âgés de 15-24 ans fait ressortir qu'au Niger près de sept

(7) jeunes sur dix (10), soit 69,0%, ne sont ni dans le système éducatif, ni dans l'emploi. La proportion de ces jeunes est plus élevée chez les femmes avec 78,0% contre 56,4% chez les hommes. Cette situation est plus marquée chez les jeunes n'ayant aucun niveau d'instruction (87,5%), suivis de ceux qui ont le niveau primaire (59,9%) et dans une moindre mesure ceux qui ont le niveau secondaire (21,7%) et le niveau supérieur (8,6%). En milieu rural, cette proportion est de 75,7% contre 46,7% en milieu urbain hors Niamey (31,9%). Selon la région, cette proportion varie de 70,7% à Maradi à 75,1% à Zinder et dans une moindre mesure à 68,3% à Tahoua, à 59,5% à Agadez et à 32,7% dans la région de Niamey.

Par ailleurs, les résultats de l'enquête montrent que le *taux de salarisation dans le secteur non agricole* est faible au Niger avec un taux de 25,1%, soit environ deux (2) emplois sur cinq (5). Chez les femmes, cet indicateur est de 14,8% contre 30,8% chez les hommes. Le taux de salarisation dans le secteur non agricole le plus élevé est relevé chez les personnes ayant le supérieur comme niveau d'instruction avec 95,1%, suivies de celles qui ont un niveau secondaire (63,2%). Il est de 25,9% chez les jeunes âgés de 15-24 ans, de 27,5% pour ceux âgés de 25-35 ans et de 25,3% pour les 35-64 ans. De même, il est plus élevé en milieu urbain hors Niamey avec 36,7% contre 14,5% en milieu rural. En milieu urbain de la région de Niamey, il est de 57,2%. Selon la région, il est plus élevé à Niamey avec 57,2%, suivie d'Agadez avec 30,8%. Il varie de 20,6% à Dosso à 23,3% à Tillabéri, tandis qu'il est relativement faible à Diffa (13,0%), à Tahoua (20,9%) et à Zinder (13,2%).

En ce qui concerne, la situation de cet indicateur chez les femmes, il est de 14,8%. Toutefois, il est plus élevé au niveau des femmes ayant le supérieur comme niveau d'instruction (98,1%), suivies de celles ayant le niveau secondaire (70,3%). Il est aussi plus élevé en milieu urbain hors Niamey (30,6%) contre 5,1% en milieu rural. En milieu urbain de Niamey, il est de 48,6%. Au niveau des régions, seulement

Niamey (48,2%), Tahoua (17,2%), Dosso (14,7%), Agadez (12,8%) et Tillabéri (10,3%) ont un taux de salarisation supérieur à 10%. Ce taux

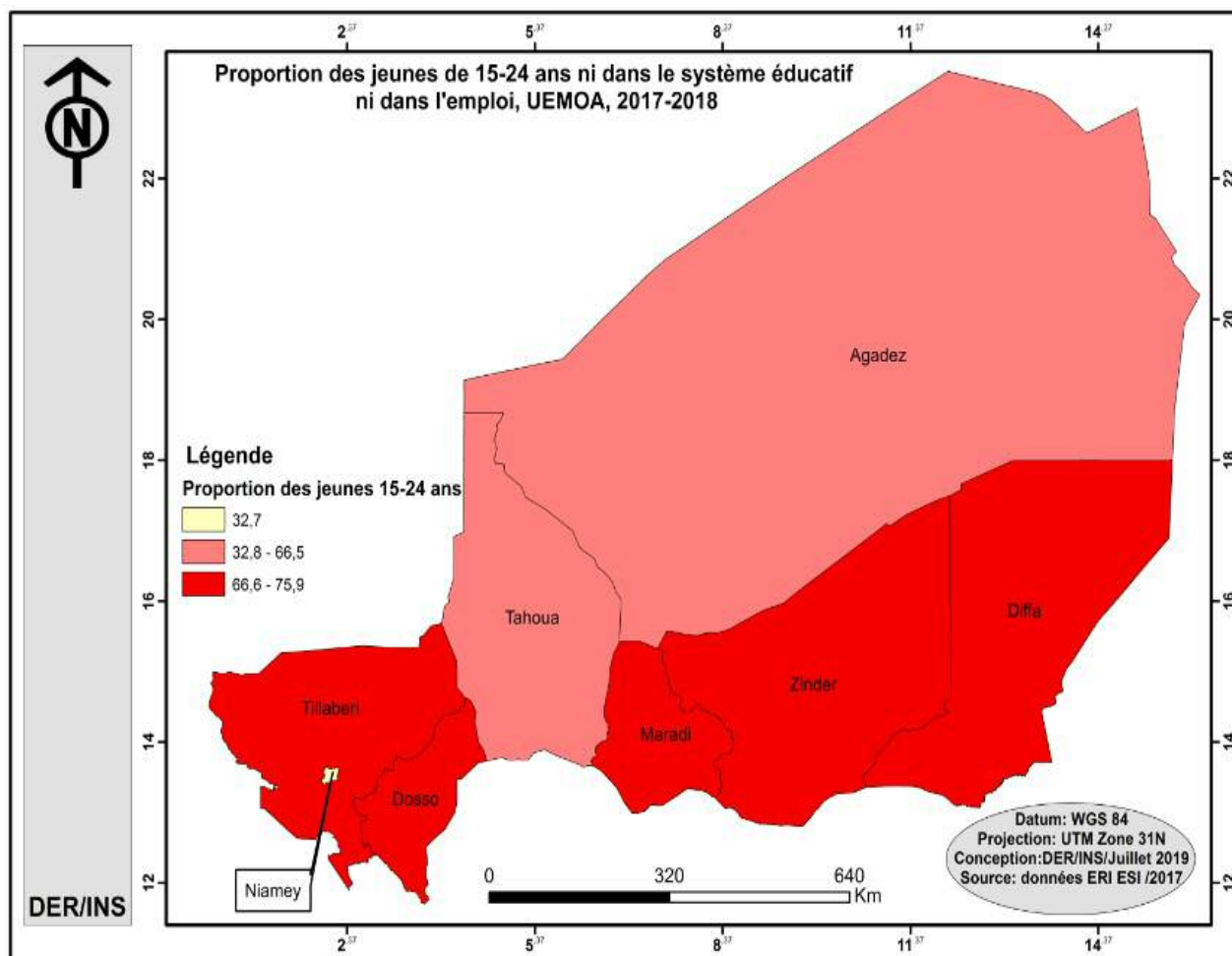
est de 4,9% à Zinder, 5,4% à Diffa et 8,7% à Maradi.

Tableau 1.8: Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail, Niger, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Ratio emploi/population des 15 ans et plus	Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux	Taux emplois précaires	Taux de pluriactivité	Jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi [1]	Taux de salarisation dans le secteur non agricole
Sexe						
Homme	38,33	72,57	29,48	6,38	56,43	30,84
Femme	14,22	83,58	18,59	2,87	77,98	14,78
Niveau d'instruction						
Aucun	23,63	85,06	25,33	5,75	87,49	13,04
Primaire	30,97	72,01	36,3	4,18	59,52	24,82
Secondaire	28,36	40,4	24,98	4,65	21,71	63,24
Supérieur	59,3	4,33	8,59	2,9	8,55	95,1
Groupe d'âges						
15 - 24 ans	12,34	74,71	48,13	3,26	69,04	25,89
25 - 34 ans	25,83	72,8	26,01	5,26		27,51
35 - 64 ans	35,6	76,16	21,9	5,85		25,29
65 ans et plus	19,87	90,01	14,41	5,66		8,53
Milieu de résidence						
Niamey urbain	37,86	39,61	26,45	3,53	31,88	57,16
Autres urbains	35,48	58,61	27,09	4,01	46,71	36,65
Rural	23	84,4	25,99	5,84	75,66	14,46
Région						
Agadez	40,59	67,07	31,53	3,77	59,52	30,84
Diffa	33,6	88,89	16,27	5,7	73,49	13,03
Dosso	20,41	76,39	25,25	7,71	72,24	20,61
Maradi	25,38	75,25	34,57	2,6	70,69	19,68
Tahoua	29,26	87,63	20,21	8,07	68,26	20,88
Tillabéri	16,65	73,27	23,54	5,64	74,19	24,33
Zinder	24,54	84,05	27,47	4,85	75,05	13,16
Niamey	37,38	40,34	26,13	3,55	32,73	57,02
Niger	25,38	75,88	26,2	5,33	69,04	25,01

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Carte 1.2 : Proportion des jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi, Niger, 2017



L'analyse globale du graphique ci-dessous laisse présager l'existence d'une corrélation positive entre le nombre moyen d'années passées dans les études et le revenu mensuel moyen des actifs occupés. En effet, l'analyse fait ressortir que le revenu mensuel moyen des actifs occupés augmente avec le nombre moyen d'années d'études.

Pour l'ensemble du pays, les résultats de l'enquête indiquent qu'en moyenne, les actifs occupés endurent 2,58 années d'études et gagnent un revenu mensuel moyen de 56 169,12 FCFA.

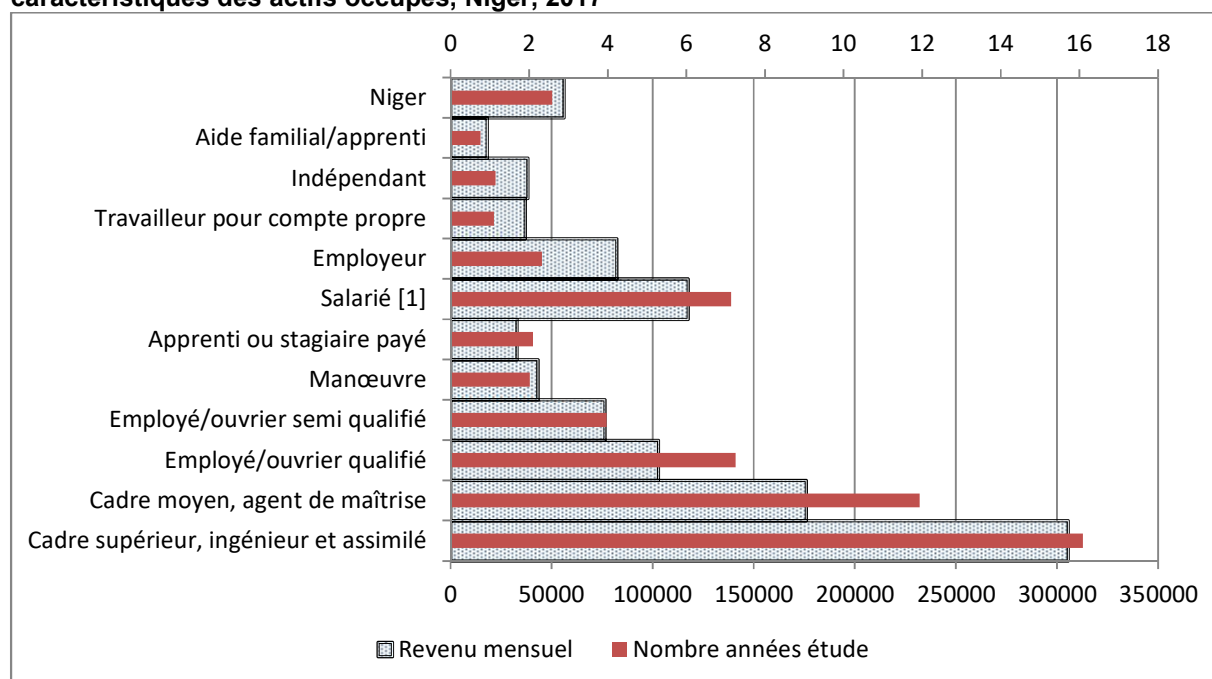
L'analyse selon les caractéristiques des actifs occupés fait ressortir que les cadres supérieurs, les ingénieurs et assimilés ont le plus grand nombre moyen d'années d'études (16,09 ans). Cette catégorie d'actifs enregistre également le plus grand revenu mensuel moyen (305 479,53 FCFA).

Les apprentis et aides familiales (0,76 ans en moyenne d'années d'études) les travailleurs indépendants (1,14 ans en moyenne d'années d'études) et les travailleurs pour compte propre (1,10 ans en moyenne d'années d'études) gagnent respectivement un revenu mensuel moyen de 18 103,33 FCFA, 38 202,70 FCFA et

36 793,93 FCFA. Quant aux salariés, ils ont passé en moyenne 7,14 ans d'études et

gagnent un revenu mensuel moyen égal à 117 454,93 FCFA.

Graphique 1.3: Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, Niger, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Dans les États membres de l'UEMOA, les lois existantes sur l'emploi instituent un salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) aux travailleurs et en général, elle n'est toujours pas respectée.

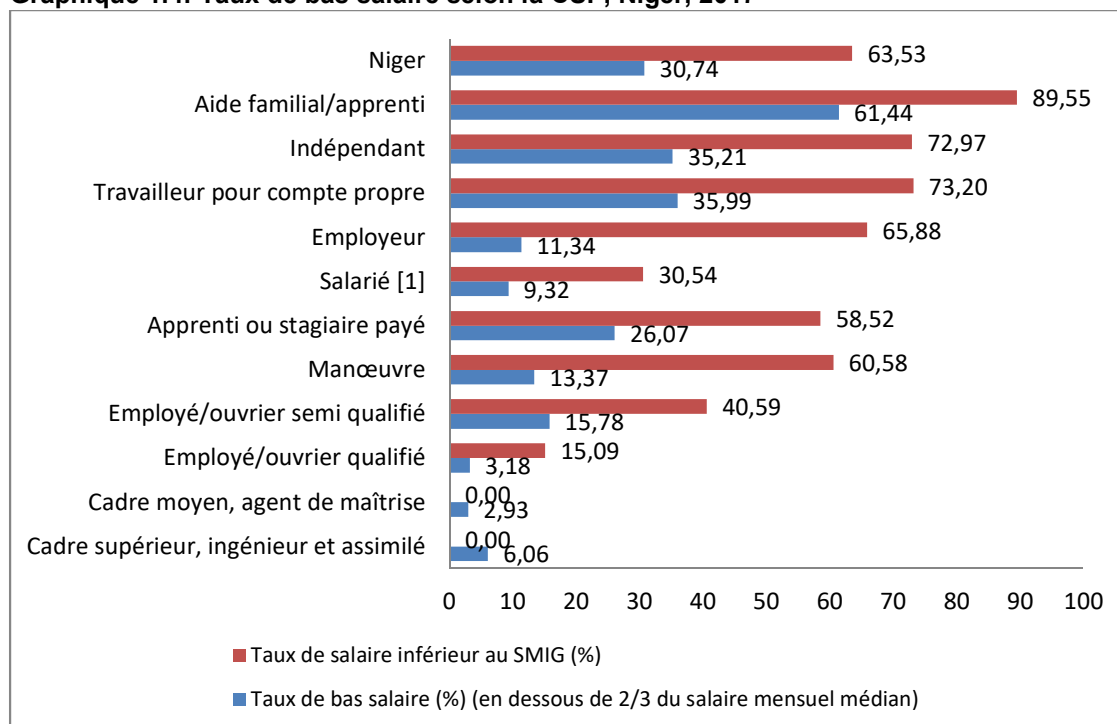
L'analyse du graphique ci-dessous montre que, dans l'ensemble, 63,53% des actifs occupés ont un taux de salaire inférieur au SMIG et 30,74% ont un taux de salaire bas.

Cette situation est très perceptible chez les apprentis et aides familiaux dont la quasi-totalité (89,55%) a un taux de salaire inférieur au SMIG.

On note aussi une proportion importante des travailleurs pour compte propre et indépendants dans cette situation de très bas salaire.

En examinant les résultats par catégorie socio professionnelle, on constate que presque neuf aides familiaux/apprentis sur dix (89,6%) ont un salaire inférieur au SMIG.

Graphique 1.4: Taux de bas salaire selon la CSP, Niger, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.3. Qualité de l'insertion sur le marché du travail

1.3.1. Raisons de mutation et de non exercice du métier

L'insertion professionnelle est le processus qui conduit une personne de rentrer en contact avec le milieu de travail ou réadapter au marché de travail. Plus spécifiquement se réadapter au marché signifie qu'à un moment donné, le travailleur se trouve confronter à des difficultés qui l'amènent à procéder à une mutation professionnelle et plusieurs raisons peuvent conduire le travailleur à changer de travail.

Les résultats de l'enquête montrent que, 18,3% des actifs ont changé de métiers et 88,4% n'ont pas pu exercer leur métier de base car leur formation était inachevée au Niger.

Il ressort également des résultats que tous ceux qui ont suivi un apprentissage informel ont changé du fait que la formation reçue présente des faibles débouchés, tout comme ceux qui ont suivi une formation aléatoire ou fortuite à hauteur de 46,4%. Cette situation découlerait le plus souvent d'un déficit de communication, premier degré du cycle d'entrée de tout métier dans le marché de travail.

Pour l'enseignement formel, 89,4% des actifs occupés et l'apprentissage fortuit 79,7%, à cause de leur formation inachevée, n'ont pas encore ou pas du tout exercé leur métier de base.

Dans l'apprentissage informel le désintéressement et l'inachèvement de leur formation, avec pour pourcentages respectifs 46,4% et 44,5%, sont les principales raisons de non exercice de métiers de base par les actifs occupés.

Tableau 1.9: Propension à changer d'activité suivant la formation reçue, Niger, 2017

Type de formation	Raison de changement de métier			
	Faible débouché pour le métier de base	Métier de base déclassé à cause du progrès technique	Métier de base à faible rémunération ou aux conditions de travail pénible	Autre raison
Enseignement formel	8,9	3,9	10,6	76,6
Enseignement non formel	32,5	0	6	61,5
Apprentissage informel	100	0	0	0
Apprentissage fortuit ou aléatoire	46,4	0	0	53,6
Niger	18,3	3,2	9	69,5

1.3.2. Mobilité dans l'emploi

Le Tableau 1.10 montre que selon le sexe de la mobilité dans l'emploi révèle que la proportion des personnes âgées de 15 ans et plus ayant un emploi antérieur est de 9,45% pour les hommes contre 3,64% pour les femmes. Selon le niveau d'instruction, 14,99% des personnes âgées de 15 ans et plus et ayant un niveau d'instruction supérieur ont eu un emploi antérieur contre 6,16% n'ayant aucun niveau.

L'analyse selon le milieu de résidence montre que Niamey enregistre 8,67% des personnes âgées de 15 ans et plus ayant eu un emploi antérieur contre 9,37% pour les autres centres urbains. Dans l'ensemble du Niger, on enregistre 6,33% personnes âgées de 15 ans et plus et ayant eu un emploi antérieur. Par région, Agadez (10,85%) concentre la plus grande proportion d'individus de 15 ans et plus et ayant eu un emploi antérieur contre 4,99% à Diffa.

Selon le sexe, plus de huit femmes actives occupées sur dix (87,71%) ont changé de métier contre 80,07% des hommes. Selon le niveau d'instruction, les individus ayant un niveau d'instruction primaire (91,5%) représentent la catégorie ayant la plus grande proportion d'individus actifs occupés ayant changé de

métier tandis que ceux du secondaire (72,54%) sont ceux qui ont la plus faible proportion d'individus actifs occupés ayant changé de métiers.

Selon le sexe, ce sont les femmes (85,06%) qui ont le plus changé d'activité que les hommes (80,19%).

Selon le niveau d'instruction, parmi les individus actifs occupés ayant un niveau d'instruction du primaire, 90,21% ont changé d'activité contre 64,58% des individus ayant un niveau d'instruction supérieur.

Selon le milieu de résidence, le milieu urbain enregistre 80,51% des actifs occupés ayant changé d'activité contre 81,35% pour le milieu rural.

L'ensemble du Niger compte 81,06% d'actifs occupés ayant changé d'activités seules les régions de Niamey (78,05%) et Zinder (72,73%) enregistrent des proportions d'actifs occupés ayant changé d'activité inférieure à celle de l'ensemble du Niger.

Tableau 1.10: Mobilité dans l'emploi et dans l'activité, Niger, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Personnes âgées de 15 ans plus ayant eu un emploi antérieur (%)	% d'actifs occupés ayant changé de métier	% d'actifs occupés ayant changé d'activité
Sexe			
Homme	9,45	80,07	80,19
Femme	3,64	87,71	85,06
Niveau d'instruction			
Aucun	6,16	81,28	81,11
Primaire	7,55	91,5	90,21
Secondaire	5,07	72,54	77,81
Supérieur	14,99	72,95	64,58
Milieu de résidence			
Niamey urbain	8,67	71,07	78,42
Autres urbains	9,37	82,53	81,86
Ensemble urbain	9,1	78,04	80,51
Rural	5,73	83,21	81,35
Région			
Agadez	10,85	82,68	88,15
Diffa	4,99	87,14	83,77
Dosso	5,44	100	87,08
Maradi	6,99	76,5	81,81
Tahoua	5,87	83,97	82,57
Tillabéri	7,27	87,4	82,22
Zinder	4,48	75,9	72,73
Niamey	8,69	71,65	78,05
Niger	6,33	81,44	81,06

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.4. Trajectoire et perspectives

1.4.1. Mobilité sociale

La mobilité sociale concerne les changements de statut social des individus ou des groupes sociaux au cours du temps, ainsi que les différences entre le statut social des parents et celui de leurs enfants. Plusieurs facteurs favorisent cette mobilité, parmi lesquels l'éducation. Les études menées jusqu'à présent, ont montré que dans l'ensemble, le niveau d'éducation scolaire s'améliore d'une génération à l'autre.

La proportion de jeunes de 15 à 24 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père est de 41,5%. Le nombre d'années d'étude que les jeunes ont effectué en plus par rapport à leur père est de

4,1 ans. Ce nombre, qui est de 6,6 ans lorsque le père a un niveau d'instruction primaire et décroît quand le niveau d'instruction du père augmente.

Tableau 1.11: Table de mobilité scolaire entre père et fils

Niveau d'instruction du père	Niveau instruction					% de jeunes de 15 à 24 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 15 à 24 ans par rapport à leur père	% de jeunes de 25 à 34 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 25 à 34 ans par rapport à leur père
	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total		[1]		[1]
Aucun	62,9	0	37,1	0	100				
Primaire	20,9	28,9	40	10,1	100	77,8	3,7	87,1	6,6
Secondaire	7,5	15,4	60,6	16,5	100	47,6	1,8	60,2	3,3
Supérieur	1,9	11,6	57,7	28,8	100	2,4	0	25,5	0,6
Niger	10,7	18,2	52,8	18,3	100	41,5	2,9	53,4	4,1

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.4.2. Mobilité intergénérationnelle

Cette variable permet d'apprécier les secteurs d'activités des enfants occupés de 15 ans et plus et de leurs parents. Elle permet de voir les pourcentages des enfants exerçant dans des secteurs par rapport aux secteurs d'activités de leurs parents et les comparer éventuellement (théorie de la reproduction, voir si la relève peut être assurée par secteur).

Au Niger, les secteurs d'activités des enfants et ceux des parents sont par ordre d'importance : le primaire (46,1%), les services (22,5%) et l'industrie (17,7%). Du côté de la mère c'est le secteur primaire (38%) suivi par celui de l'industrie (24%) et des services (22,9%).

Les enfants qui exercent la même activité que leur père sont plus nombreux dans l'agriculture (59,9%), dans les services (55,3%) et l'industrie

(44,9%). Du côté de la mère c'est dans les services (60,5%), l'agriculture (51,5%) et l'industrie (37%) qui sont plus fréquents.

Des deux (2) côtés (père et mère), le secteur d'activité qui a le plus faible pourcentage est celui du commerce avec une légère hausse de celui des enfants ayant une mère commerçante (22,4%) par rapport à ceux ayant un père commerçant (23,8%).

Tableau 1.12: Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Niger, 2017

Secteur d'activité des parents	Secteur d'activité					Effectif des enfants
	Primaire	Industrie	Commerce	Service	Total	
Agriculture	59,9	14	11,6	14,5	100	632 006
Industrie	5,8	44,9	10,6	38,7	100	21 484
Commerce	26,2	26,5	23,8	23,5	100	141 191
Service	10,1	21,4	13,3	55,3	100	139 634
Ensemble père	46,1	17,7	13,7	22,5	100	934 315
Agriculture	51,5	18,3	12,8	17,4	100	196 372
Industrie	47,7	37	5,4	9,9	100	29 908
Commerce	20,4	34,8	22,4	22,5	100	99 117
Service	8,6	15,2	15,7	60,5	100	40 476
Ensemble mère	38	24	15,1	22,9	100	365 873

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Chapitre 2: Caractéristiques et poids du secteur informel

Ce chapitre vise à décrire les conditions d'exercice des UPI notamment le type de local utilisé, la disponibilité des services de base, les caractéristiques de l'UPI, les caractéristiques des chefs des UPI etc. Il présente aussi la répartition des emplois dans le secteur informel, les motifs et les moyens de création des UPI de même que les raisons du choix du produit vendu ou du service offert par l'UPI.

2.1. Conditions d'activités dans le secteur informel

La répartition des emplois du secteur informel selon le statut montre que les travailleurs pour compte propre (63,4%) sont majoritaires. Cette proportion est plus élevée dans le secteur des services (70,9%) que dans les secteurs commercial et industriel (avec respectivement 65,5% et 57,8%). Les patrons et associés ne représentent que 2,4% de l'ensemble des emplois, soit 3,1% pour l'industrie, 2,0% pour le

service et 1,8% pour le commerce. Les travailleurs dépendants rémunérés (salariés, apprentis payés) représentent 5,5%. Cette proportion est plus importante dans l'industrie (7,8%) que dans les deux autres secteurs. Les travailleurs dépendants non rémunérés, quant à eux, représentent 28,7% de l'effectif total.

Tableau 2.1: Effectif et structure des CUPI et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole, Niger, 2017

Branche d'activité	Effectif des chefs d'UPI	%	Effectif de la main d'œuvre	%
Activités extractives/mines	9 519	0,9	3 260	0,6
Activités de fabrication	390 216	36,6	239 614	42,4
Activités de production et distribution	493	0,0		
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	7 141	0,7	10 715	1,9
Activités de construction	23 206	2,2	27 982	5,0
Commerce et réparation des pièces automobiles	12 664	1,2	15 175	2,7
Commerce de gros	105 474	9,9	52 863	9,4
Commerce de détail	240 511	22,5	110 003	19,5
Activités de transport	31 121	2,9	11 730	2,1
Activités d'hébergement et de restauration	59 155	5,5	37 941	6,7
Activités de l'information et de communication	1 844	0,2	1 850	0,3
Activités financiers et d'assurance	1 002	0,1		
Activités immobiliers	618	0,1		
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	4 124	0,4	1 593	0,3
Activités de services de soutien et de bureau	3 266	0,3	1 198	0,2
Enseignement	5 475	0,5		
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	4 494	0,4	1 837	0,3
Activités artistiques, sportives et récréatives	3 603	0,3		
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc.	154 815	14,5	48 456	8,6
Activités spéciales des ménages	7 941	0,7	594	0,1
Ensemble Niger	1 066 683	100,0	564 812	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Globalement, l'analyse des emplois selon le statut dans l'emploi montre que les travailleurs pour compte propre sont les plus nombreux avec plus d'un million de personnes (1 034 341 soit 63,4% de l'effectif total). Quel que soit le milieu de résidence, les travailleurs pour compte

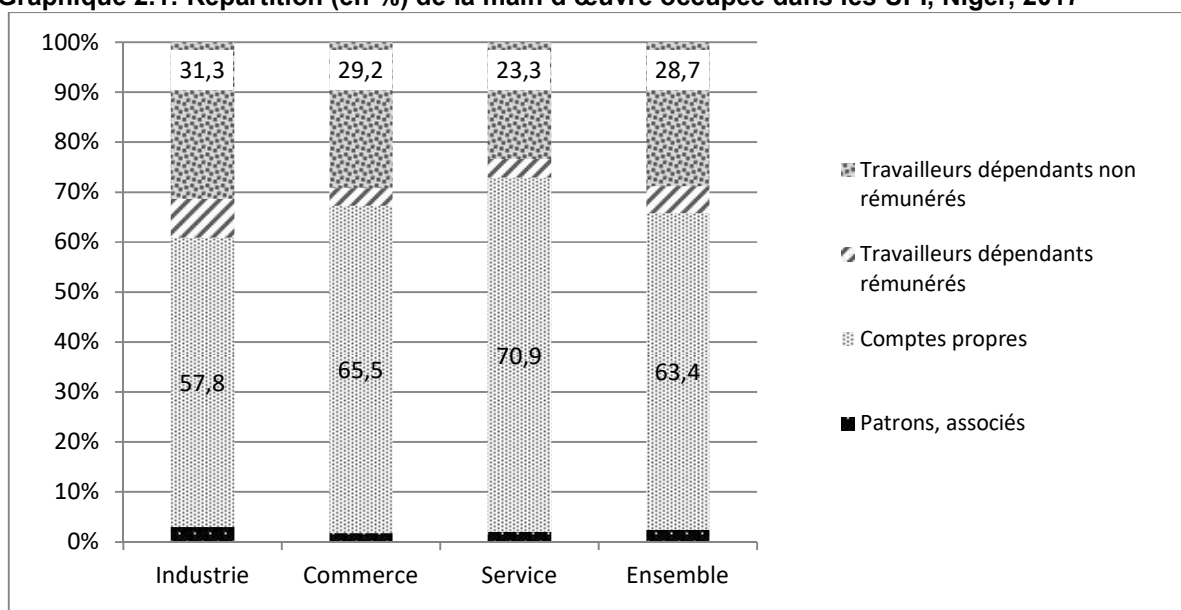
propre sont de loin les plus nombreux (55,5% à Niamey, 62,3% dans les autres milieux urbains et 64,6% pour le milieu rural). Quant aux patrons, ils représentent en moyenne, 2% de l'effectif total. Leurs proportions à travers les milieux de résidence sont de 4,1% à Niamey,

1,9% dans les autres centres urbains et 1,7% en milieu rural.

Les employés dépendants non rémunérés constituent 29,2% de l'effectif des employés. Leur proportion à Niamey est de 20,6%, contre 24,3% dans les autres milieux urbains et 24,6% en milieu rural.

La proportion des employés dépendants rémunérés ne représente que 3,8% de l'effectif total. C'est à Niamey qu'ils sont les plus nombreux avec une proportion de 19,8%, contre 6,9% dans les autres milieux urbains et seulement 0,8% en milieu rural.

Graphique 2.1: Répartition (en %) de la main d'œuvre occupée dans les UPI, Niger, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.1.1. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel

Le secteur informel se caractérise généralement par une grande précarité des conditions d'activité : locaux inadaptés, non accès aux principaux services publics (eau, électricité téléphone) La présente enquête montre que la situation n'a pas changé. Les Unités de production Informelles fonctionnent dans des conditions d'hygiène déplorable. Selon les données du Tableau 2.2.

L'analyse suivant la disponibilité des services de base dans les UPI montre que globalement près de 27,0% des UPI ont accès à un service de santé, 20% disposent de l'eau courante et 18,1% ont accès à l'électricité. Par contre, seulement 1,6% ont un ordinateur, 2,1% ont un téléphone fixe et 4,9% ont une connexion internet. Pour l'accès à l'eau et à l'électricité, ces chiffres sont tirés respectivement par le secteur « industrie » avec 22,4% d'UPI ayant accès à l'eau et celui du « commerce » avec 21,1% d'UPI. Le téléphone mobile est possédé par 42,6% d'UPI dans l'ensemble avec une

présence importante dans tous les secteurs : « commerce » (54,7%), « industrie » (44,6%) et « service » (32,1%).

S'agissant du milieu de résidence, les résultats montrent qu'en milieu rural seulement 6,5% et 14,7% des UPI disposent respectivement de l'électricité et de l'eau.

Dans les zones urbaines, les pourcentages des UPI ayant accès à l'électricité sont plus importants, avec 53,6% d'UPI à Niamey et 45,9% dans les autres villes. Pour ce qui est de l'accès à l'eau, le même constat est dégagé.

Le taux d'accès est de 46,3% des UPI à Niamey et 30,2% dans les autres villes. Il faut noter que ces pourcentages d'UPI varient peu en fonction

des différents secteurs et du milieu de résidence.

Tableau 2.2: Disponibilité des services de base dans les UPI, Niger, 2017

Milieu de résidence et Secteurs d'activité	% ayant accès à un système d'évacuation des déchets	% ayant un wc ou des latrines	% ayant de l'électricité	% ayant une eau courante
Niamey urbain				
Industrie	37,9	61,5	56,4	58,5
Commerce	36,0	41,8	48,6	41,4
Service	40,1	48,4	58,5	37,5
Ensemble	37,6	49,5	53,4	46,3
Autres urbains				
Industrie	17,0	46,1	42,5	30,5
Commerce	4,2	25,5	55,0	36,1
Service	14,7	33,8	38,7	22,0
Ensemble	11,7	35,3	45,9	30,2
Rural				
Industrie	2,7	17,5	6,1	17,5
Commerce	5,0	16,6	6,3	12,9
Service	2,1	13,3	7,4	12,1
Ensemble	3,3	16,2	6,5	14,7
Ensemble				
Industrie	7,4	25,1	15,8	22,4
Commerce	8,6	21,3	21,1	20,7
Service	7,8	20,2	17,7	15,9
Ensemble	7,9	22,6	18,1	20,2

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Dans l'ensemble, un peu plus de deux UPI sur dix (22,3%) exercent dans un local professionnel, tandis que 40,0% des UPI sont sans local professionnel et 37,1% sont logées dans les domiciles de leurs propriétaires. Dans la branche industrie près de 2 UPI sur 10 (19,5%) disposent d'un local professionnel.

L'analyse de la disponibilité des locaux pour les activités des UPI selon la zone de résidence montre que plus de la moitié des UPI qui sont à Niamey urbain (52,9%), et environ quatre sur dix des UPI exercent en milieu Rural (39,5%) et Autres urbains (36,5%) sont sans local. Ce pourcentage d'UPI exerçant sans local est encore plus important dans le secteur commerce des zones urbaines et dans le secteur service en milieu rural.

Le pourcentage des UPI logées à domicile est le plus important en milieu rural avec 38,6% d'UPI. La plus forte proportion d'UPI exerçant leur activité à domicile est observée dans la branche

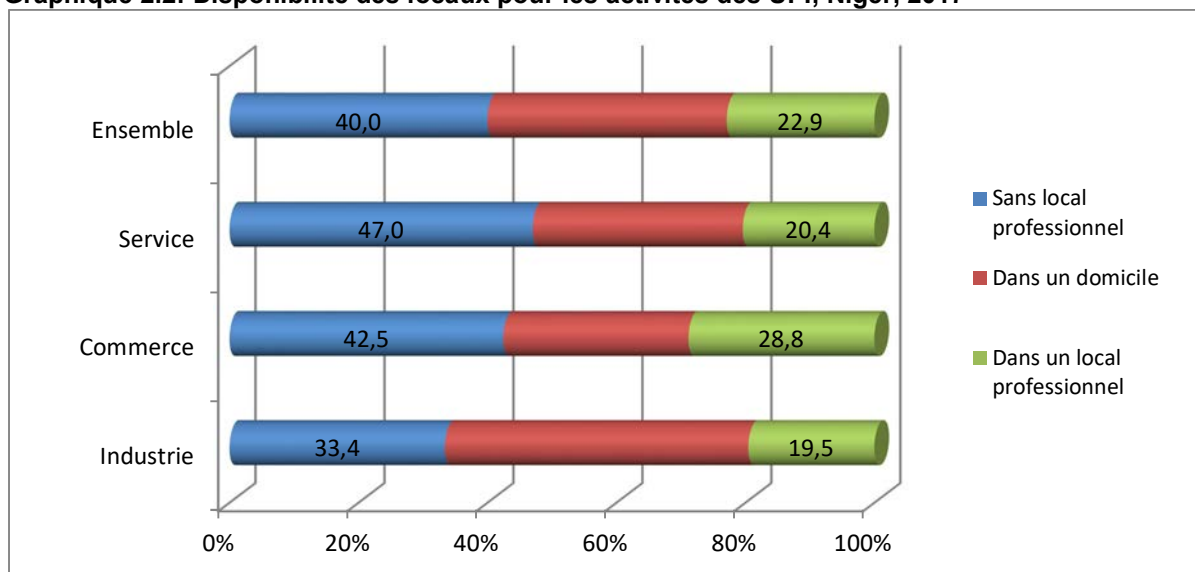
de l'industrie des autres villes avec une valeur plafond de 53,1%. Les UPI avec local professionnel représentent un peu plus de 20% de l'ensemble des UPI dans le secteur des services dans chacune des 3 strates. Le pourcentage d'UPI dans le secteur service est encore plus important dans les autres centres urbains (30,7%).

Selon les secteurs d'activités, on remarque qu'il y a une présence importante de certaines activités s'exerçant sans local notamment dans le commerce avec 54,7% d'UPI. En effet, ces chefs d'UPI sont pour la plupart des cas des ambulants. Ce secteur est suivi par ceux des services et industries avec respectivement 52,5% et 48,3% d'UPI.

On note aussi que plus de la moitié des chefs d'UPI de certains secteurs d'activités exercent à domicile. Il s'agit notamment des secteurs industriels (53,1%). Toutefois, on enregistre une concentration non négligeable des UPI exerçant

dans un local dans le commerce avec 30,9% des UPI.

Graphique 2.2: Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, Niger, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.2. Main d'œuvre et emploi dans le secteur informel

2.2.1. Organisation du travail dans le secteur informel

Quatre formes d'organisation du travail des UPI sont mises en évidence dans cette étude : l'auto-emploi où la main-d'œuvre est constituée uniquement de travailleurs à compte propre et des associés ; la forme non-salariale qui n'emploie aucun salarié ; la forme salariale pour laquelle la main-d'œuvre est constituée uniquement de salariés (le dirigeant mis à part) et enfin la forme mixte qui comprend au moins un salarié et un non salarié parmi les emplois dépendants de l'UPI.

Dans l'organisation du travail, les UPI ont recours à l'auto-emploi, à l'emploi salarial, à l'emploi non salarial ou à une combinaison mixte (salarial et non salarial). Ainsi, les UPI de l'auto-emploi sont de loin les plus nombreuses aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

A l'échelle nationale, l'auto-emploi concerne 65,7% des UPI, contre 60,9% à Niamey, 64,8% dans les autres milieux urbains et 66,4% pour le milieu rural.

L'emploi non salarial constitué des apprentis et des aides familiaux est également très fréquent, en particulier en milieu rural (29,8%) et dans les autres centres urbains (27,5%). A l'échelle nationale, cet emploi caractérise 28,4% des UPI alors qu'il ne représente que 18,8% des UPI à Niamey. L'emploi salarial, avec une proportion

de 20,2% arrive en deuxième position après l'auto-emploi pour les UPI de la capitale.

L'emploi salarial est peu fréquent pour les autres milieux de résidence avec une part de 7,4% dans les autres centres urbains et 3,2% en milieu rural. La proportion des UPI utilisant une combinaison mixte d'emploi salarial et non salarial est faible (0,4% pour l'ensemble). Ainsi, pour la plupart des cas, la présence d'employés non-salariés exempte les chefs d'UPI à avoir recours à du personnel rémunéré.

En ce qui concerne le niveau de scolarisation du personnel dans les UPI, on note un niveau plus faible pour le milieu rural, avec un taux de 3,2%. Pour les UPI de la capitale, le taux de scolarisation est de 19,8% contre 11,4% pour les autres milieux urbains. Dans l'ensemble le

taux de scolarisation du personnel des UPI est de 5,5%.

Tableau 2.3: Organisation du travail suivant le milieu de résidence et le secteur d'activité (en %).

Milieu de résidence et secteur d'activité	Taux de salarisation	Combinaison du travail				Total
		Auto emploi	Non salariale	Salariale	Mixte	
Niamey urbain						
Industrie	27,3	49,6	21,9	28,5		100,0
Commerce	9,8	72,2	17,6	10,0	0,2	100,0
Service	21,3	63,5	15,2	21,3		100,0
Ensemble	19,8	60,9	18,8	20,2	0,1	100,0
Autres urbains						
Industrie	12,3	66,3	20,4	12,6	0,7	100,0
Commerce	2,0	60,5	37,4	2,0	0,1	100,0
Service	6,9	68,8	24,3	6,9		100,0
Ensemble	7,3	64,8	27,5	7,4	0,3	100,0
Ens. urbain						
Industrie	17,4	60,7	20,9	17,9	0,5	100,0
Commerce	4,6	64,3	31,0	4,6	0,2	100,0
Service	11,6	67,1	21,4	11,6		100,0
Ensemble	11,4	63,5	24,6	11,6	0,2	100,0
Rural						
Industrie	4,6	61,0	34,0	4,6	0,4	100,0
Commerce	3,0	68,2	28,2	3,0	0,6	100,0
Service	0,8	74,6	24,1	0,8	0,5	100,0
Ensemble	3,2	66,4	29,8	3,2	0,5	100,0
Ensemble						
Industrie	7,8	60,9	30,8	7,9	0,4	100,0
Commerce	3,5	67,1	29,0	3,5	0,4	100,0
Service	3,8	72,5	23,3	3,8	0,4	100,0
Ensemble	5,5	65,7	28,4	5,5	0,4	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.2.2. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel

L'analyse des caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon la zone et le secteur d'activité montre que seulement moins de 7% des actifs occupés dans le secteur informel ne sont pas apparentés au Chef d'UPI. Ce taux est plus important dans l'ensemble du milieu urbain (13,3%) par rapport au milieu rural (4,2%). La proportion des actifs employés non apparentés au Chef d'UPI est encore plus élevée à Niamey (17,3%) et dans les autres centres urbains (11,4%).

Selon le secteur d'activités, la proportion des actifs occupés non apparentés aux Chefs d'UPI est plus importante respectivement dans l'industrie (8,2%) suivie par le secteur service (6,2%).

Dans l'ensemble des centres urbains, c'est le secteur des services qui emploie plus d'actifs non apparentés au Chef UPI du secteur informel (19,2%) suivie de l'industrie (18,2%). Toutefois, dans les autres centres urbains, c'est le secteur des services qui domine avec 22% contre 13,2% pour le secteur industrie. A Niamey, cette part est de 28,3% pour le secteur industrie suivie des services (12,9%). En ce qui concerne le milieu rural, la part des actifs occupés non apparentés au Chef UPI est de 5,4% pour le secteur commerce, suivie du secteur de l'industrie (4,8%).

Plus de 30% des actifs occupés des UPI ne sont pas rémunérés ou sont payés en nature. Ce taux est relativement plus important en milieu

rural (31,8%) par rapport au milieu urbain (30,7%). Il est de 28% à Niamey et près de 32 % en milieu rural. Selon le secteur d'activités, plus du tiers des actifs occupés (34,5%) ne sont pas rémunérés ou payés en nature dans le secteur industrie tandis que pour le commerce cette proportion est de 31,4% contre plus du quart (25,9%) des effectifs dans le secteur des services.

Selon le milieu de résidence, la part des actifs occupés non rémunérés ou payés en nature est plus élevée au niveau du secteur commerce dans les autres centres urbains (37,5%) tandis qu'en milieu rural et à Niamey, c'est dans le secteur industrie que cette proportion d'actifs est plus élevée avec respectivement des taux de 36,1% en milieu rural et 33,0% à Niamey.

Plus de 10% des actifs occupés ont moins de 15 ans. Selon le milieu de résidence, les actifs occupés de moins de 15 ans sont plus importants en milieu rural (13,3%) qu'à Niamey (5,9%) ou dans les autres centres urbains (5,1%). L'analyse selon le secteur d'activités montre que la part des jeunes de moins de 15 ans est plus élevée dans le secteur industrie aussi bien en milieu rural (15,1%) qu'en milieu urbain (10,3%) avec un taux de 7,9% à Niamey.

Les jeunes de moins de 25 ans représentent moins de 30% des actifs occupés dans le secteur informel (29,4%). Selon le milieu de résidence, cette proportion est plus élevée à Niamey (31,5%) suivie du milieu rural (31,1%) contre 21,0% dans les autres centres urbains.

L'analyse selon le secteur d'activités montre que l'industrie occupe plus de jeunes de moins de 25 ans quelque que soit la zone. Ils représentent 38,7% en milieu rural contre 34,6% à Niamey et 26,7% dans les autres centres urbains. Le secteur service se place en seconde position dans l'emploi des actifs de moins de 25 ans dans toutes les zones après le secteur industrie avec une proportion plus élevée dans le milieu urbain notamment à Niamey (31,3%), que dans le milieu rural (28,0%).

Les femmes représentent moins de 40% (39,2%) des actifs occupés dans le secteur

informel. Selon la zone, c'est dans le milieu rural que la proportion des femmes dans les actifs du secteur informel est la plus importante (43%) contre moins de 30% à Niamey et dans les autres centres urbains. Cette proportion des femmes est plus importante dans le secteur industrie (48,1%) suivie du secteur service (36,9%).

Elles représentent également plus de 40% des actifs occupés du secteur informel dans le secteur industrie dans toutes les zones particulièrement en milieu rural (50,7%) où la proportion dans le secteur service occupe la seconde place (43,4%). En milieu urbain, c'est surtout le secteur commerce qui occupe la seconde place avec des taux de près de 25% à Niamey contre 22,4% dans les autres centres urbains.

Les actifs occupés du secteur informel ont en moyenne 8,5 ans d'ancienneté dans leur emploi. Selon la zone, nombre d'années d'ancienneté des actifs est de 8,6 ans en milieu rural et dans les autres centres urbains contre 7,6 ans à Niamey. Ce nombre d'années d'ancienneté des actifs occupés du secteur informel est plus élevé dans le secteur des services quel que soit la zone (le taux variant entre 8,8 ans et 9,1 ans).

Le secteur commerce occupe la seconde place à Niamey et en milieu rural avec un nombre moyen d'années d'ancienneté des actifs de 7,4 ans et 8,6 ans.

L'âge moyen des actifs occupés du secteur informel est de 34,3 ans. Selon la zone, l'âge moyen des actifs occupés du secteur informel est plus élevé dans les autres centres urbains (près de 37 ans) contre près de 34 ans en milieu rural et à Niamey. Les actifs occupés du secteur informel sont en moyenne moins âgés dans le secteur commerce quel que soit la zone (moins de 32 ans à l'exception des autres centres urbains où l'âge moyen est de 34,5 ans).

La durée moyenne d'études réussies des actifs occupés du secteur informel est de moins de 2 ans dans tous les secteurs. Selon la zone cette durée est de l'ordre de deux fois élevée en milieu urbain (3 ans) par rapport au milieu rural

où il se situe à 1,5 an d'études réussies en moyenne.

La durée moyenne d'études réussies est plus élevée en milieu urbain et particulièrement pour

le secteur des services. Le secteur industrie occupe la seconde place. En milieu rural, la durée moyenne d'études réussies est relativement la même pour toutes les branches (1,5 an).

Tableau 2.4: Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon la zone et le secteur d'activité

Milieu de résidence et secteur d'activité	% non apparenté au chef d'UPI	% non rémunéré ou payé en nature	% de jeunes de moins de 15 ans	% de jeunes de moins de 25 ans	% de femmes	Ancienneté Moyenne dans l'emploi en année	Age moyen des actifs en année	Durée moyenne d'année d'études réussies
Niamey urbain								
Industrie	29	33,5	7,9	35	31,9	7	31,4	3
Commerce	7,5	24,9	4,7	28,1	27,4	7,4	34,4	2,6
Service	12,9	24,1	4,2	31,3	24,8	9	36,4	3,7
Ensemble	17,8	28,3	5,9	31,7	28,7	7,6	33,6	3
Autres urbains								
Industrie	13,2	28,1	10,3	26,7	44,1	8,6	34,5	2,5
Commerce	2	37,5	1,2	16,6	19,9	8,4	39,1	2,5
Service	22,3	30	2	18,1	17,4	9,1	36,1	3,5
Ensemble	11,4	31,9	5,1	21	29,1	8,6	36,6	2,8
Ensemble Urbain								
Industrie	18,6	29,9	9,5	29,6	39,9	8	33,5	2,7
Commerce	3,8	33,4	2,4	20,4	22,4	8,1	37,6	2,6
Service	19,2	28,1	2,7	22,4	19,8	9,1	36,2	3,6
Ensemble	13,5	30,7	5,4	24,6	29	8,3	35,6	2,8
Rural								
Industrie	4,8	36,1	15,1	38,8	50,7	8,5	31,5	1,4
Commerce	5,4	30,6	10,9	22,8	31,5	8,6	36,6	1,5
Service	1,3	25,1	13,4	28	43,4	8,8	34,2	1,5
Ensemble	4,2	31,8	13,4	31,2	42,9	8,6	33,8	1,5
Ensemble								
Industrie	8,3	34,6	13,7	36,4	48	8,4	32	1,7
Commerce	5	31,4	8,4	22,1	28,9	8,5	36,9	1,8
Service	6,2	25,9	10,4	26,4	36,9	8,9	34,8	2,1
Ensemble	6,7	31,5	11,2	29,4	39,1	8,5	34,2	1,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.2.3. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel

Le Tableau 2.5 présente les niveaux de rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité. La rémunération mensuelle des actifs du secteur informel s'élève en moyenne à moins de 33000 FCFA. Il existe une disparité de rémunération entre milieu rural et le milieu urbain mais également entre les autres centres urbains et Niamey. Les actifs des autres centres urbains sont les mieux rémunérés et ont un revenu mensuel moyen qui représente plus de dix (10) fois le revenu mensuel moyen en milieu rural et près cinq (5) fois celui de Niamey.

Ce revenu mensuel moyen de Niamey représente près plus du double de celui du milieu rural.

L'analyse selon les secteurs d'activités et les milieux de résidence fait ressortir que le revenu mensuel est plus élevé pour les actifs du secteur service dans les autres centres urbains. A Niamey, c'est dans le secteur industrie que le revenu mensuel est le plus élevé tandis qu'en milieu rural c'est dans le secteur commerce. Ainsi, dans les autres centres urbains, les actifs du secteur des services sont plus de quatre (4)

fois mieux rémunérés que ceux de la branche industrie.

A Niamey, la rémunération mensuelle moyenne des actifs du secteur industrie et celle du secteur du commerce représentent près de trois (3) fois celle des actifs du secteur des services en milieu rural.

Les résultats révèlent également que la rémunération mensuelle moyenne des hommes est sept (7) fois supérieure à celle des femmes dans le secteur informel. De plus, selon le niveau d'instruction, les actifs de niveau secondaire ont le revenu mensuel moyen le plus élevé, suivis des actifs n'ayant aucun niveau

d'instruction, puis ceux du primaire dont le revenu moyen mensuel représente plus de 2,5 fois celui des actifs de niveau supérieur.

Le nombre moyen d'heures de travail par mois est de 140 heures. Le temps de travail mensuel varie selon les milieux de résidence. Il est plus élevé en milieu urbain avec 191 h et à Niamey (157 h) par rapport au milieu rural. (121 h).

Selon la branche d'activités, ce sont principalement les activités commerciales qui occupent plus de temps dans toutes les zones (162 h) suivies des activités de la branche service (138 h).

Tableau 2.5: Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité

Caractéristiques socioéconomiques	Revenu Mensuel moyen (en FCFA)	Horaire mensuel moyen (en nombre d'heures)	Horaire Hebdomadaire	Revenu horaire moyen (en FCFA)
Niamey urbain				
Industrie	46 328	126,3	29,5	2 460
Commerce	10 848	182,3	42,5	343
Service	16 073	172,9	40,3	713
Ensemble	26 927	156,7	36,6	1 311
Autres urbains				
Industrie	16 286	182,3	42,5	205
Commerce	81 508	244,4	57	404
Service	356 473	200,3	46,7	1 583
Ensemble	120 885	208,9	48,7	610
Ens. urbain				
Industrie	26 576	163,1	38,1	988
Commerce	58 321	224	52,3	384
Service	244 974	191,3	44,6	1 297
Ensemble	89 514	191,4	44,7	846
Rural				
Industrie	6 216	112,6	26,3	195
Commerce	20 888	135,6	31,6	351
Service	7 981	117,8	27,5	187
Ensemble	11 290	121,1	28,3	243
Ensemble				
Industrie	11 378	125,4	29,3	397
Commerce	31 904	161,6	37,7	361
Service	73 033	138	32,2	491
Ensemble	32 553	140,2	32,7	408
Sexe				
Masculin	49 708	158,1	36,9	533
Féminin	7 060	113	26,4	224
Niveau d'instruction				
Aucun	33 693	136,7	31,9	335
Primaire	23 248	133,2	31,1	823
Secondaire	40 259	194,2	45,3	393
Supérieur	12 772	224,3	52,3	40
Dans un cadre formel	56 425	184,9	43,1	386
Autres modes de formation	32 026	139	32,4	408

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.3. Capital, investissement et financement dans le secteur informel

Le bon fonctionnement d'une entreprise dépend non seulement de la qualité de sa main d'œuvre, mais sur de celle du capital. Si la section va présenter la composition du capital de la main d'œuvre et le montant des investissements réalisés.

2.3.1. Dotation et structure du capital

La structure du capital d'une UPI présente les différents équipements qui la composent. Elle permet d'apprécier l'importance de chaque catégorie d'équipement dans le capital de l'UPI.

Pour l'ensemble des UPI (tous milieux de résidence confondus) du secteur informel, les véhicules, les motos et les machines constituent en termes de valeur, les principales composantes du capital avec 96,5% de la valeur totale. Les véhicules sont de loin la composante la plus importante avec plus de 85% de la valeur totale du capital. Les motos viennent en deuxième position avec près de 8% et les machines (3,3%) occupent la troisième place.

En considérant la valeur globale du capital des UPI, une grande proportion (94,6%) du capital est concentrée en milieu urbain et essentiellement dans les autres centres urbains. (88,7%). Le milieu rural n'abrite que 5,4% du capital global des UPI du secteur informel.

Pour le centre urbain de Niamey, les véhicules représentent la composante du capital la plus importante avec près de la moitié (47,2 %) de la valeur totale du capital. Ils sont suivis par les machines (22%) et les motos avec 15,1% se classent en troisième position.

Dans les autres centres urbains, les véhicules représentent 92% de la valeur totale du capital des UPI. Les motos qui occupent le deuxième rang ne représentent que 5,6% de la valeur du capital des UPI.

En milieu rural, les principaux équipements composant le capital des UPI sont les motos (38%), les machines (21,6%) et les véhicules (14,6%).

Le montant du capital varie également selon le milieu de résidence et le secteur d'activité. La structure du capital selon le milieu de résidence et le secteur d'activité est présentée dans le tableau 2.6 ci-dessous.

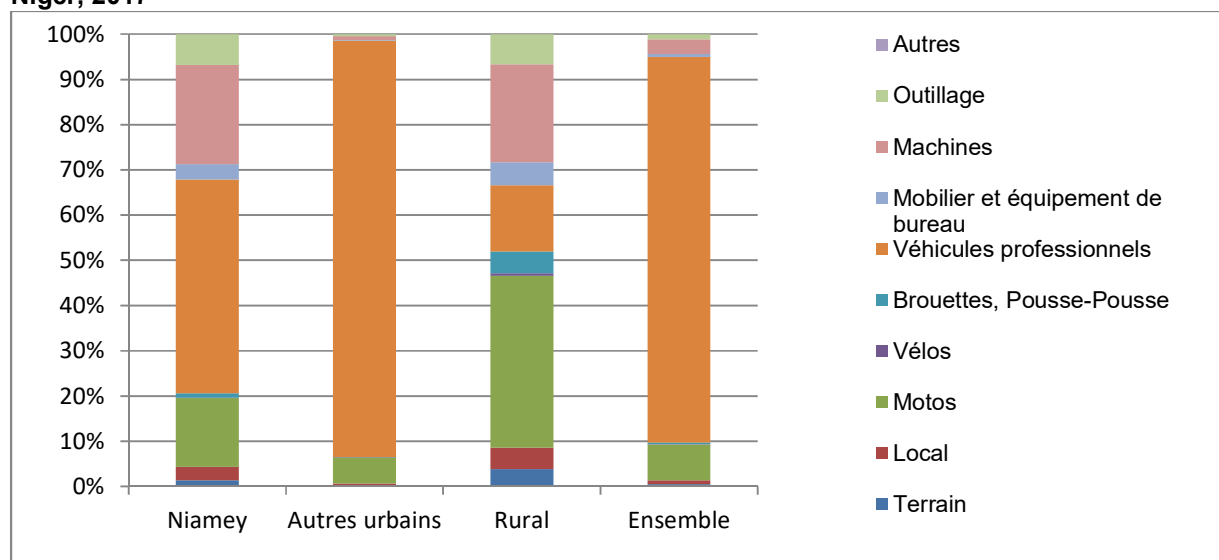
Pour l'ensemble des UPI (tous milieux de résidence confondus), le commerce est le secteur dont les investissements sont les plus importants (85,7% du capital total). La valeur du capital des UPI exerçant dans le secteur des services représente 10,6% de la valeur du capital total tandis que le secteur de l'industrie n'a que 3,7% du capital total.

Au niveau du centre urbain de Niamey, les UPI du secteur des services ont la valeur du capital la plus importante (63,4%) alors que le commerce et l'industrie ont respectivement 19,5% et 17,1% de la valeur du capital total.

Dans les autres centres urbains, la valeur du capital du secteur du commerce représente près de 94 % de la valeur totale du capital contre seulement 4,7% pour les services et 1,4% pour l'industrie.

En milieu rural, le montant du capital des UPI du secteur des services représente le double de chacun des secteurs de l'industrie et du commerce.

Graphique 2.3: Structure du capital du secteur informel selon le secteur et la branche d'activité, Niger, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Tableau 2.6: Montant (en millions de FCFA) du capital du secteur informel selon la zone et le secteur d'activité

Milieu de résidence et secteur d'activité	Montant total du capital (en Millions de FCFA)	% par rapport à la zone	% par rapport au total du capital
Niamey urbain			
Industrie	3 717,0	1	1
Commerce	4 219,9	1,1	1,1
Service	13 745,7	3,7	3,7
Ensemble	21 682,6	5,8	5,8
Autres urbains			
Industrie	5 198,9	1,4	1,4
Commerce	312 613,7	83,2	83,2
Service	15 648,5	4,2	4,2
Ensemble	333 461,1	88,8	88,8
Rural			
Industrie	4 927,5	1,3	1,3
Commerce	5 018,5	1,3	1,3
Service	10 507,3	2,8	2,8
Ensemble	20 453,3	5,4	5,4
Niger			
Industrie	13 843,5	3,7	3,7
Commerce	321 852,1	85,7	85,7
Service	39 901,4	10,6	10,6
Ensemble	375 597,0	100,0	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.3.2. Investissement dans le secteur informel

Dans toute entreprise, l'acquisition des équipements constitue un investissement important. Pour l'ensemble des UPI (tous milieux de résidence confondus), les

investissements réalisés en 2017 ont porté principalement sur les machines (44,2%), les motos (29,8%) et les véhicules (16,3%). Près de la moitié (45,5%) de ces investissements sont

concentrés au niveau du centre urbain de Niamey. Les autres centres urbains et le milieu rural totalisent chacun 27 % de ces investissements.

La structure de l'investissement réalisé en 2017 varie d'un milieu de résidence à un autre. A l'exception du milieu rural où les motos constituent le principal poste de dépenses d'investissement réalisées en 2017 avec plus de 77%, les machines sont le principal poste d'investissement avec plus de la moitié des investissements (65,1 % dans les autres centres urbains et 56,5 % pour le centre urbain de Niamey).

Pour le centre urbain de Niamey, les véhicules avec 36% des investissements réalisés, ont constitué le deuxième poste de dépenses d'investissement en 2017.

Dans les autres centres urbains, les dépenses d'investissement en motos, avec 25,3% viennent en deuxième position après les dépenses en machines.

En milieu rural, les dépenses d'outillage constituent, avec 14,7% des dépenses d'investissement en 2017, le deuxième poste de dépenses d'investissement après les motos (77,3%).

Tableau 2.7: Montant (en millions de F CFA) du capital investi par les UPI en 2017 selon le milieu de résidence et le type d'équipement

Milieu de résidence et type d'équipement	Montant du capital (en millions de F CFA)	% par rapport à la zone	% par rapport au total du capital
Niamey urbain			
Motos	60,8	3,6	1,6
Brouettes	3,3	0,2	0,1
Véhicules	604,2	36	16,3
Mobilier	27,6	1,6	0,7
Machines	946,6	56,5	25,5
Outillage	33,7	2	0,9
Total	1 676,20	100	45,2
Autres urbains			
Local	14,6	1,4	0,4
Motos	255,7	25,3	6,9
Brouettes	32,7	3,2	0,9
Mobilier	0,9	0,1	0
Machines	657,1	65,1	17,7
Outillage	48	4,8	1,3
Total	1 009,00	100	27,2
Rural			
Local	17,4	1,7	0,5
Motos	788,7	77,3	21,3
Mobilier	29,8	2,9	0,8
Machines	34,6	3,4	0,9
Outillage	149,8	14,7	4
Total	1 020,30	100	27,5
Niger			
Local	32	0,9	0,9
Motos	1 105,20	29,8	29,8
Brouettes	36	1	1
Véhicules	604,2	16,3	16,3
Mobilier	58,2	1,6	1,6
Machines	1 638,40	44,2	44,2
Outillage	231,5	6,2	6,2
Total	3 705,50	100	100

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.4. Production, insertion et concurrence dans le secteur informel

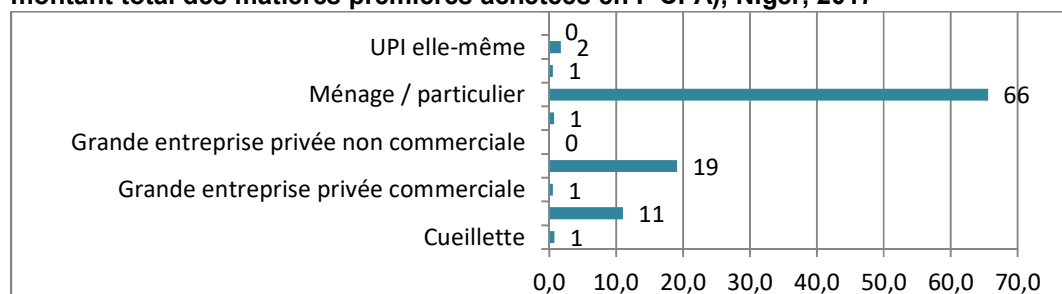
2.4.1. Performance économique

Les matières premières consommées lors du processus de production peuvent provenir de diverses origines notamment : la cueillette, le secteur public ou parapublic, un achat auprès de grandes ou petites entreprises privées commerciales, de grandes ou petites entreprises privées non commerciales, de ménages, d'importations directes ou de l'UPI elle-même.

A Niamey, la plus grande partie des matières premières utilisées par les UPI proviennent des ménages ou des particuliers suivis du secteur

public et parapublic. Dans les autres milieux urbains et en milieu rural, c'est toujours les ménages ou particuliers qui dominent, suivis des petites entreprises commerciales. Dans l'ensemble, les ménages arrivent largement en tête en termes de provenance des matières premières utilisées par les UPI avec une proportion de 65,6%. Les petites entreprises commerciales et le secteur public et parapublic suivent ensuite avec des parts de 19,1% et 11% respectivement.

Graphique 2.4: Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en F CFA), Niger, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Le chiffre d'affaire global dégagé par l'ensemble des UPI du Niger est de 3 784 milliards en 2017. Le secteur du commerce occupe la première position avec un chiffre d'affaire de 1 547 milliards, suivi du secteur secondaire (largement dominé par les activités de fabrication) avec un chiffre d'affaire de 1 544 milliards.

Les services arrivent en dernière position en totalisant un chiffre d'affaire de 658 milliards. La valeur production annuelle des UPI s'élève à 2 383 milliards en 2017 avec 972 milliards pour le secteur secondaire, 753 milliards pour le commerce et 658 milliards pour les services.

Quant à la valeur ajoutée totale des UPI, elle est estimée à 1 477 milliards, avec 628 milliards pour le commerce, 480 milliards pour le secteur secondaire et 370 milliards pour le tertiaire. Les UPI dégagent un revenu mixte annuel de 1 182

milliards en 2017 avec un montant de 489 milliards pour le commerce, 379 milliards pour le secteur secondaire et 313 milliards pour le tertiaire.

En ce qui concerne la répartition des différents agrégats par milieu résidence, on note la prépondérance de la capitale, avec plus de chiffre d'affaire, de production et donc de valeur ajoutée générée. Le milieu rural arrive en deuxième position en termes de valeur ajoutée créée suivi des autres milieux urbains.

Du point de vue des secteurs d'activités, c'est à Niamey que la plus partie de la valeur ajoutée des activités du secteur secondaire est générée. Pour le commerce, une grande partie de la production est issue du milieu rural. Les services sont partagés principalement entre Niamey et le milieu rural.

Tableau 2.8: Principaux agrégats du secteur informel suivant la zone et le secteur d'activité

Milieu de résidence et secteur d'activité	Chiffre affaire annuel	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Revenu mixte annuel
Niamey urbain				
Industrie	1 271 007	740 394	364 188	328 560
Commerce	251 177	147 121	116 544	106 218
Service	249 445	236 805	149 037	141 956
Total	1 771 629	1 124 319	629 768	576 735
Autres urbains				
Industrie	57 643	53 757	22 467	25 948
Commerce	539 956	196 674	150 407	73 131
Service	160 148	150 710	50 828	27 098
Total	757 747	401 141	223 701	126 177
Rural				
Industrie	216 213	177 712	93 484	53 090
Commerce	755 732	409 672	360 790	281 829
Service	283 364	270 279	169 720	144 403
Total	1 255 310	857 663	623 994	479 321
Ensemble				
Industrie	1 544 864	971 864	480 139	379 701
Commerce	1 546 865	753 466	627 740	489 074
Service	692 957	657 793	369 584	313 458
Total	3 784 686	2 383 123	1 477 464	1 182 233

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.4.2. Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne et leur inégalité

L'analyse des performances comparées des UPI est basée sur l'examen de la distribution et des principaux indices d'inégalité (indices de Gini, part des UPI et la part de la valeur ajoutée produite). Cette analyse sera décomposée par zone de résidence et secteur d'activité suivant les déciles du niveau de la valeur ajoutée annuelle. Ainsi,

10% des UPI les moins performantes ont une valeur ajoutée annuelle moyenne équivalente à seulement 40 869 FCFA. Quant aux 10% des UPI les plus performantes, leur valeur ajoutée annuelle moyenne est estimée à 11 895 426 FCFA en 2017.

Tableau 2.9: Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne (en F CFA) et leur inégalité

Déciles de la valeur ajoutée	Effectif UPI	Valeur ajoutée annuelle moyenne	GINI
10% les plus faibles	10,0	40 869	0,3
2ième décile	10,0	10 972	0,1
3ième décile	10,0	28 196	0,2
4ième décile	10,0	60 017	0,4
5ième décile	10,0	101 560	0,7
6ième décile	10,0	190 906	1,3
7ième décile	10,0	314 535	2,2
8ième décile	10,0	576 604	4,0
9ième décile	10,0	1 301 879	9,0
10% les plus riches	10,0	11 895 426	81,9
Total	100,0	1 449 078	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.4.3. Décomposition de la valeur ajoutée

Le Tableau 2.10 donne les informations sur les valeurs annuelles de la valeur ajoutée, du coût de la production et du bénéfice généré par les UPI.

Ainsi, les UPI diffèrent selon leurs structures de production et la répartition des coûts de

production. Les taux de valeur ajoutée sont relativement plus élevés pour les services avec un niveau moyen de 53,3%. Ce taux dépasse même les 90% pour certaines branches d'activités comme les activités immobilières, l'enseignement, les activités artistiques et

proche de 80% pour les autres. Pour le commerce, le taux de valeur ajoutée est en moyenne de 40,6%.

Bien que faible globalement, le taux de valeur ajoutée du secteur secondaire (31,1%), cache d'énormes disparités. En effet, le faible taux des activités de fabrication (20,8%), dû à l'achat des matières premières transformées, fait baisser le niveau global du secteur secondaire. Par contre, pour les autres branches d'activités du secondaire, les taux de valeur ajoutée sont généralement élevés.

Par rapport à la décomposition de la valeur ajoutée, le taux d'EBE est plus pour les services, suivis du secondaire et du commerce.

Pour tous les secteurs d'activité, les taux de salaire tournent autour de 20% avec des niveaux plus ou moins élevés pour certaines branches. La part des impôts sur la production demeure faible pour toutes les branches d'activités.

Tableau 2.10: Structure par secteur et branche d'activité de la production et des coûts du secteur informel

Secteur et branche d'activité	Structure par branches (en %)			Taux de valeur ajoutée	Décomposition de la valeur ajoutée (en %)			
	Chiffre affaire	Production annuelle	Valeur ajoutée		EBE	Masse salariale	Impôts et taxes	Total
Secondaire								
Activités extractives/mines	10,8	10,9	14,5	82,1	92,4	7,6	0,0	100,0
Activités de fabrication	28,7	28,1	15,3	33,7	67,4	31,7	0,9	100,0
Activités de production et distribution	0,1	0,1	0,1	84,1	97,0	2,7	0,3	100,0
Activités de prod eau et assainissement	0,4	0,4	0,6	96,2	81,0	19,0	0,0	100,0
Activités de construction	0,8	1,3	2,1	96,4	71,0	28,8	0,2	100,0
Ensemble	40,8	40,8	32,5	49,4	79,1	20,5	0,4	100,0
Commerce								
Commerce et réparation automobiles	3,9	4,1	5,2	79,2	93,3	6,5	0,3	100,0
Commerce de gros	11,9	10,1	14,1	86,8	83,3	14,3	2,5	100,0
Commerce de détail	25,0	17,5	23,2	82,3	71,2	27,6	1,2	100,0
Ensemble	40,9	31,6	42,5	83,3	77,9	20,6	1,5	100,0
Services								
Activités de transport	6,5	10,3	6,5	39,2	82,6	16,5	0,8	100,0
Hébergement et de restauration	4,3	6,8	5,3	49,0	88,9	10,8	0,3	100,0
Information et de communication	0,4	0,2	0,3	83,5	79,5	20,2	0,3	100,0
Activités financiers et d'assurance	0,1	0,1	0,1	55,0	37,3	54,5	8,2	100,0
Activités immobiliers	1,1	1,7	2,6	96,2	99,0	1,0	0,0	100,0
Activités spécialisés, scientifiques et techn.	0,1	0,2	0,2	89,3	56,6	41,0	2,4	100,0
Activités de services de soutien	1,3	2,1	1,8	50,7	96,0	3,8	0,1	100,0
Enseignement	0,2	0,3	0,5	98,9	86,7	13,3	0,0	100,0
Santé humaine et l'action sociale	1,2	1,5	1,3	55,7	90,7	9,0	0,3	100,0
Activités artistiques, sportives	0,3	0,4	0,6	95,4	95,9	4,1	0,0	100,0
Autres activités des services nca	2,6	3,7	5,2	86,7	70,8	28,0	1,2	100,0
Activités spéciales des ménages	0,2	0,3	0,5	97,4	88,3	10,1	1,5	100,0
Ensemble	18,3	27,6	25,0	56,2	84,8	14,5	0,6	100,0
Total	100,0	100,0	100,0	62,0	80,0	19,0	0,9	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Les facteurs de production sont les éléments importants et nécessaires à la production des biens et services. Il s'agit du travail et du capital.

La productivité des facteurs est le rapport entre la production et les quantités de facteurs nécessaires à cette production.

Certains indicateurs à l'instar du rapport valeur ajoutée par unité de facteur permettent de mesurer la productivité desdits facteurs dans un secteur donné.

La productivité du capital générée par travailleur est de 981 200 FCFA à Niamey, suivie des autres milieux urbains (156 300 FCFA) et du milieu rural (69 900 FCFA).

A Niamey, les services affichent la productivité du travail la plus élevée. Pour les autres milieux urbains et le milieu rural par contre, c'est au niveau du commerce que la productivité du travail est la plus élevée.

Quant à la valeur ajoutée générée par heure de travail, Niamey présente de très loin les niveaux les plus élevés avec une moyenne horaire de 71 000 FCFA.

Tableau 2.11: Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel

Milieu de résidence et secteur d'activité	VA/L (En milliers de FCFA/Mois)	VA/K (En FCFA/ unité de capital)	VA/H (En milliers de FCFA /nombre d'heure de travail dans le mois)
Niamey urbain			
Industrie	995,4	8,8	67,3
Commerce	598,3	340,9	37,0
Service	1605,4	147,4	132,5
Ensemble	981,2	156,6	71,0
Autres urbains			
Industrie	33,4	2,1	0,3
Commerce	289,9	0,1	4,2
Service	175,4	7,9	1,4
Ensemble	156,3	3,2	1,9
Rural			
Industrie	23,0	0,3	1,1
Commerce	134,2	14,3	1,9
Service	63,6	248,1	1,3
Ensemble	69,9	70,7	1,4
Niger			
Industrie	87,4	1,5	5,2
Commerce	209,6	54,2	5,9
Service	205,3	178,7	11,7
Ensemble	159,2	65,2	7,2

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

VA : valeur ajoutée. L1 : nombre de travailleurs. L2 : nombre d'heures de travail par mois.

K : valeur du capital au coût de remplacement.

VA/L1 est exprimée en FCFA/travailleur. VA/L2 : est exprimée en FCFA/heure.

VA/K est exprimée en unité de capital.

2.5. Secteur informel et l'Etat

Tout entreprise dès sa création doit remplir certaines formalités, notamment se faire enregistrer dans les registres administratifs, obtenir le numéro d'identification fiscale (NIF) et faire enregistrer leur personnel à la sécurité sociale. Le secteur informel est défini comme l'ensemble des unités de production (UPI) dépourvues d'un numéro d'enregistrement administratif et/ou de comptabilité écrite formelle.

La situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs est analysée suivant leur possession d'un numéro d'identification fiscale, d'un numéro de registre de commerce (RC) et d'une immatriculation à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS).

2.5.1. Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs

A l'échelle nationale, seulement 1,5% des UPI possèdent un numéro d'identification fiscale (NIF). La proportion est relativement plus élevée pour les UPI exerçant à Niamey (8%). Dans les autres centres urbains et en milieu rural cette proportion est respectivement de 2,1% et 0,6%.

En ce qui concerne la possession d'un numéro de registre de commerce, on note également une part très faible des UPI exerçant en milieu rural et dans les autres centres urbains, avec des proportions de 0,4% et 1,5%. Pour la capitale, 7% des UPI sont inscrites au registre de commerce (RC).

Pour l'immatriculation à la CNSS, la situation est similaire à celle du registre de commerce. Ainsi, 7% des UPI de Niamey sont enregistrées à la CNSS, contre seulement 2,4% pour les autres centres urbains et seulement 1,4% pour le milieu rural.

De manière globale, seules 3,4% des UPI sont inscrites dans un registre et 0,5 % dans au moins deux (2) registres. Ainsi, 96,1% des UPI ne sont inscrites dans aucun registre. Pour le milieu urbain, aucune UPI ne figure sur plus d'un registre, seules 2,4% sont inscrites dans un registre et 97,6% ne figurent sur aucun registre administratif. Pour les autres centres urbains, on note 4,1% des UPI qui sont inscrites dans un registre, 0,9% dans au moins deux registres et 95% ne sont inscrites dans aucun registre.

A Niamey, la fréquence d'inscription aux registres administratifs est relativement plus importante avec 11,2% des UPI immatriculées dans un registre, 4,5% dans au moins deux registres, soit une part de 84,4% des UPI qui ne sont inscrites dans aucun registre.

Tableau 2.12: Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs

Milieu de résidence et secteur d'activité	% UPI avec NIF	% UPI avec RC	% UPI avec N° CNSS	Situation de l'inscription dans les registres administratifs			Total
				Dans aucun registre	Dans un registre	Dans au moins deux registres	
Niamey urbain							
Industrie	2,9	3,3	7,3	87,8	10,9	1,3	100
Commerce	8,2	5,4	2,7	86,4	11,2	2,4	100
Service	14	14,8	13,8	76,6	11,4	12	100
Ensemble	8	7,1	7	84,4	11,2	4,5	100
Autres urbains							
Industrie	2,4	0,5	5,4	92,4	7,3	0,3	100
Commerce	3,4	3,9	0,2	94,7	3,1	2,2	100
Service	0	0	0,5	99,5	0,5		100
Ensemble	2,1	1,5	2,4	95	4,1	0,9	100
Rural							
Industrie	0	0,8	0,3	98,9	1,1		100
Commerce	1	0,3	3,5	95,2	4,8		100
Service	1	0	0,3	98,7	1,3	0	100
Ensemble	0,6	0,4	1,4	97,6	2,4	0	100
Niger							
Industrie	0,6	0,9	1,7	97	2,8	0,1	100
Commerce	2,1	1,5	2,9	94,2	5,2	0,6	100
Service	1,8	1,2	1,4	97,1	1,9	1	100
Ensemble	1,5	1,2	2	96,1	3,4	0,5	100

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Pour les UPI ne possédant pas encore de NIF, le niveau compliqué des démarches, la cherté

du processus, le caractère non obligatoire de l'inscription, le refus de collaborer dans ce sens

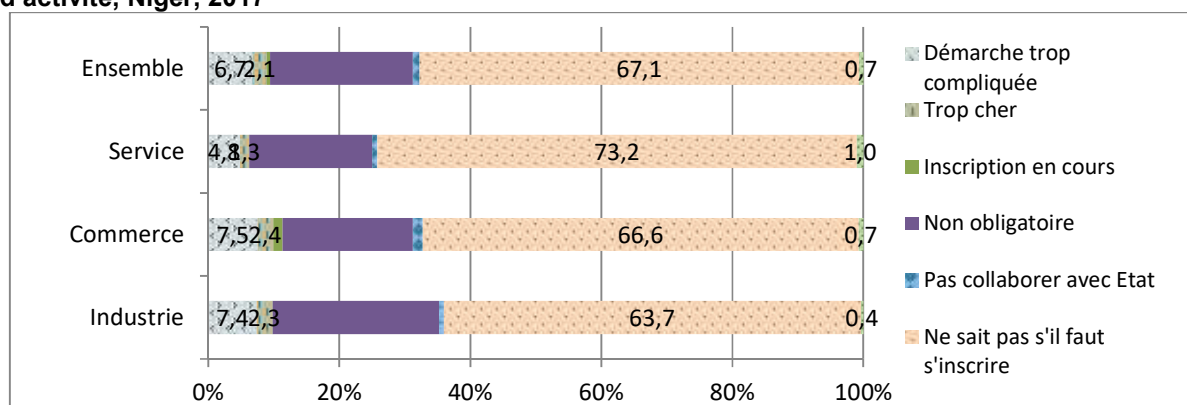
et la méconnaissance de cette formalité sont autant de raisons avancées.

Ainsi, la première raison de la non inscription au NIF est que la plupart des chefs d'unité de production disent ignorer la possibilité d'une telle opération (67,1% pour l'ensemble et jusqu'à 73,6% pour le milieu rural). La deuxième raison est que pour beaucoup de chefs d'unité, une telle démarche n'est pas obligatoire.

On note pour l'ensemble que 21,8% des UPI ont fourni cette justification, 24,3% à Niamey, 28,6% dans les autres milieux urbains et 20% en milieu rural.

Les autres raisons sont la complication des démarches (6,7%), la cherté du processus (2,1%) et le refus de collaborer avec l'Etat (1%).

Tableau 2.13: Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon la zone et le secteur d'activité, Niger, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.5.2. Principal intérêt de se faire enregistrer

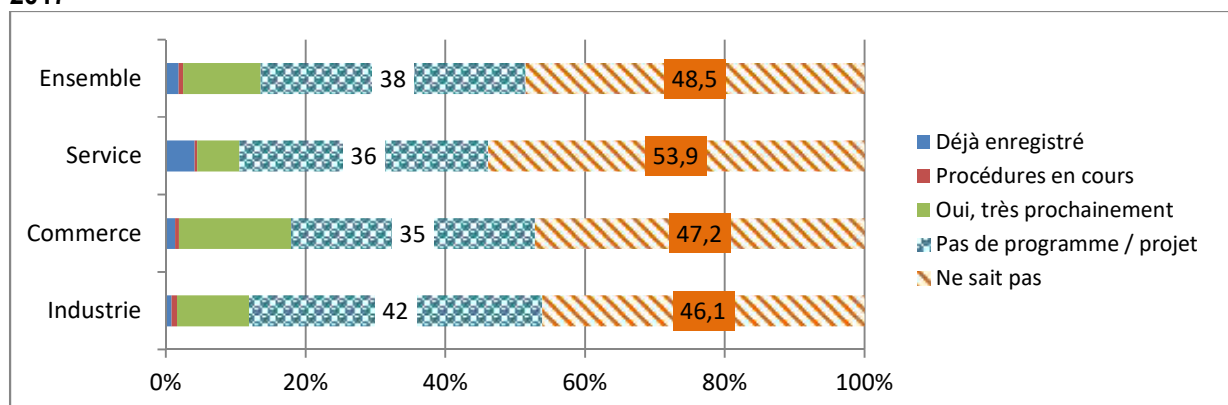
Face à cette situation, une question leur a été posée pour savoir si les chefs des UPI ont l'intention de faire enregistrer leurs UPI. Dans l'ensemble, une grande majorité (plus de 86 %) des UPI n'ont même pas l'intention de se faire enregistrer.

En effet, près de la moitié (48,5 %) des UPI déclarent ne pas être au courant de l'enregistrement administratif pendant que 38 % disent ne pas avoir le projet de se faire enregistrer. Moins de 3% des UPI sont enregistrées ou sont en cours du processus et seulement 11 % des UPI déclarent avoir l'intention de se faire enregistrer prochainement.

Suivant le secteur d'activité, les UPI exerçant dans les services présentent la proportion la plus élevée des UPI enregistrées (4,1 %) et l'industrie la proportion la plus faible (0,8 %). Le commerce a un taux d'enregistrement de 1,3 %.

En considérant le milieu de résidence, le centre urbain de Niamey a la plus grande proportion (9,4 %) d'UPI enregistrées contre 3,7 % pour les autres centres urbains et seulement 0,6 % pour le milieu rural dont plus de la moitié (53,3 %) des UPI ignorent l'existence de l'enregistrement administratif. Les intentions générales des UPI par rapport à l'enregistrement administratif sont présentées dans le graphique ci-dessous.

Graphique 2.5: Intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif, Niger, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Quant à l'intérêt principal pour lequel il faut se faire enregistrer, les réponses des Chefs UPI sont variées. Dans l'ensemble, plus de trois (3) Chefs UPI sur cinq (5) (64,5 %) déclarent méconnaître l'intérêt principal de se faire enregistrer tandis que 16,5 % des Chefs d'UPI disent ne pas avoir intérêt à se faire enregistrer. Les autres intérêts pour se faire enregistrer qui ont été évoqués sont l'accès au crédit (7,7 %), l'accès au meilleur emplacement sur le marché (5,5%).

La tendance ci-dessus ne varie pas significativement d'un secteur d'activité à un autre.

Dans le centre urbain de Niamey, plus de la moitié (54,6 %) des Chefs d'UPI (CUPI) déclarent ignorer l'intérêt à se faire enregistrer alors que 14 % pensent n'avoir aucun intérêt à se faire enregistrer. Parmi les intérêts à se faire enregistrer évoqués, on a, par ordre d'importance l'accès au crédit (17 % des CUPI),

l'accès à un meilleur emplacement sur le marché (6 %) et la vente des produits aux grandes sociétés (5,2 %).

Dans les autres centres urbains, alors que 56 % des Chefs d'UPI disent méconnaître l'intérêt à se faire enregistrer, un (1) Chef d'UPI sur cinq (5) déclare n'avoir aucun intérêt à se faire enregistrer. Les intérêts évoqués sont, par ordre d'importance la publicité (7,2%), l'accès à un meilleur emplacement au marché (4 %), la vente des produits aux grandes sociétés (3,8 %) et l'accès au crédit (3,6 %).

En milieu rural, près de sept (7) Chefs d'UPI sur dix (10) déclarent ne pas connaître l'intérêt à se faire enregistrer tandis que 15 % pensent n'avoir aucun intérêt à se faire enregistrer. Les principaux motifs de motivation à se faire enregistrer sont l'accès au crédit (7,7 %) et l'accès au meilleur emplacement dans le marché.

Tableau 2.14: Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer

Milieu de résidence et secteur d'activité	Accès au crédit	Accès au meilleur emplacement sur le marché	Vente de produits aux grandes sociétés	Publicité	Aucun intérêt	Autre	Ne sait pas	Total
Niamey urbain								
Industrie	12,7	2,2	3,7	2	12,6	1,2	65,6	100
Commerce	15,9	6,6	4,6	0,8	17,6	1,3	53,2	100
Service	22,8	9,7	8,4	5,7	10,3	0	43,2	100
Ensemble	16,6	6	5,2	2,5	14,1	0,9	54,6	100
Autres urbains								
Industrie	4,5	3,8	3,1	4,7	24,4	0,5	59	100
Commerce	4,2	6,2	7,6	15,3	13,3	0,3	53,1	100
Service	1,3	1,5	0	0,7	41,4	0,8	54,4	100
Ensemble	3,6	4	3,8	7,2	25	0,5	55,9	100
Rural								
Industrie	7	6,5	1,4	0,8	16	1,9	66,4	100
Commerce	9,2	6,4	1,7	1,7	11,1	1,2	68,7	100
Service	7,1	3,8	0	3,8	17,1	0	68,2	100
Ensemble	7,7	5,8	1,2	1,9	14,7	1,2	67,6	100
Niger								
Industrie	6,9	5,8	1,9	1,5	17,3	1,6	65	100
Commerce	9	6,4	3,1	4	12,2	1	64,3	100
Service	7,3	3,9	0,7	3,4	20,9	0,1	63,8	100
Ensemble	7,7	5,5	2	2,9	16,5	1	64,5	100

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.5.3. Opinions générales par rapport à l'impôt

Au cours de l'enquête, la question a été posée aux chefs des UPI, s'ils sont favorables à la mise en place d'un impôt unique sur les activités du secteur informel. Globalement, quatre (4) Chefs d'UPI sur cinq (5) se déclarent non

disposés à payer l'impôt sur leurs activités contre moins de 13 % qui acceptent à le faire et un peu plus de 7 % qui déclarent avoir déjà payé l'impôt.

Tableau 2.15: Disposition générales des CUPI à payer l'impôt sur leurs activités, Niger, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	Je paie déjà	Oui	Non	Total
Niamey urbain				
Industrie	8,1	24,7	67,2	100
Commerce	29,4	16,1	54,5	100
Service	27,2	22,4	50,4	100
Ensemble	22	20,5	57,5	100
Autres urbains				
Industrie	7,4	18,1	74,6	100
Commerce	15,6	13,8	70,6	100
Service	5,1	10	84,9	100
Ensemble	9,6	14,5	75,9	100
Rural				
Industrie	3,9	9,7	86,4	100
Commerce	7,9	15,5	76,6	100
Service	3,7	8,9	87,4	100
Ensemble	5,2	11,4	83,5	100
Niger				
Industrie	4,8	12,2	83,1	100
Commerce	11,5	15,2	73,3	100
Service	5,8	10,1	84,1	100
Ensemble	7,3	12,7	80	100

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.6. Problèmes et perspectives

Le secteur informel rencontre d'importantes difficultés ou problèmes qui peuvent être regroupés en six blocs thématiques (économiques, managériales, techniques, gestion, cadre légal, autres). Ces blocs thématiques de problèmes résument autant d'aspects dont la prise en compte permet de mieux comprendre les orientations stratégiques des profils d'UPI analysés. Les difficultés d'ordre économique rencontrées par les UPI se rapportent au manque de clientèle, au manque de places ou de local adapté, à l'inaccessibilité au crédit et la cherté du crédit.

2.6.1. Principaux problèmes rencontrés par les UPI

De manière globale, 38,8% des chefs d'UPI déclarent être confrontés à un manque de clientèle. C'est à Niamey que ce problème de clients se pose le plus selon les chefs d'UPI, car un peu plus de la moitié, soit 50,9% estiment être confrontés au manque de débouchés pour leurs produits. Cette proportion est de 39,6% pour les autres centres urbains et 36,6% pour les UPI exerçant en milieu rural.

En ce qui concerne le manque de places ou de local, la proportion d'UPI qui déclare rencontrer cette difficulté est moindre. Cette proportion est de 11,1% à Niamey et 6% dans les autres milieux urbains. Elle est encore plus faible en milieu rural avec seulement une part de 4,5%.

Pour l'ensemble, le problème d'accès au crédit touche 27,6% des UPI. C'est à Niamey que les UPI qui déclarent avoir plus de difficulté d'accès au crédit avec une proportion de 37,6%. Dans les autres centres urbains et en milieu rural, ce pourcentage est respectivement de 27,4% et 26,5%. La même tendance est constatée pour la cherté du crédit.

En effet, 25,7% des UPI de la capitale trouvent les crédits octroyés plus chers en termes d'intérêts, contre 12,7 % pour les autres milieux urbains et 15,3% pour le milieu rural, soit un pourcentage moyen de 15,7% pour l'ensemble des UPI.

Les difficultés d'ordre technique et légal rencontrées par les UPI concernent la faible maîtrise des techniques de fabrication, le manque de machines et d'équipements, l'obsolescence des équipements, le problème d'accès à l'énergie, le problème

d'approvisionnement en matières premières, des réglementations trop sévères ou des niveaux d'imposition élevés.

En ce qui concerne la faible maîtrise des techniques de fabrication, c'est plutôt en milieu urbain qu'elle est ressentie avec une proportion d'UPI de 34,7% à Niamey et 32,6 % dans les autres milieux urbains.

En milieu rural, la part des UPI qui déclarent rencontrer ce problème sont de l'ordre de 22,8% et pour l'ensemble des UPI la proportion est de 25,5%. Le manque de machines et d'équipements touche plus les UPI de la capitale avec un pourcentage de 39,9% à Niamey et 19,2% dans les autres centres urbains, contre 14,2% en milieu rural. Dans l'ensemble 17,2% des UPI sont confrontées au manque de matériel de travail.

L'obsolescence des équipements se rencontre également au niveau des UPI de Niamey (14,1%) et dans une moindre mesure dans les autres centres urbains (4,8%). Pour le milieu rural, seul 1,6% des UPI estiment être confrontées à une obsolescence des équipements. Ce qui donne une moyenne nationale 3,2%.

Le problème d'accès à l'énergie touche en moyenne 8,9% des UPI avec à peu près la même ampleur par milieux de résidence. Ainsi, ce problème concerne 10% des UPI de la capitale, 11,6% de celles des autres milieux urbains et 8,1% des UPI du milieu rural.

Environ un quart des UPI de la capitale et celles du milieu rural déclarent être confrontées à un problème d'approvisionnement en matières

premières (24,2% et 25,2% respectivement). Dans les autres centres urbains, cette part semble être plus faible avec 16,4%. Dans l'ensemble le problème d'approvisionnement en matières premières touche 16,4% des UPI.

Par rapport à la réglementation et à l'imposition c'est surtout dans la capitale que les UPI

évoquent les niveaux très élevés avec une proportion de 20,1%. Dans les autres localités urbaines et en milieu rural, la part des UPI qui se plaignent de ces niveaux de réglementation et d'imposition est respectivement de 6,6% et 5,7%, soit une moyenne nationale de 7%.

Tableau 2.16: Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal, Niger, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	Préoccupations d'ordre technique				Approvisionnement en matières premières	Trop de réglementation, d'impôts et de taxes
	Difficultés techniques de fabrication	Manque de machine, d'équipements	Obsolescence des équipements	Problèmes d'énergie		
Niamey urbain						
Industrie	32,1	37,2	7,7	9,3	17,7	20,6
Commerce	33,8	40,6	15	10,5	31,2	23,1
Service	39,7	42,2	20,6	9,9	20,8	14,4
Ensemble	34,7	39,9	14,1	10	24,2	20,1
Autres urbains						
Industrie	48,3	21,5	3	19,6	22,9	8,8
Commerce	28,6	16,8	7,5	3,1	13,4	6,3
Service	12,9	19	4,2	10,2	10,3	3,4
Ensemble	32,6	19,2	4,8	11,6	16,4	6,6
Rural						
Industrie	23,3	15,2	1,6	10,2	26,2	3,8
Commerce	24,9	13,7	1,7	5,3	26,8	7,1
Service	19,5	13,5	1,4	8,3	21,5	6,9
Ensemble	22,8	14,2	1,6	8,1	25,2	5,7
Niger						
Industrie	28,3	17,7	2,3	11,8	25,1	5,8
Commerce	26,5	17	4,1	5,4	24,9	8,6
Service	19,9	16,7	3,4	8,7	19,5	6,9
Ensemble	25,5	17,2	3,2	8,9	23,6	7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.6.2. Perspectives d'utilisation des crédits par les UPI au Niger

Concernant l'utilisation de crédit potentiels, les principales dépenses catégorisées sont : l'accroissement du stock de matières premières, l'amélioration du local ou de l'emplacement, l'amélioration des machines, des mobiliers et autres outils, le recrutement de personnel, engager des dépenses en dehors de l'établissement, ouvrir un autre établissement dans la même activité ou ouvrir un autre établissement dans une autre activité.

En moyenne 63,7% des Chefs des UPI expriment un désir d'accroître leur stock de matières premières. C'est surtout en milieu rural que ce besoin est le plus exprimé avec 67,9% des UPI contre 43% à Niamey et 55,7% pour les UPI des autres centres urbains.

Une proportion plus faible des UPI exprime une volonté d'amélioration du local ou de l'emplacement (4,2%), à l'exception des UPI de Niamey où la proportion est de 18,1%.

Pour l'amélioration des machines, mobiliers et autres outils, le besoin est ressenti dans l'ensemble à hauteur de 8,2% avec une fréquence plus marquée pour les autres milieux urbains (14,3%).

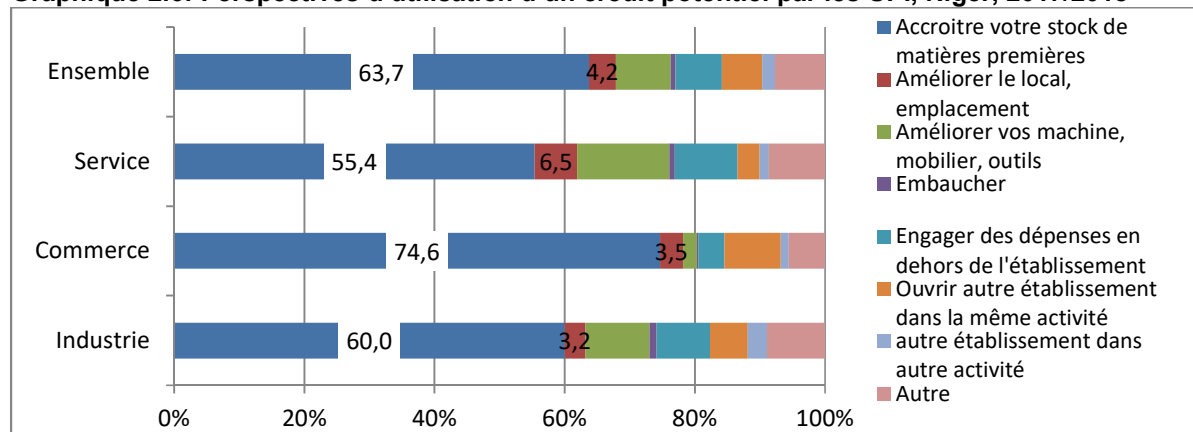
Les UPI évoquent peu d'intention par rapport aux dépenses à engager en dehors de l'établissement et pour l'ouverture d'un autre établissement dans la même activité ou dans une autre activité. En effet, elles sont respectivement 7,2%, à exprimer le désir d'effectuer des dépenses en dehors de

l'établissement, 6% à ouvrir un autre établissement dans la même activité et 2% à ouvrir un autre établissement dans une autre activité.

personnel avec une proportion de 0,7%, légèrement significative pour Niamey (3,8%) et beaucoup faibles pour les autres milieux urbains (1,2%) et le milieu rural (0,3%).

Enfin très peu d'UPI formulent le vœu d'utiliser les crédits potentiels pour le recrutement du

Graphique 2.6: Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, Niger, 2017/2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Chapitre 3: Perception de la population sur la Gouvernance, paix et sécurité

3.1. Démocratie et droit de l'homme

Le fonctionnement de la démocratie est souvent associé aux caractéristiques suivantes : liberté d'expression, liberté de la presse, égalité devant la loi, liberté politique (choix de son parti), élections libres et transparentes, liberté de voyager, liberté de culte, liberté d'association, absence de discrimination.

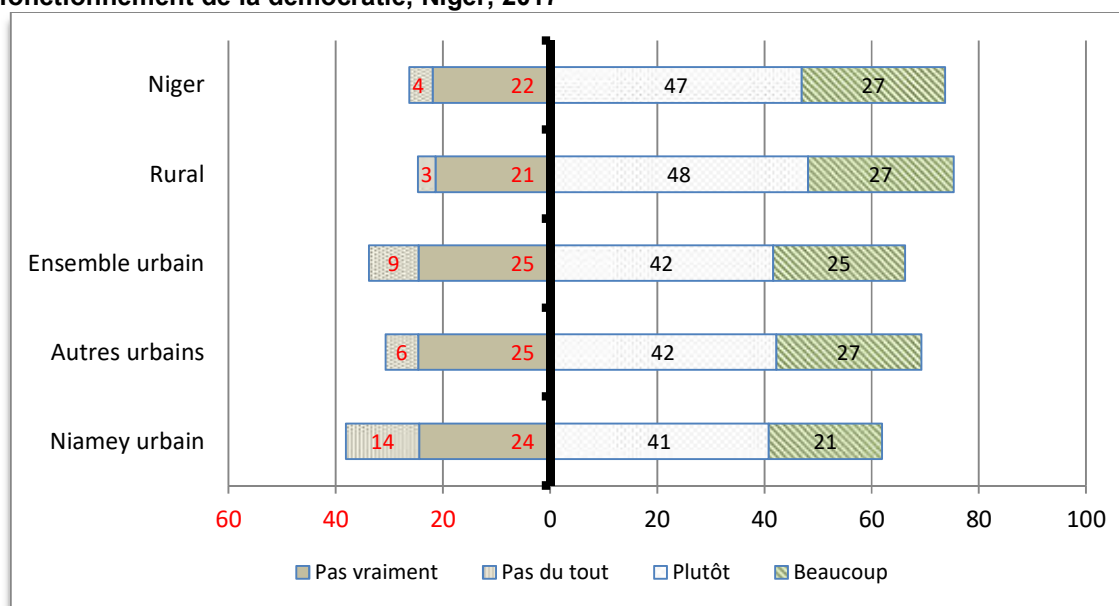
Les résultats du Graphique 3.1 indiquent la répartition des personnes âgées de 18 ans et plus par rapport à leur appréhension sur le fonctionnement de la démocratie.

Ainsi, près de 3 nigériens sur 4 (74%) estiment que la démocratie fonctionne bien. Parmi eux, 27% pensent qu'elle fonctionne très bien. A l'opposé, seuls 4% des nigériens disent qu'elle ne fonctionne pas vraiment bien.

Selon le milieu de résidence, 75% des personnes vivant en milieu rural et 67% de celles vivant en milieu urbain ont une opinion favorable sur le fonctionnement de la démocratie au Niger.

A Niamey 62% ont une opinion favorable sur le fonctionnement de la démocratie contre 14% de la population qui estiment que la démocratie ne fonctionne pas vraiment.

Graphique 3.1: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie, Niger, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Les nigériens ont une bonne opinion sur le respect des droits de l'homme dans le pays. En effet, dans l'ensemble, 76,5% de la population pensent que les droits de l'homme sont

respectés, dont 31,8% les jugent beaucoup respectés dans le pays.

L'analyse selon le sexe indique que 78,4% des femmes estiment que ses droits sont respectés.

Cette proportion est de 74,7% chez les hommes.

Selon le milieu de résidence, 78,5% des personnes vivant en milieu rural ont une bonne

opinion quant au respect des droits de l'homme. Cette proportion est de 74,5% en milieu urbain et 68,7% à Niamey.

Tableau 3.1: Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Opinion des individus de 18 ans et plus sur le respect des droits de l'homme				Total	Effectif
	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout		
Sexe						
Homme	31,0	43,7	20,0	5,3	100,0	3 074 404
Femme	32,5	45,9	17,4	4,3	100,0	3 618 302
Groupe d'âges						
18-24 ans	34,9	43,4	17,4	4,4	100,0	1 095 064
25-34 ans	30,6	44,9	19,3	5,2	100,0	1 903 242
35-44 ans	31,0	45,4	18,8	4,7	100,0	1 501 324
45-54 ans	32,1	43,8	20,0	4,2	100,0	966 252
55 ans et Plus	31,6	46,3	17,4	4,8	100,0	1 226 825
Niveau d'instruction						
Aucun	32,0	46,1	17,8	4,1	100,0	5 484 420
Primaire	32,2	40,0	20,8	7,0	100,0	609 235
Secondaire	31,4	39,0	22,4	7,2	100,0	483 788
Supérieur	20,7	37,5	29,2	12,7	100,0	111 177
Milieu de résidence						
Niamey urbain	15,8	42,9	31,0	10,2	100,0	490 280
Autres urbains	35,1	39,4	20,6	4,9	100,0	692 049
Ensemble urbain	27,1	40,9	24,9	7,1	100,0	1 182 330
Rural	32,8	45,7	17,3	4,2	100,0	5 510 376
Niger	31,8	44,9	18,6	4,7	100,0	6 692 706

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Le Tableau 3.2 donne le niveau d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage. Les droits de l'homme en général et les droits civils en particulier ainsi que les principes de la démocratie sont respectés au Niger. En effet, selon un indice composite construit à partir des droits et caractéristiques précités et qui varie de 0 à 1, il est apparu qu'avec un score de 0,796, les droits civils et politiques sont respectés au Niger et que les citoyens à travers les chefs de ménage sont satisfaits de la manière dont fonctionne la démocratie dans leur pays. Cet indice est de 0,806 chez les femmes chefs de ménage. Il est de 0,806 chez les chefs de ménage jeunes (appartenant au groupe d'âge 18-34 ans). Toutefois, il diffère selon le milieu de résidence des chefs des ménages. Ainsi, il est

de 0,819 en milieu rural, 0,687 pour l'ensemble urbain et 0,587 à Niamey urbain.

Cet indice permet également d'évaluer le niveau ou l'absence de discrimination et d'inégalité selon le genre. Pour ce principe des droits de l'homme, la valeur de cet indice est de 0,667. Quelle que soit la caractéristique du chef de ménage considérée, la valeur de cet indice est supérieure à 0,500. Ainsi, pour la majorité des chefs des ménages, il n'y a pas de discrimination ou d'inégalité liée au sexe au Niger.

Les droits de l'homme et les libertés démocratiques respectés, les nigériens se sentent libres de s'exprimer, d'adhérer au parti politique de leur choix et de voter pour qui ils veulent sans pression. Pour évaluer le degré de cette participation, un indicateur prenant en

compte les droits de l'homme et la participation des citoyens a été construit sur une échelle de 0 à 1. Globalement cet indice dit « indice des droits de l'homme et participation » est de 0,728. Cela signifie qu'il y a une pleine, libre et volontaire participation des chefs des ménages

aux activités politiques. Cet indice de libre participation des populations aux activités politiques est important et dépasse 0,600 quelle que soit la caractéristique démographique prise en compte, sauf à Niamey urbain où il est de 0,548.

Tableau 3.2: Niveau d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Niger, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Sous-indice Droits civils et politiques	Sous-indice Participation	Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	Indice des Droits de l'homme et participation
Sexe				
Homme	0,793	0,701	0,662	0,725
Femme	0,824	0,720	0,712	0,751
Groupe d'âges				
18 - 34 ans	0,806	0,712	0,669	0,736
35 - 59 ans	0,793	0,704	0,670	0,728
60 ans et plus	0,794	0,693	0,657	0,720
Niveau d'instruction				
Aucun	0,809	0,711	0,667	0,736
Primaire	0,753	0,685	0,657	0,703
Secondaire	0,754	0,670	0,673	0,697
Supérieur	0,634	0,589	0,676	0,614
Milieu de résidence				
Niamey urbain	0,587	0,515	0,594	0,548
Autres urbains	0,754	0,676	0,673	0,700
Ensemble. urbain	0,687	0,612	0,642	0,639
Rural	0,819	0,723	0,672	0,747
Niger	0,796	0,703	0,667	0,728

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.2. Qualité des institutions et corruption

Certaines institutions, de par leur mission, sont au contact des populations pour l'offre des services de proximité. Dans les faits, l'offre de service se fait avec de nombreuses difficultés, des pratiques illégales s'établissent au point d'entraver les missions assignées à ces services. La corruption prend de l'ampleur au point que la lutte contre ce phénomène est inscrite dans les ODD. Cette lutte fait l'objet de la cible 16.5 à savoir réduire nettement la

corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.

La qualité des institutions intervenant dans la GPS se mesure par l'accès des populations aux services délivrés, par la réactivité, la perception et la confiance des citoyens par rapports aux institutions. Dans ce chapitre, les résultats de l'enquête sur ces différents aspects sont présentés.

3.2.1. Accès et confiance dans les institutions

La qualité des institutions et des services de l'Etat dépend de leur accessibilité, de la satisfaction qu'on en tire et surtout de la confiance que les populations placent en elles. Ainsi, pour apprécier l'accessibilité de ces institutions, il a été demandé aux populations si

elles ont fréquenté au cours des 12 derniers mois ayant précédé l'enquête, les institutions comme l'administration générale, la justice, la police les services de santé et d'éducation, le fisc, etc. Plus de six (6) personnes sur dix (10) ont une bonne confiance aux institutions et

services de l'Etat. Ce niveau de confiance varie de 53,1% (la justice) à 90,6% (la santé publique). Ce niveau de confiance est surtout affirmé au niveau des services sociaux de base (santé et éducation). Ainsi, 92,2% des femmes,

91,8% des gens sans niveau d'instruction et 92,3 % des personnes vivant en milieu rural, déclarent leur confiance aux services de santé. Pour l'éducation, ces taux sont respectivement de 85,5%, 85,3% et 86,4%.

Tableau 3.3: Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	L'administration (en général)	La justice	La police	Le système de santé public	Le système public d'éducation	Le fisc (impôt, douanes)	Le système de sécurité sociale	Information / Média officiels
Sexe								
Homme	73,6	54,8	58,8	88,6	84,2	60,5	66,2	70,1
Femme	73,7	52,1	57,2	92,2	85,5	55,4	63,4	72,6
Groupe d'âges								
18-24 ans	76,3	51,0	54,5	90,4	81,8	54,5	63,0	74,1
25-34 ans	73,2	58,1	59,3	92,0	85,4	58,1	67,1	74,2
35-44 ans	72,5	54,7	56,2	90,1	87,2	62,7	65,6	70,8
45-54 ans	78,9	62,1	59,8	89,4	82,8	57,3	65,1	71,4
55 ans et Plus	68,7	43,2	60,7	90,0	85,4	56,1	61,7	64,4
Niveau d'instruction								
Aucun	73,7	53,0	59,0	91,8	85,3	61,7	65,0	73,7
Primaire	76,3	51,3	59,6	87,4	84,9	57,6	63,4	65,7
Secondaire	71,9	53,5	54,3	86,0	84,2	48,8	63,1	64,2
Supérieur	73,1	61,6	54,7	81,6	78,6	43,4	69,7	65,9
Milieu de résidence								
Niamey urbain	57,4	44,1	46,9	74,9	74,2	37,7	51,2	50,9
Autres urbains	79,1	69,5	69,2	92,7	89,7	76,6	86,5	76,2
Ensemble urbain	66,0	51,2	54,3	84,4	81,5	51,3	63,9	60,1
Rural	78,7	55,9	61,4	92,3	86,4	63,4	65,5	77,6
Niger	73,7	53,6	58,1	90,6	84,9	58,3	64,8	71,4
Quintile de niveau de vie								
Le plus pauvre	66,6	47,7	59,0	89,4	83,2	60,3	66,7	59,8
Second	69,5	51,1	52,8	88,3	87,6	52,1	74,3	66,0
Moyen	62,9	50,1	51,2	84,0	82,2	49,5	58,0	55,0
Quatrième	62,0	49,5	55,5	82,7	79,9	45,1	62,0	52,8
Le plus riche	70,9	54,1	51,8	80,4	75,7	51,2	59,2	61,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.2.2. Situation de la corruption

La corruption est perçue par 67% des personnes âgées de 18 ans et plus comme étant un problème important pour le pays. Ainsi, près de 45% la trouvent comme étant un problème beaucoup important. Cette perception de la corruption est d'acuité quelle que soit la caractéristique démographique. Ainsi, 69,2% des hommes et 66,2% des femmes trouvent le phénomène important au Niger. Cette proportion est de 73,6% chez les personnes de niveau primaire dont 52,5% trouvent la corruption beaucoup importante.

Selon la situation économique, 74,1% des personnes cherchant du travail pensent que la corruption est importante ; 49,1% la trouvent d'ailleurs beaucoup plus préoccupante. Selon le milieu de résidence, 68% des personnes vivant en milieu urbain, 66,9% en milieu rural et 68% à Niamey urbain pensent que la corruption constitue un problème pour le pays.

Cependant, très peu de personnes de 18 ans et plus ayant eu, au moins une fois, des contacts avec des agents publics ont déclaré leur avoir

versé un pot-de-vin ou que ces derniers leur ont demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois ayant précédé l'enquête. En effet, seulement 2,5% de ces personnes ont été victimes de ce phénomène. Les victimes de ce type de

corruption se retrouvent parmi les hommes (4,5%), les personnes ayant un niveau secondaire ou supérieur (5,1%) et les personnes résidant en milieu urbain (4,6%).

Tableau 3.4: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays et incidence de la petite corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017

	% des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays	% des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot de vin [1]
Sexe		
Homme	69,2	4,5
Femme	66,9	0,7
Groupe d'âges		
18-24 ans	68,7	1,8
25-34 ans	68,6	3,2
35-44 ans	67,7	2,5
45-54 ans	66,6	2,1
55 ans et Plus	65,4	2,3
Niveau d'instruction		
Aucun	66,4	2
Primaire	73,6	4,3
Secondaire	72,2	5,1
Supérieur	71,7	5,1
Milieu de résidence		
Niamey	68	4,1
Autres urbains	72,5	5
Ens. urbain	70,6	4,6
Rural	66,9	2
Niger	67,6	2,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

[1] Indicateur ODD 16.5.1

3.3. Etat de la gouvernance

De nombreux pays ont entrepris des réformes en vue de la consolidation de l'état de droit. Dans ce processus, il est nécessaire de procéder à l'évaluation de l'état de gouvernance. C'est l'objectif de cette partie qui présente les résultats relatifs à l'appréciation des citoyens sur les thématiques de l'état de la gouvernance : i) la gouvernance administrative par l'écoute des aspirations de la population notamment celles des minorités par les autorités et l'opinion des populations sur la gouvernance locale, ii) la participation citoyenne et politisation ainsi que iii) la perception de l'état de droit.

3.3.1. Gouvernance administrative

Les résultats du Tableau 3.5 ci-dessous présentent la répartition des opinions des populations de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités. En particulier, il s'agit ici d'appréhender le niveau d'accessibilité d'informations des citoyens sur les programmes d'action et budgets, ainsi que sur les

consultations des citoyens dans la prise des décisions des autorités locales.

Précisons que la transparence dans la gestion de la chose publique, la participation des citoyens dans toutes de décisions les concernant et la redevabilité à leur égard sont

des vertus cardinales de la bonne gouvernance

et de l'Etat de droit.

3.3.2. Participation citoyenne et politisation

La prise en compte des aspirations des citoyens dans toute prise des décisions qui les concernent est un gage d'une meilleure efficacité dans les actions des autorités élues et est caractéristique de la bonne marche de la démocratie. Dans l'ensemble, 31,7% des citoyens nigériens âgés de 18 ans et plus estiment être consultés dans la prise de décision des autorités locales élues.

L'insuffisance des consultations des concitoyens dans la prise des décisions par les autorités locales est remarquée quelle que soit la caractéristique sociodémographique : le sexe (30,9% chez les hommes et 32,3% chez les

femmes), le groupe d'âges (31,7% chez les jeunes de 18-24 ans contre 32,9% chez les personnes âgées de 55 ans et plus), le niveau d'instruction (31,6% chez les citoyens qui n'ont aucun niveau d'instruction contre 34,5% chez les personnes ayant un niveau supérieur).

En définitive, plus de 6 nigériens sur 10 dénoncent l'insuffisance de la transparence que font les autorités locales en matière d'informations sur les programmes et les budgets communaux. Ainsi, moins de 32% seulement estiment qu'elles sont consultées lors de la prise des décisions des autorités locales.

Tableau 3.5: Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales, Niger, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Beaucoup	Plutôt	% estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision [1]	Pas vraiment	Pas du tout	Total	Effectif
Sexe							
Homme	5,9	25,0	30,9	44,1	25,0	100,0	3 070 909
Femme	5,5	26,8	32,3	42,9	24,8	100,0	3 613 839
Groupe d'âges							
18-24 ans	4,6	27,1	31,7	42,3	26,0	100,0	1 093 347
25-34 ans	5,1	23,9	29,0	46,2	24,8	100,0	1 900 922
35-44 ans	6,1	27,8	34,0	41,6	24,4	100,0	1 501 324
45-54 ans	6,1	25,7	31,7	44,0	24,3	100,0	964 450
55 ans et Plus	6,5	26,4	32,9	42,0	25,1	100,0	1 224 704
Niveau d'instruction							
Aucun	5,6	26,0	31,6	44,4	24,1	100,0	5 478 202
Primaire	6,2	26,5	32,7	36,6	30,7	100,0	608 313
Secondaire	4,9	25,8	30,7	43,1	26,2	100,0	483 204
Supérieur	7,8	26,7	34,5	36,5	29,0	100,0	110 943
Milieu de résidence							
Niamey	9,5	30,5	40,0	31,3	28,6	100,0	489 010
Autres urbains	4,9	23,4	28,3	44,1	27,6	100,0	690 435
Ens. urbain	6,8	26,4	33,2	38,8	28,0	100,0	1 179 445
Rural	5,4	25,9	31,3	44,5	24,2	100,0	5 505 302
Niger	5,7	26,0	31,7	43,5	24,9	100,0	6 684 747
Quintile de niveau de vie							
Le plus pauvre	7,1	22,5	29,7	39,9	30,5	100,0	212 886
Second	6,1	25,6	31,7	38,3	30,0	100,0	228 001
Moyen	5,7	25,7	31,4	40,5	28,1	100,0	232 363
Quatrième	7,9	27,2	35,2	37,3	27,5	100,0	242 804
Le plus riche	5,3	34,7	40,0	35,7	24,3	100,0	297 160

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

[1] Proxy ODD 16.7.2

3.3.3. Prise en compte des préoccupations de la population dans la prise des décisions.

La démocratie est « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple », (selon Abraham Lincoln (16^{ème} président des États-Unis de 1860 à 1865). A ce titre, les gouvernants doivent informer le peuple (transparence dans la gestion des affaires publiques), doivent le consulter (participation citoyenne) et tenir compte de ses préoccupations dans toute prise de décision le concernant.

Au Niger, moins de la moitié des individus de 18 ans et plus (46%) estiment que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population. Le profil économique des citoyens, fait remarquer que peu de personnes parmi les plus pauvres (40,4%) estiment que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population, contre 48,4% chez les personnes les plus riches.

L'analyse par milieu de résidence révèle que la proportion des individus qui estiment que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population est légèrement plus élevée en milieu rural (46,2%) qu'en milieu urbain (45%). C'est à Niamey la capitale que cette proportion est élevée (48%), dépassant la moyenne nationale (46%).

Il est à noter aussi que les individus de niveau supérieur (47,4%) et ceux n'ayant aucun niveau d'instruction (46,2%), les personnes âgées de 55 ans et plus (46,6%), indépendamment du sexe semblent être plus satisfaits des décisions de l'autorité centrale par rapport aux autres. Précisons que beaucoup de jeunes de 18-24 ne sont pas très contents du mode de prise de décision par l'autorité centrale car 44,9% d'entre eux estiment qu'elle ne tient pas compte des préoccupations de la population.

S'agissant de la place réservée aux partis d'opposition par le parti qui gouverne, il faut souligner que le jeu démocratique fonctionne avec d'une part, un parti ou une coalition des partis qui ont gagné les élections et qui arrivent au pouvoir que l'on nomme majorité et d'autre part, un parti ou une coalition des partis qui ont perdu les élections et qui ont choisi d'être le contre-pouvoir que l'on nomme opposition, et éventuellement des partis politiques qui ne sont ni avec la majorité ni avec l'opposition, appelés

les non affiliés. A la question posée aux citoyens de 18 ans et plus, de savoir si le parti qui gouverne donne de la place aux voix des partis politiques de l'opposition, seulement 40% des nigériens répondent par l'affirmative. Aussi, plus de la moitié des personnes les plus riches (50,5%) estiment que le parti au pouvoir prend en compte les voix de l'opposition contre (41,8%) chez les personnes les plus pauvres.

Par milieu de résidence, la proportion des individus vivant en milieu rural (39,6%) est légèrement inférieure à la moyenne nationale (40%) alors que celle des personnes vivant dans les centres urbains se trouve au-dessus de la moyenne nationale (42,2%). Aussi, 44,6% des habitants de Niamey estiment que le parti au pouvoir tient compte des préoccupations de l'opposition dans la prise des décisions.

Concernant la place réservée aux groupes minoritaires par le parti qui gouverne, le principe du respect des groupes minoritaires constitue un élément essentiel dans les systèmes démocratiques. Il est commode aux régimes démocratiques de prendre en considération les préoccupations et les vues des groupes minoritaires dans la gestion publique de l'Etat.

L'enquête a révélé que 38,2% de la population pensent que le pouvoir élu tient compte des préoccupations des groupes minoritaires dans les prises de décisions. Cette opinion est partagée par plus de la moitié des individus les plus riches (50,5%) contre 40,2% des plus pauvres ; des individus résidant en milieu urbain (42,6%) et ceux du milieu rural (37,2%) ; des individus ayant un niveau d'instruction supérieur (40,8%) et ceux n'ayant aucun niveau (37,5%), indépendamment de leur groupe d'âges et de leur sexe.

Tableau 3.6: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Beaucoup	Plutôt	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population	Pas vraiment	Pas du tout	Total	Les partis politiques d'opposition	Les groupes minoritaires	Effectif
Sexe									
Homme	16,5	29,2	45,6	34,2	20,2	100,0	39,8	37,7	3 069 653
Femme	16,9	29,4	46,3	34,9	18,8	100,0	40,2	38,6	3 613 605
Groupe d'âges									
18-24 ans	16,7	28,2	44,9	35,7	19,4	100,0	39,7	38,6	1 092 349
25-34 ans	15,6	29,1	44,7	35,9	19,4	100,0	40,1	37,6	1 900 922
35-44 ans	17,4	29,6	47,0	33,1	19,9	100,0	40,8	38,4	1 501 066
45-54 ans	18,1	29,4	47,6	34,3	18,1	100,0	40,1	39,3	964 216
55 ans et Plus	16,4	30,2	46,6	33,4	20,0	100,0	39,1	37,6	1 224 704
Niveau d'instruction									
Aucun	16,7	29,4	46,2	35,1	18,7	100,0	40,0	37,5	5 478 202
Primaire	16,1	28,7	44,9	33,4	21,8	100,0	39,2	41,5	607 315
Secondaire	17,2	28,3	45,5	32,3	22,2	100,0	40,7	40,6	482 969
Supérieur	16,1	31,3	47,4	24,5	28,1	100,0	42,3	40,8	110 686
Milieu de résidence									
Niamey urbain	14,1	33,9	48,0	24,9	27,1	100,0	44,6	45,7	488 776
Autres urbains	14,8	28,1	42,9	35,1	22,0	100,0	40,4	40,4	690 178
Ensemble urbain	14,5	30,5	45,0	30,9	24,1	100,0	42,2	42,6	1 178 954
Rural	17,2	29,1	46,2	35,4	18,4	100,0	39,6	37,2	5 504 304
Niger	16,7	29,3	46,0	34,6	19,4	100,0	40,0	38,2	6 683 258
Quintile du niveau de vie									
Le plus pauvre	12,7	27,6	40,4	35,6	24,0	100,0	41,8	40,2	212 886
Second	15,4	30,8	46,1	30,2	23,7	100,0	39,4	41,4	228 001
Moyen	13,7	31,5	45,2	28,9	25,9	100,0	40,6	38,5	232 363
Quatrième	14,7	31,4	46,1	30,8	23,2	100,0	39,3	41,2	242 570
Le plus riche	17,4	30,9	48,4	28,3	23,3	100,0	50,5	50,9	296 902

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.3.4. Indice de perception de l'état de droit

La perception de l'état de droit s'est évaluée par la qualité du système judiciaire et l'absence de corruption. Le tableau ci-dessous présente la répartition de l'indicateur « Etat de droit » et ses composantes selon les caractéristiques du chef de ménage.

De manière générale, les sous-indices : système judiciaire et absence de corruption s'établissent respectivement à 0,680 et 0,601. Quant à l'indice Etat de droit, il est de 0,614.

Par milieu de résidence, les personnes âgées de 18 ans et plus, vivant en milieu rural ont les indices les plus élevés. En effet, en milieu rural, les sous-indices système judiciaire, absence de corruption et l'indice Etat de droit ont respectivement 0,700, 0,624 et 0,636. En revanche, ces indices ne se comportent pas de la même manière en milieu urbain. Pendant que l'indice Etat de droit est de 0,511, les sous-indices système judiciaire et absence de corruption sont respectivement de 0,585

et 0,496. A Niamey la capitale, l'indice Etat de droit est inférieur à la moyenne nationale (0,424).

L'analyse par niveau d'instruction indique une relation décroissante entre l'évolution des sous-indices et de l'indice Etat de droit et le niveau d'instruction des chefs de ménage. En effet, on constate que plus le niveau d'instruction du chef du ménage est faible, plus le score des indices est élevé. Ainsi, les chefs de ménages ayant un niveau primaire ont un indice Etat de droit de 0,626. A l'opposé, les chefs de ménage ayant un niveau supérieur ont un indice Etat de droit de 0,567.

Il n'y a pas de différence significative dans le score des indices en fonction des groupes

d'âges car quel que soit le groupe d'âges, les scores des indices tournent autour de 0,6 (qui sont aussi très proches de la moyenne nationale). Cette tendance reste également identique dans l'analyse selon le sexe. Ainsi, l'indice Etat de droit s'établit à 0,610 chez les chefs de ménages homme et 0,655 chez les chefs de ménages femmes.

En définitive, il faut noter que l'indice Etat de droit est certes légèrement au-dessus de la moyenne (0,6) quelles que soient les caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage, mais il demeure encore insuffisant dans l'édification d'un régime démocratique.

Tableau 3.7: Niveau d'appréciation de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Niger, 2017

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Sous-indice Système judiciaire	Sous-indice Absence de corruption	Etat de droit
Sexe			
Homme	0,675	0,597	0,610
Femme	0,721	0,642	0,655
Groupe d'âges			
18 - 34 ans	0,695	0,607	0,622
35 - 59 ans	0,682	0,595	0,609
60 ans et plus	0,662	0,611	0,619
Niveau d'instruction			
Aucun	0,690	0,613	0,626
Primaire	0,655	0,578	0,591
Secondaire	0,651	0,550	0,567
Supérieur	0,518	0,423	0,439
Milieu de résidence			
Niamey urbain	0,464	0,416	0,424
Autres urbains	0,665	0,550	0,569
Ensemble urbain	0,585	0,496	0,511
Rural	0,700	0,624	0,636
Niger	0,680	0,601	0,614

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.4. Paix et sécurité

La paix et la sécurité participent à la dignité et à l'épanouissement de chaque individu tout en étant une condition du développement des pays. L'ODD 16 porte sur la promotion de l'avènement de sociétés pacifiques.

3.4.1. Menace générale et sentiment de sécurité

Trois (3) personnes sur 5 (67%), âgés de 18 ans et plus estiment se sentir en sécurité en marchant seuls dans le quartier le jour. Ce sont 66,4% des hommes et 67,7% des femmes qui pensent être dans cette situation. Dans les régions, on note qu'à Dosso, 88,8% des personnes affirment être en sécurité en marchant dans leur quartier le jour, à Niamey 65,8%, Tahoua (73,7%), Tillabéri (67,9%), Maradi (64,4%) et Zinder (59,0%). Cette situation concerne plus de 2 personnes sur 5 à Diffa et Agadez et elle touche un peu plus de 3 personnes sur 5 quel que soit le niveau de vie (les plus pauvres, les pauvres, les moyens, les riches et les plus riches).

Un peu plus de 3 nigériens sur 5 (64,4%), âgés de 18 ans et plus, déclarent se sentir en sécurité en marchant seul dans le quartier la nuit. Ce sont 65,4% des hommes et 63,5% des femmes qui l'affirment. Cette situation touche plus de 4 personnes sur 5 à Dosso (85,5%), plus de 3 personnes sur 5 à Niamey (63,2%), Tillabéri, Maradi et Tahoua. Elle concerne moins de 2 personnes sur 5 à Diffa (38,2%) et 2 personnes sur 5 à Agadez (41%). Quel que le niveau de vie de la population, plus de 3 personnes sur 5 (60%) déclarent être en sécurité en marchant seul dans le quartier la nuit.

Au niveau des régions, le jour ou la nuit, au moins 3 personnes sur 5 âgés de 18 ans et plus se sentent en sécurité en marchant seuls à Maradi, Tahoua, Tillabéri et Niamey. Cet état de fait est affirmé par plus de 4 personnes sur 5 à Dosso, 2 personnes sur 5 Agadez, moins d'une personne sur 4 à Diffa et un peu plus de 2 personnes sur 5 à Zinder.

Concernant le fait d'être seul à la maison le jour ou la nuit, un peu plus de 3 personnes sur 5 (67,7%), âgés de 18 ans et plus déclarent se sentir en sécurité quand elles sont seules à la maison le jour ou seules à la maison la nuit. Ce sont 67,6% des hommes et 67,8% des femmes qui le sont aussi. Selon le groupe d'âges, un peu plus de 3 personnes sur 5, âgées de 18 ans et plus, quel que soit le sexe affirment se sentir en

sécurité quand elles sont seules à la maison la nuit.

Quel que soit le niveau de vie de la population, plus de 3 personnes sur 5 (60%), âgés de 18 ans et plus se déclarent en sécurité lorsqu'elles sont seules à la maison le jour ou la nuit. Plus de 3 personnes sur 5 (60%) âgés de 18 ans et plus pensent aussi être en sécurité au moment d'être seules à la maison, le jour ou la nuit à Maradi, Tahoua, Tillabéri et Niamey. Cette situation concerne aussi plus de 4 personnes sur 5 à Dosso (86,9% et 87,7%. A Agadez, Diffa, elle touche moins de 2 personnes sur 5.

S'agissant de déplacer seul, le jour ou la nuit, un peu plus d'une (1) personne sur 4 (29,5%), âgés de 18 ans et plus pensent qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seuls à pied. Ce sont 30,2% des hommes et 29,1% des femmes qui le pensent également. Quel que soit le niveau de vie considéré, Plus d'1 nigérien sur 5 confirme se sentir en sécurité c'est-à-dire sans danger en se déplaçant seuls, le jour ou la nuit. Cette situation est estimée par moins de 2 nigériens sur 5 à Maradi, Zinder, Tahoua, Tillabéri et Niamey. Ce sont plus de 2 nigériens sur 5 à Agadez et Diffa qui déclarent cette situation. Cette situation est moins importante à Dosso avec moins d'1 personne sur 5 (9,9%).

Par ailleurs, 3 personnes sur 5 (62,9%), âgés de 18 ans et plus déclarent se sentir en sécurité lorsqu'ils attendent ou qu'ils sont en transport public. Ce sont 63,3% des hommes et 62,6% des femmes qui pensent être dans cette situation. Quel que soit le niveau de vie considéré cette situation touche plus de 3 personnes sur 5 c'est-à-dire au moins 60%.

Enfin, 3 personnes sur 5 (63,3%), âgés de 18 ans et plus estiment se sentir en sécurité à leurs lieux de travail (Champs, atelier etc.). Ce sont 63,8% des hommes et 62,8% des femmes qui déclarent se sentir en sécurité à leurs lieux de travail. Par ailleurs, au moins 3 personnes sur 5, âgés de 18 ans et plus le sont également quel que soit leur niveau de vie (plus pauvre, pauvre, moyen, riche et plus riche).

Le tableau 3.8 donne le détail des différents résultats.

Carte 3.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seule à pied dans leur zone de résidence, Niger, 2017

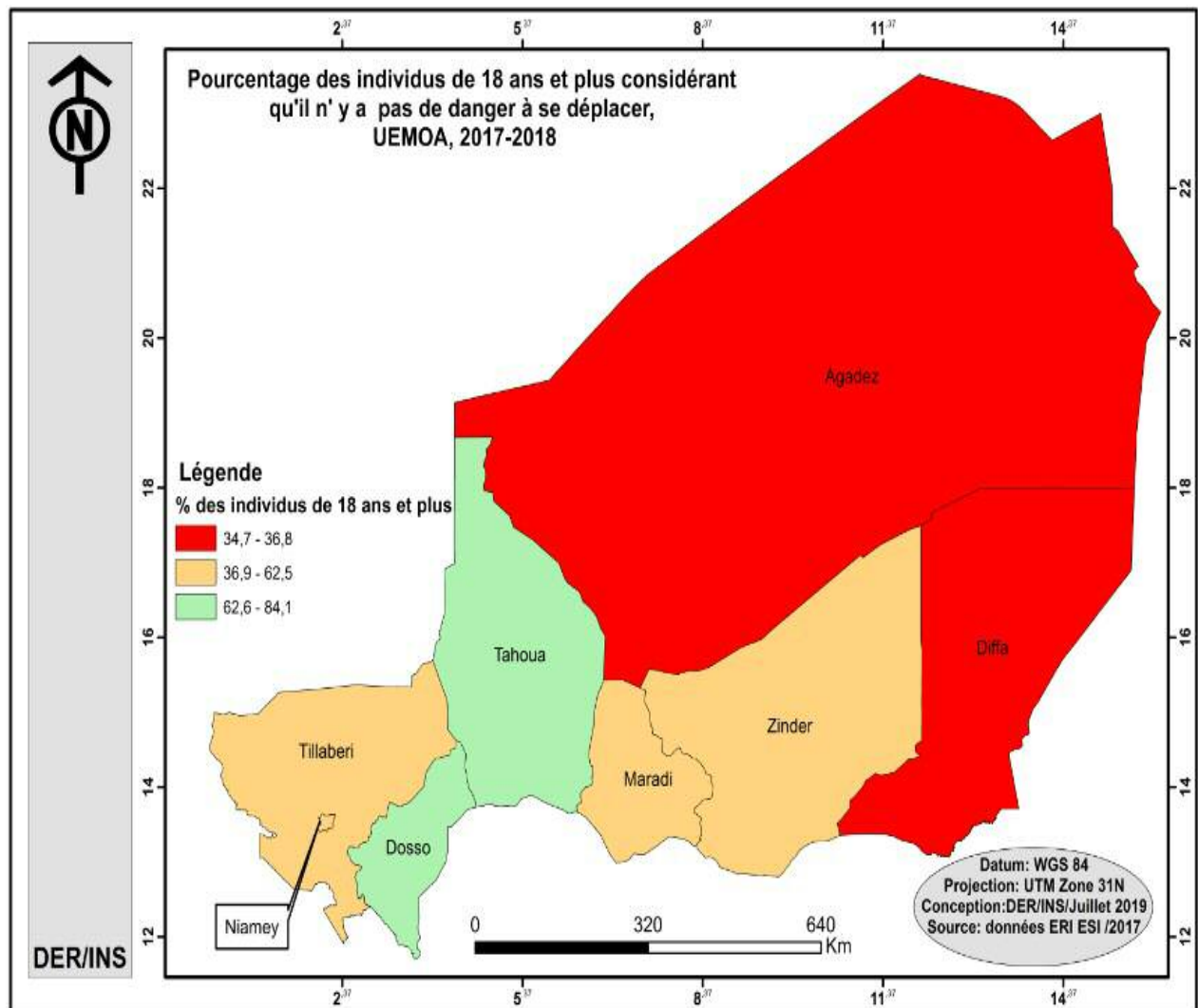


Tableau 3.8: Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Quand vous marchez seul dans votre quartier, le jour	Quand vous marchez seul dans votre quartier, la nuit	Quand vous êtes seul à la maison, le jour	Quand vous êtes seul à la maison, la nuit	Quand vous attendez ou êtes dans un transport public (dans votre localité)	A votre lieu de travail (ex : champs, marché, atelier, etc.)	Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence [1]	Effectif
Sexe								
Homme	67,7	65,4	67,6	66,0	63,3	63,8	63,3	3 085
Femme	66,4	63,5	67,8	65,1	62,6	62,8	59,0	3 631
Région								
Agadez	48,8	41,0	47,3	47,0	46,5	44,8	36,8	223 019
Diffa	42,4	38,2	42,8	38,4	40,8	41,2	34,7	216 131
Dosso	88,8	85,5	90,1	86,9	87,7	86,5	84,1	648 850
Maradi	64,4	65,8	65,4	65,2	60,2	62,1	62,5	1 339
Tahoua	73,7	71,8	74,2	72,9	73,8	73,4	70,0	1 340
Tillabéri	67,9	65,6	70,2	68,1	55,6	55,3	60,1	1 102
Zinder	59,0	52,9	59,5	52,8	57,3	57,0	50,3	1 339
Niamey	65,8	63,2	64,1	67,1	57,3	61,0	55,6	506 749
Niveau de vie								
Le plus pauvre	67,2	65,8	67,7	66,6	63,5	63,6	62,6	1 135
Second	67,9	65,1	68,7	65,9	63,0	64,7	62,1	1 259
Moyen	67,9	66,9	68,6	67,5	65,3	64,6	62,8	1 373
Quatrième	66,3	63,1	67,1	64,2	61,9	61,7	59,5	1 409
Le plus riche	66,0	61,6	66,7	63,8	61,3	62,1	58,5	1 539
Niger	67,0	64,4	67,7	65,5	62,9	63,3	61,0	6 717

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

[1] ODD 16.1.4

3.4.2. Criminalité

Evidemment, les liens entre le sentiment d'insécurité et la criminalité peuvent être plus ou moins forts. Au total moins d'un dixième des personnes de 18 ans et plus (6,6 %) a été

victime de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours de l'année précédant l'enquête (Tableau 3.9).

Tableau 3.9: Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel [1]	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents [2]	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus [3]	Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacés avec une arme au cours des 12 derniers mois	Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacés avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette,) au cours des 12 derniers mois
Sexe					
Homme	1,8	8,4	32,2	0,5	0,8
Femme	1,2	5,1	38	0,2	0,4
Milieu de résidence					
Niamey	8,5	19,9	65,3	1,4	1,5
Autres urbains	1,3	9	38,7	0,3	0,5
Ensemble. urbain	4,3	13,5	54,9	0,7	0,9
Rural	0,8	5,1	23,1	0,3	0,5
Niger	1,5	6,6	34,7	0,4	0,6
Niveau de vie					
Le plus pauvre	1,2	5,2	25,6	0,4	0,5
Second	0,7	6,2	32,9	0,2	0,2
Moyen	1,6	5,9	35,4	0,4	0,5
Quatrième	1,6	7,3	30,4	0,5	0,7
Le plus riche	2	7,9	43,3	0,5	0,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

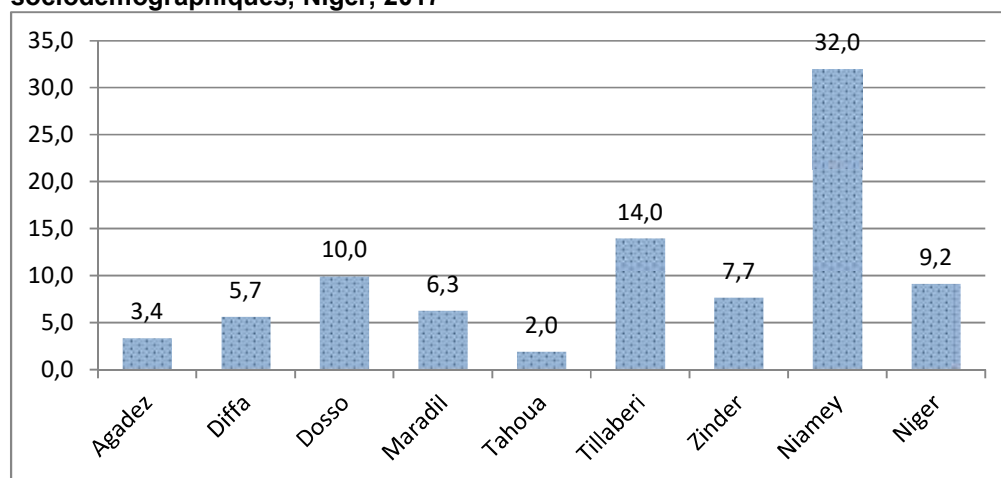
[1] ODD 11.7.2

[2] ODD 16.1.3

[3] ODD 16.3.1, des individus ayant été victimes et ont rapporté au moins une fois les faits

Au Niger, 9,2% des individus de 18 ans et plus estiment qu'il est probable qu'ils soient victimes de criminalité. Cette proportion est plus élevée à Niamey, la capitale avec 32,0%, puis à Tillabery (14,0%) ; en revanche, la plus faible proportion est enregistrée à Tahoua (2,0%) et à Agadez (3,4%).

Graphique 3.2: Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Niger, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.4.3. Conflits et mode de résolution

Apprécier l'état de la paix et la sécurité dans un territoire suppose l'inexistence de tensions entre les différentes communautés qui y cohabitent. Au niveau national, seuls 7,5% des individus de 18 ans et plus estiment que le degré de tension entre les différents groupes est important. Cette proportion, qui est assez proche de celle des jeunes de 18-24 ans (7.6%), des autres zones urbaines hors Niamey (7.3%) et du quintile le plus riche (7.3%). Elle ne diverge pas significativement selon le sexe (6.7% pour les femmes et 8.3% pour les hommes), l'âge (entre 6.3% à 8.1%) ou le niveau de vie (entre 6.3% à 8.9%). C'est à Niamey qu'on enregistre la proportion la plus élevée des individus de 18 ans et plus estimant que le degré de tension entre les différents groupes est important (34.5%).

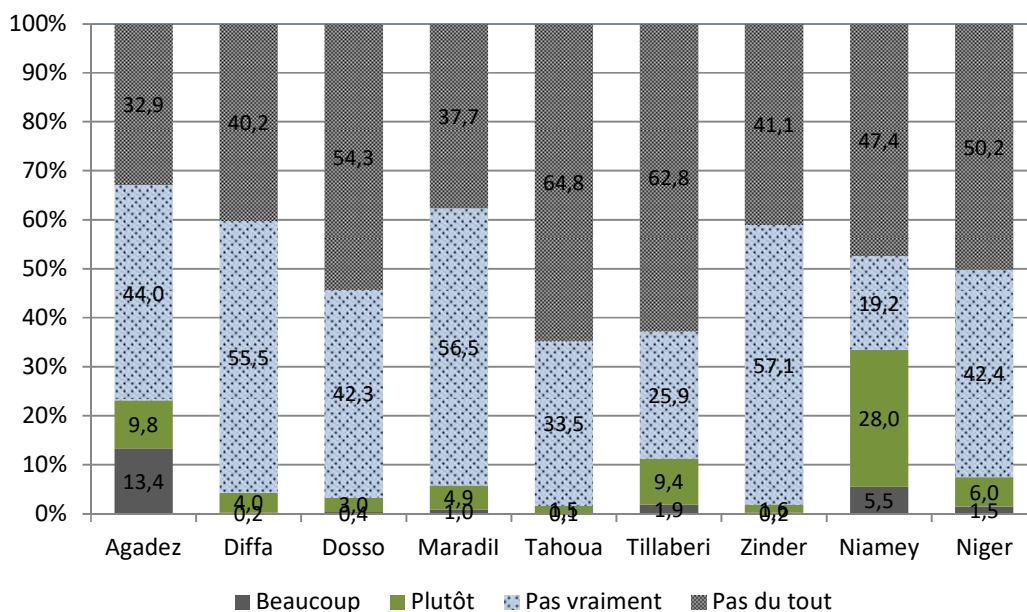
Les sources de tensions les plus fréquemment citées sont la compétition économique (23,1%), les différences linguistiques (20.6%) et la rareté

des ressources naturelles (20.0%). Il en est de même lorsque l'on considère les différentes caractéristiques sociodémographiques.

La compétition économique constitue la plus grande source de tension pour les femmes et les hommes et ceci quel que soit l'âge. Elle l'est cependant moins pour les nigériens vivant en zone rurale. Dans cette zone, la rareté des ressources et les différences linguistiques constituent les principales sources de tensions entre les groupes. Pour les individus ayant un niveau de vie moyen (quintile central), la principale source de tension est plutôt la langue.

Les facteurs politiques et les disputes territoriales sont moins considérés par les individus enquêtés comme des sources de tensions. Cependant, les facteurs politiques, comme sources de tensions, sont préoccupants pour les jeunes de 18-24 ans (20.2%) et les autres centres urbains du pays (25.8%).

Graphique 3.3: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois, Niger, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.4.4. Indice de perception de la paix et de la sécurité

Les sous-indices et l'indice paix et sécurité nationale ont une valeur comprise entre 0 et 1. Quand la valeur tend vers 1, cela exprime une bonne performance. Toute valeur supérieure ou égale à 0,7 juge bon le niveau de l'indice. Une valeur comprise entre 0,5 et 0,6 exprime moyennement le niveau de l'indice considéré.

Globalement, le niveau d'appréciation de l'état de la paix et sécurité à travers l'Indice Paix et sécurité est de 0,81. Quel que soit le sexe du chef de ménage, son niveau est de 0,81 chez les chefs de ménages. En outre, quel que soit le groupe d'âge du chef de ménage, le niveau de l'Indice Paix et sécurité est de 0,81. Ce niveau (0,81) est le même pour tous les niveaux d'instruction des chefs des ménages à l'exception de ceux qui ont un niveau supérieur avec un indice paix et sécurité de 0,79. Le niveau de l'indice paix et sécurité est de 0,76 à Niamey urbain, 0,80 en milieu urbain et 0,81 en milieu rural.

Le niveau de l'appréciation de l'indice sécurité nationale par les chefs de ménage est de 0,5 au Niger. Ces mêmes personnes ont un niveau national d'appréciation de 0,83 pour l'Indice Sécurité Publique. Selon le sexe du chef de ménage, le niveau de l'Indice de Sécurité nationale est de 0,57 chez les hommes et 0,58 chez les femmes tandis que le niveau de l'Indice Sécurité Publique est de 0,83 quel que soit le sexe du Chef de ménage.

Les résultats montrent aussi que le niveau du sous-indice sécurité nationale est 0,56 pour le groupe d'âges de 18-34 ans et 0,57 pour les autres groupes d'âges tandis que le niveau du Sous-indice sécurité publique est de 0,53 quel que soit le groupe d'âges. Ainsi, le niveau du sous-indice sécurité nationale est de 0,57 quel que soit le niveau d'instruction du chef de ménage sauf celui des chefs de ménage ayant un niveau primaire (0,58) tandis que pour les chefs de ménages n'ayant aucun niveau ou ayant le niveau primaire, la valeur du sous-indice sécurité publique est de 0,83. Son niveau est de 0,82 et 0,81 pour les chefs de ménages ayant respectivement le niveau secondaire ou supérieur.

Selon le milieu de résidence, le niveau du sous-indice sécurité nationale est de 0,54 à Niamey urbain, 0,56 en milieu Urbain et 0,57 en milieu rural.

Le niveau du sous-indice sécurité publique est de 0,82 dans le milieu Urbain, 0,83 en milieu rural et 0,77 à Niamey urbain.

Tableau 3.10 : Niveau d'appréciation de l'état de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Niger, 2017

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Sous-indice Sécurité nationale	Sous-indice Sécurité publique	Indice Paix et sécurité
Sexe			
Homme	0,57	0,83	0,81
Femme	0,58	0,83	0,81
Groupe âges			
18 - 34 ans	0,56	0,83	0,81
35 - 59 ans	0,57	0,83	0,81
60 ans et plus	0,57	0,83	0,81
Niveau d'instruction			
Aucun	0,57	0,83	0,81
Primaire	0,58	0,83	0,81
Secondaire	0,57	0,82	0,81
Supérieur	0,57	0,81	0,79
Milieu de résidence			
Niamey urbain	0,54	0,77	0,76
Autres urbains	0,58	0,85	0,83
Ensemble urbain	0,56	0,82	0,80
Rural	0,57	0,83	0,81
Niger	0,57	0,83	0,81

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.5. Indice de perception de la population sur la Gouvernance, Paix et Sécurité

Globalement, les résultats obtenus sur l'indice gouvernance, paix et sécurité traduisent une situation favorable des perceptions de la population sur ces aspects de la démocratie et même du développement ; puisque sa valeur dépasse le cap de 0,5 (moyenne sur l'échelle de 0 à 1). En effet, Cet indice s'établit à 0,8, soit de l'ordre de 80% au Niger.

L'analyse des profils régionaux de cet indice indique qu'il reste toujours au-dessus de la moyenne (0,5). En effet, il varie de 0,7 (son niveau le plus bas) à Agadez, Diffa, Tillabéry, Zinder et Niamey à 0,8 (son niveau le plus élevé) à Dosso, Maradi et Tahoua.

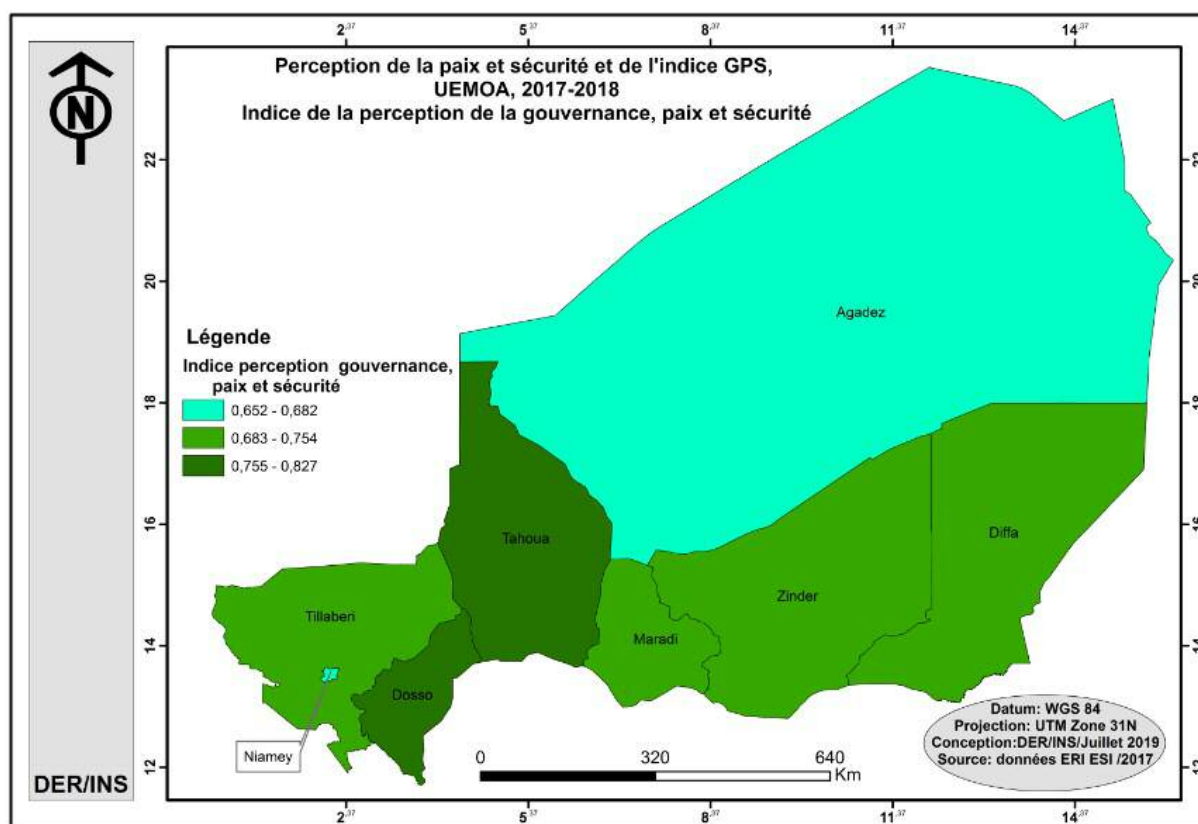
L'analyse globale des dix (10) sous-indices servant de composantes à l'indice gouvernance,

paix et sécurité fait ressortir des écarts qui varient de 0,6 (absence de corruption, Etat de droit, sécurité nationale) à 0,8 (Droits civiques et politiques, sécurité publique, paix et sécurité).

Précisons qu'à Niamey, la capitale, les sous-indices absence de corruption, Etat de droit, sécurité nationale et système judiciaire s'établissent respectivement à 0,4 ; 0,4 ; 0,5 et 0,5.

S'il apparait, globalement, que les chiffres obtenus sont positivement appréciés par rapport à la gouvernance, paix et sécurité du pays, il n'en demeure pas moins que des efforts doivent être consentis par le gouvernement dans le domaine de la corruption.

Carte 3.2 : Indice de perception de la composante Paix et Sécurité et Indice de perception de la Gouvernance, Paix et Sécurité, Niger, 2017



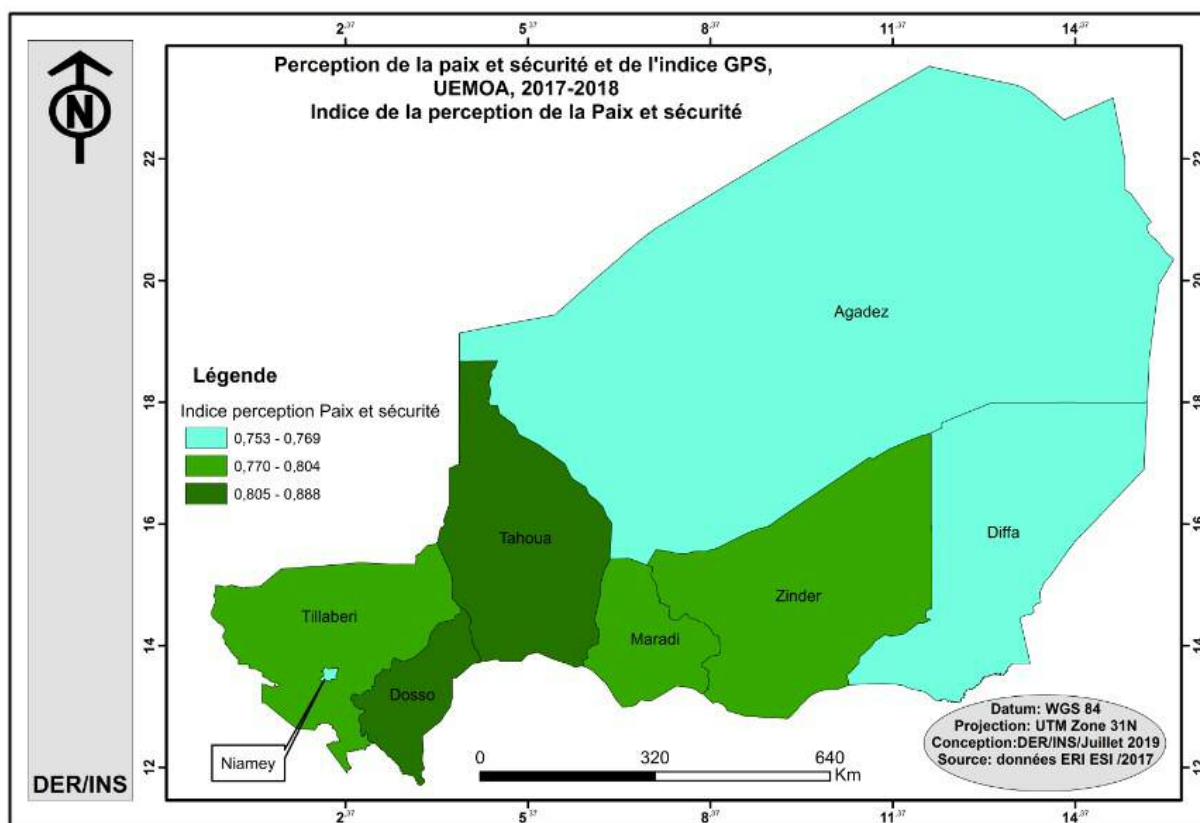


Tableau 3.10: Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, Niger, 2017

Indice GPS et ses composantes	Région								Niger
	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéry	Zinder	Niamey	
Droits civils et politiques	0,6	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,6	0,8
Participation	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,6	0,7	0,5	0,7
Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	0,6	0,7	0,7	0,6	0,8	0,6	0,7	0,6	0,7
Droit de l'homme et participation	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,8	0,6	0,7
Système judiciaire	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,6	0,7	0,5	0,7
Absence de corruption	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,6	0,4	0,6
Etat de droit	0,6	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,4	0,6
Sécurité nationale	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6
Sécurité publique	0,8	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Paix et sécurité	0,8	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Indice gouvernance, paix et sécurité	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

Afristat B.P. E 1600 – Niaréla, rue 499 porte 23 - Bamako (MALI)
Tél : (223) 20 21 55 00 / 20 21 55 80 / 20 21 60 73 Fax : (223) 20 21 11 40
E-mail : afristat@afristat.org
<http://www.afristat.org>